

cahiers

LEON TROTSKY



SOUVENIR DE 1936

TOME 2

- Gilles Vergnon** Le « rayon majoritaire » de Saint-Denis.
 Jean-Paul Joubert Autour du VII^e congrès de l'I.C.
 Pierre Broué La non intervention de l'U.R.S.S.
La Navarre, un révélateur ? **René Revol** Républicains
bourgeois et radicaux dans la genèse du Front populaire.
 Gérard Roche Les intellectuels et le Front populaire.

28

décembre 1986

Revue trimestrielle ★ Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY
Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Particuliers :

France : 4 n^{os} (1 an) 180 F — Etranger : 250 FF ou \$ 30 U.S.

France : 8 n^{os} (2 ans) 370 F — Etranger : 500 FF ou \$ 55 U.S.

Institutions :

France : 4 n^{os} (1 an) 250 F — Etranger : 300 FF ou \$ 35 U.S.

France : 8 n^{os} (2 ans) 500 F — Etranger : 600 FF ou \$ 65 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n^{os} 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire
ou postal libellé à l'ordre de :

JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert
*Publié avec le concours du Centre National des Lettres
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble*

cahiers

LEON TROTSKY

N° 28

DECEMBRE 1986

SOUVENIR DE 1936

TOME II

ARTICLES

- Gille Vergnon — Le « rayon majoritaire » de Saint-Denis : du centrisme à la contre-révolution 3
- Jean-Paul Joubert — Autour du VII^e congrès de l'Internationale communiste 21
- Pierre Broué — La non-intervention de l'U.R.S.S. en Espagne (juillet - septembre 1936) 39

CHRONIQUE

- P.B. — La Navarre, un révélateur ? 52
- René Revol — Républicains bourgeois et radicaux dans la genèse du Fronte Popular 59

LES LIVRES

- Gérard Roche — Les intellectuels et le Front populaire : un bilan de quelques travaux récents 70

NOTES

- Agnès Barcelo — Lutte contre le fascisme au Brésil 80

DOCUMENTS

- Jean Van Heijenoort — Lettres à Léon Trotsky (juillet 1935 - décembre 1936) 87
- Jean Rous — Lettres à Léon Trotsky en 1935 110

COURRIER 120

LES DÉPARTS

Henry Malter *dit* Hank Stone (1908-1986) 121
Jock Haston (1913-1986) 121

N.B. La suite de l'article de Philippe Robrieux « 1934, on tourne à Moscou »
annoncée pour ce numéro sera publiée ultérieurement.

Gilles Vergnon

Le « rayon majoritaire » de Saint-Denis : du centrisme à la contre-révolution

Le 16 juin 1934, à la veille de la conférence nationale du P.C. qui devait décider le tournant vers « l'unité d'action » et l'exclusion de Doriot, Trotsky notait :

« Un nouveau tournant brusque des staliniens sur la politique du front unique me semble un fait accompli. Il ne saurait être question d'une nouvelle orientation théorique. La cause immédiate de ce tournant est la panique devant la désintégration du P.C. en France. Une éventuelle jonction de Saint-Denis et de la Ligue Communiste, voilà ce qui effraie, et à juste titre, les staliniens »¹.

Trotsky, on le sait, n'écrivait jamais à la légère. Pourtant, dans l'état actuel des connaissances — jusqu'à l'ouverture des archives du P.C. ? —, aucun document n'est venu corroborer de manière indiscutable son affirmation. En ce sens, il faut la saisir comme l'annonce d'une *virtualité* quant à l'évolution de Doriot et de son rayon, d'une possibilité prometteuse de recomposition du mouvement ouvrier français que Trotsky n'était pas seul à envisager, Alfred Rosmer et Victor Serge nourrissant des espoirs semblables².

La réponse à cette question ne pouvait se trouver dans le magistral travail de Jean-Paul Brunet³ — un ouvrage qui permet enfin à l'historien et au chercheur de disposer d'une étude quasi-exhaustive sur « le plus célèbre des transfuges de l'histoire contemporaine » et se substitue aisément au livre plus ancien de Dieter Wolf, marqué par d'importantes lacunes qui s'expliquent en partie par l'impossibilité où il fut de consulter des documents d'archives indispensables auxquels Jean-Paul Brunet a pu avoir accès.

Brunet, dans son optique, n'est pas intéressé par l'année 1934-35, la période où Doriot, exclu en juin 1934 du P.C.F., anime un « rayon majoritaire » de Saint-Denis, entraînant plusieurs centaines de militants ouvriers dont nombre de cadres qui furent en leur temps des pionniers de l'opposition communiste au stalinisme, plusieurs d'entre eux ayant même été en liaison avec l'opposition de gauche ou membres de cette dernière.

Ces quelques mois pendant lesquels Doriot va tenter de construire une organisation nationale qui se veut un ferment actif pour un reclassement d'ensemble de la gauche française, sont contemporains du tournant de l'I.C., du pacte d'unité d'action P.C.F.-S.F.I.O. et de la constitution du « Front populaire » avec le parti radical... Que ces quelques mois apparaissent comme un intermède en ce qui concerne Doriot et son évolution, nous ne le discute-

rons pas. En revanche, ils sont bien plus qu'un intermède dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Nous nous proposons sur ce point de renverser la perspective et d'analyser l'*involution* de Doriot et de son rayon vers le fascisme comme quelque chose de *décisif*, comme un facteur non négligeable dans le renforcement du Front populaire, la disparition comme organisation ouvrière de forces politiques conséquentes laissant finalement le champ libre au P.C.F. et à la S.F.I.O.

Après l'exclusion

Quelle date prendre comme point de départ de l'histoire du rayon ? Plusieurs choix sont possibles.

Rétrospectivement, il est facile de faire débiter l'histoire du « rayon majoritaire » lors des événements de février 1934 où Doriot, alors membre du Bureau politique du P.C. et son dirigeant le plus populaire — tous les témoignages l'attestent —, prend publiquement position pour le front unique avec la S.F.I.O. et impulse la constitution d'un Comité de Vigilance antifasciste qui associe des militants socialistes, communistes, C.G.T. et C.G.T.U. et qu'il définit comme « le comité dirigeant des opérations de la classe ouvrière de Saint-Denis contre le fascisme ». Mais, entre février et avril — c'est le 23 avril que parvient à Paris le télégramme de l'exécutif de l'I.C. enjoignant à Thorez et Doriot de cesser la lutte interne et de venir à Moscou —, le rayon reste officiellement un rayon du P.C., le rayon de Saint-Denis, et d'ailleurs la lutte ouverte, publique, avec l'appareil du P.C. ne débute vraiment que le 6 avril, où Thorez, pour la première fois, attaque Doriot dans l'*Humanité* en mentionnant son nom.

On pourrait, plus logiquement, prendre la date du 18 mai où l'I.C., devant le refus de Doriot de se rendre à Moscou, laisse carte blanche au C.C. français pour prendre des mesures disciplinaires. Mais la date clef est celle du 27 juin 1934, non seulement parce que Doriot est alors exclu par la conférence nationale du P.C., mais aussi et surtout parce que son exclusion coïncide avec le tournant majeur du P.C. sur le front unique, qui prend Doriot à contrepied en lui enlevant son principal axe de construction.

Doriot semble bien avoir été pris totalement au dépourvu et l'éditorial du 30 juin de son journal, l'*Emancipation* (« Exclus ») révèle un certain désarroi :

Il commence, non sans logique, par triompher, en affirmant :

« Le C.C. a reculé. Il a capitulé. Nous l'avons vaincu. C'est notre point de vue qui triomphe, au-delà même de nos espérances... Nous l'obligerons à faire d'autres pas. La direction du P.C. sera bien obligée de subir la volonté d'union des masses jusqu'au bout, nous ne lui permettrons pas de s'en tirer avec un front unique de quelques semaines avec le P.S. »

Puis, il cherche, sur un ton qui masque mal son inquiétude, l'explication de ce tournant « qui mérite une étude approfondie » :

« Il prépare à la classe ouvrière française des lendemains redoutables. Ce n'est pas sans curiosité que les travailleurs entendront les explications de Thorez sur son amour

subit de Mirabeau, Danton, Robespierre, peut-être aussi de Babeuf, de son « pays », de ses traditions historiques. »

La conclusion tente d'exorciser le risque qui se dessine : « On se trompe, si l'on croit, par ce subterfuge, m'éliminer du mouvement ouvrier et me faire changer d'opinion ».

Quelle perspective adopter ? Dans le meeting contradictoire qui s'était tenu le 26 avril au théâtre municipal de Saint-Denis, Doriot avait proposé de « grouper les combattants du 12 février », c'est-à-dire d'impulser partout la constitution d'organismes unitaires — comités de vigilance, comités d'action, etc. —, de les faire vivre là où ils existent déjà :

« A tout prix, maintenir les organismes créés par le mouvement révolutionnaire, les unir, les fédérer, les souder, organiser en quelque sorte le rassemblement national représentant les combattants du 12 février. Il fallait, en un mot, proposer la convocation du congrès des combattants du 12. Or, vous ne l'avez pas fait... En ne prenant pas l'initiative de proposer (cette) convocation... vous laissez la balle retomber et se séparer d'eux. D'un côté, la C.G.T. reprend en main ses troupes... De l'autre, le mouvement national d'Amsterdam... consolide l'aile révolutionnaire. Entre les deux, une grande quantité de comités ne vont ni avec la C.G.T., ni avec Amsterdam-Pleyel. C'est justement pour reprendre ces troupes en main que s'impose la recherche de nouvelles formes de groupement des forces antifascistes. »⁴

Cette perspective, dont l'aboutissement n'était ni plus ni moins que la formation des « comités d'action » proposée par Trotsky, est défendue, bien sûr, par les militants trotskystes qui, dans leur tract diffusé le 16 février, s'axent sur le développement et la centralisation des comités d'alliance ouvrière⁵, mais aussi par la revue *Masses* qui analyse, sous la plume de Michel Collinet, le surgissement semi-spontané de « comités antifascistes » sur la base d'un programme minimum : dissolution des ligues fascistes, lutte contre le gouvernement d'Union Nationale, dissolution de la chambre et instauration de la proportionnelle pour les prochaines élections, défense des libertés ouvrières, lutte directe contre le fascisme par la création de groupes d'autodéfense...⁶ Collinet notait à juste titre que les dirigeants du P.C. cherchaient à opposer à ces comités de front unique leur propre organisation Amsterdam-Pleyel, « fantômes et cadavres autour desquels le P.C. cherche à faire le bluff et derrière lesquels il masque... son aversion du front unique »⁷. Mais, fin juin 1934, le tournant du P.C., et, bientôt la signature du pacte d'unité d'action avec la S.F.I.O., modifient radicalement les choses et bloquent la « voie royale » qu'aurait été un développement national des comités... Une opportunité extrêmement favorable s'était donc présentée entre février et juin 1934 et Doriot, après quelques velléités, l'avait laissée passer... Henri Barbé, ancien secrétaire du P.C. et compagnon de Doriot jusque dans la « collaboration », regrette dans ses *Mémoires*, que Doriot ait alors « perdu son temps et ses forces dans une activité locale sans intérêt »⁸. L'historien Dieter Wolf essaie, lui, de décrire le dilemme qui se présentait à Doriot après le tournant du P.C. : « S'il ne voulait pas se limiter à la simple défense de son fief de banlieue, qui, vu l'inégalité des forces en présence, devenait de plus en plus difficile, il lui fallait trouver quelque chose de nouveau, prendre une position

politique qui, d'une part, devrait utiliser les courants nés des troubles de février, mais d'autre part, justifierait un combat inéluctable contre les dirigeants du P.C.F. et de la 3^e Internationale ». ⁹

Or, s'appuyer sur « les courants nés des troubles de février » impliquait nécessairement de s'affirmer comme force politique indépendante, d'ouvrir sa propre voie, de hisser son propre pavillon... C'était le chemin qu'indiquait Trotsky dans son article du 8 juin visant à ouvrir le dialogue avec les partisans de Doriot :

« Les comités de vigilance, avez-vous justement écrit, doivent être une étape vers les soviets. Mais, dis-moi, cette orientation à donner à la lutte des comités de vigilance, les mots d'ordre appropriés, le programme d'action autour desquels doit s'opérer le rassemblement des masses laborieuses, de qui les attends-tu ? Pas de la S.F.I.O., je pense... Pas non plus de la masse dans son ensemble... C'est seulement en créant un noyau initial agissant d'une manière indépendante et disciplinée, que pourra s'opérer la sélection au sein des comités de vigilance... Le comité de vigilance, ce n'est pas une base suffisante pour assurer la vie du rayon de Saint-Denis. S'y limiter, c'est se condamner à la désagrégation. Tous les noyaux locaux qui se sont détachés du P.C. n'y ont pas échappé ; le municipalisme, le pupisme, la social-démocratie les ont rongés. » ¹⁰

C'est sur cette base qu'une délégation de la Ligue, composée de Blasco et Gérard Rosenthal prit directement contact avec Doriot pour le presser de réaliser la « clarification et le rapprochement doctrinal essentiel et nécessaire » ¹¹.

Or, Doriot devait faire tout le contraire : non content de refuser le contact avec l'Opposition de gauche — « qui n'a pas un seul homme de masses » —, il la fait pourchasser dans les rues de Saint-Denis et l'*Emancipation* du 14 avril, alors même qu'elle définit très correctement, contre Thorez, les fondements de la stratégie de front unique, clame que les vendeurs de *La Vérité*, « vomis par la classe ouvrière », ont été « corrigés ».

Bien loin de se dégager *politiquement* du P.C.F., il reste donc sur le terrain municipal et se fait plébisciter dans son fief en démissionnant de son mandat de maire pour se faire triomphalement réélire le 6 mai. Les raisons de son attitude ? Plusieurs explications coexistent, sans être pour autant antithétiques : Doriot n'espérait sans doute plus rien du P.C.F. et de l'I.C. — ce qui explique son refus de se rendre à la convocation de l'I.C. à Moscou, mais voulait-il pour autant, *dès cet instant*, « créer un parti du type nouveau qui ne serait ni le P.S., ni le P.C... et dont il serait le chef autoritaire », comme le pense Henri Barbé ? Il ne s'attendait pourtant pas au tournant de l'I.C. et espérait, à partir de sa position locale, capitaliser un écroulement du P.C. qu'il est difficile aujourd'hui de ne pas juger qu'il était inévitable si la ligne « classe contre classe » s'était poursuivie ¹². Ajoutons aussi que Doriot réagissait en homme d'appareil soucieux de « puissance » et n'était plus depuis longtemps le jeune ouvrier révolutionnaire qui donnait à Victor Serge, en 1922, « une impression de modestie et de fermeté », « un jeune homme en qui l'on pouvait avoir confiance » ¹³.

Quoiqu'il en soit, une première virtualité ne s'était pas réalisée, sans nul doute au grand soulagement de la direction du P.C.

Le « rayon majoritaire » et sa nouvelle ligne : effacer le congrès de Tours

C'est le 5 juillet 1934, soit dix jours après la conférence nationale du P.C.F., que Doriot définit sa nouvelle ligne, au cours d'un meeting à Saint-Denis. Renonçant définitivement à prendre appui sur « les courants nés des troubles de février » phagocytés par le pacte d'unité d'action P.C.F.-S.F.I.O. désormais à l'ordre du jour, Doriot, après avoir rappelé que le tournant « n'est pas la victoire de Thorez et du B.P., mais la victoire du rayon de Saint-Denis, des travailleurs de Saint-Denis sur les sectaires du C.C. », développe le fameux triptyque « une classe ouvrière, une seule C.G.T., un seul parti ».

Sur le plan syndical, cette position est alors intéressante, puisqu'elle postule la réunification C.G.T.-C.G.T.U., mais avec trois garanties :

« Démocratie intérieure du mouvement permettant le jeu des tendances, élections libres et démocratiques aux postes de direction, indépendance formelle à l'égard des partis. »

Sur le plan politique, il s'agit « d'allier le dynamisme révolutionnaire du communisme à l'expérience politique formidable du socialisme en évolution. Alors sera né le grand, le véritable parti du prolétariat »¹⁴. Cette vision de reconstruction de l'unité du mouvement ouvrier français par l'unité organique P.C.F.-S.F.I.O., effaçant la scission de Tours, Doriot la précise largement dans les semaines qui suivent, en lui donnant un caractère achevé et systématique. Le 21 juillet, il met en cause pour la première fois la proclamation du Comintern en 1919 :

« La conception de la direction sur l'unité organique n'est autre que celle qui a présidé à la constitution de la III^e Internationale. C'est celle que nous opposent les partisans de la construction d'un nouveau parti b.l., les dirigeants des ligues trotskystes, partisans ou non de la IV^e... Depuis 15 ans d'expériences décevantes de la II^e Internationale et d'impuissance révolutionnaire de la III^e dans les plus grands pays d'Europe, il convient de chercher si les formules de 1919 sont encore justes. Il convient de procéder à une révision générale des valeurs. Il convient de rechercher pourquoi... c'est le fascisme qui gagne le pouvoir et écrase brutalement la classe ouvrière, au moment où elle devrait jouer son rôle historique. A notre sens, c'est parce qu'il manque dans le moment donné le grand parti capable d'entraîner cette classe au pouvoir. »¹⁵

Le 23 août, dans son éditorial « Pour la reconstruction de l'unité ouvrière », Doriot tente d'indiquer les voies de constitution d'un tel parti. Critiquant le pacte P.C.F.-S.F.I.O. — « Un progrès certain, mais insuffisant » — pour son caractère défensif, il lui oppose derechef « l'unité totale syndicale et politique » car, « en 15 ans, le mouvement communiste n'a pu procéder à la liquidation de la social-démocratie » et « le mouvement socialiste et confédéré n'a pu complètement résorber le mouvement communiste et révolutionnaire ». En conclusion, Doriot annonce la mise sur pied d'une organisation nationale, les « groupes pour la reconstruction de l'unité ouvrière », ajoutant : « Ces groupes ne doivent pas être considérés comme l'embryon d'un nouveau parti. Il en existe trois (S.F.I.O., P.C.F. et P.U.P.) : c'est deux de trop. Ces groupes doivent être l'ossature du mouvement qui tend à l'unité totale. »¹⁶

La nouvelle organisation disposera de son propre organe de presse, l'édition nationale de l'*Emancipation* qui « dénoncera les pratiques sectaires qui entravent la réalisation de l'unité » et « citera en exemple les initiatives heureuses qui unissent la classe ouvrière ».

Finalement, le parti unifié selon Doriot résulte d'une addition de deux apports, tous deux perçus comme authentiques et légitimes : la révolution russe et le dynamisme révolutionnaire *dont il crédite la direction stalinienne* qui vient de l'exclure, à quoi s'ajoute « l'expérience politique » de la social-démocratie. Lui-même n'a pas grand-chose à dire ou à contester sur le contenu propre de ces deux « apports ». Se plaçant au-dessus de la mêlée, il estime, sans aller jusqu'à tirer un trait d'égalité entre le bolchevisme de 1917 et la social-démocratie d'alors ¹⁷, que les deux courants peuvent et doivent coexister sans se renier dans un même cadre : somme toute, ce sera l'union du « feu » (!) communiste et de l'eau social-démocrate.

Doriot a sa référence historique : la S.F.I.O. de 1905, unifiant tous les courants socialistes autour de Jaurès. Les bases doctrinales de l'unification de 1905 — « Le Parti Socialiste est un parti de lutte de classe et de révolution. Le Parti Socialiste veut la transformation de la société capitaliste en société socialiste. » — restent pleinement valables et « il n'y a rien à ajouter et rien à retrancher » ¹⁸.

Pourtant le cadre de la S.F.I.O. de 1905 ne résista pas à l'épreuve de la guerre et il fallut en 1920, bâtir un autre « cadre », en continuité avec les meilleures traditions du socialisme français, mais en rupture avec son appareil et sur des « bases » nouvelles intégrant l'expérience de la guerre et de la capitulation des social-démocraties...

Doriot connaît bien sûr — et pour cause — ces arguments. Sa réponse n'a « rien à voir » avec l'unification de 1905. En effet « si une fraction... du socialisme avait été défaitiste à la façon de Lénine, elle se serait manifestée au cours de la guerre »... mais comment se manifester sinon par la rupture ? D'autre part, et c'est un argument décisif, comment constituer un regroupement de gauche en 1934, sans une analyse précise des raisons, du mode et des simplifications pratiques de la dégénérescence de l'U.R.S.S., de l'I.C. et des P.C., dégénérescence révélée de façon éclatante en Allemagne avec la défaite sans combat du K.D.P. face aux nazis ?

Là encore, Doriot est conscient du problème : il reconnaît les « insuffisances » de la charte de 1905 par rapport aux « expériences fabuleusement riches qui se sont déroulées depuis... et qui s'appellent la guerre, la révolution russe et le fascisme »... mais pas le stalinisme.

Si le P.C.F. est sans cesse fustigé par ses « pratiques sectaires » et l'I.C. pour la trop grande dépendance de ses sections envers Moscou, l'un et l'autre restent malgré tout des incarnations authentiques d'un « bolchevisme » qui englobe dans sa continuité Lénine et Staline : le bolchevisme vu par Doriot n'est critiquable que par son aspect « national-russe » exacerbé et inadapté aux traditions nationales de la France, ce pays « voltarien et primesautier ». Citons ce passage significatif :

« On ne discute pas en France comme en U.R.S.S. On n'organise pas le prolétariat français comme celui de l'U.R.S.S. ; on ne crée pas le parti sur les mêmes bases, c'est une erreur qu'il faut reconnaître.

Bien des fautes auraient été évitées, si l'I.C. avait tenu compte de l'avis des militants français, ... si, au lieu d'exiger un cadre de fonctionnaires marchant au doigt et à l'œil, sans aucune indépendance de pensée, étant souvent obligés d'écrire le contraire de ce qu'ils pensent, elle avait laissé se former des militants capables de prendre toutes leurs responsabilités en France même... Lénine comprenait parfaitement cela... Il comprenait fort bien qu'il fallait un parti révolutionnaire, mais il comprenait aussi qu'on ne pouvait pas instaurer dans ce pays voltairien et primesautier les méthodes de discipline rigide de la social-démocratie allemande ou de la social-démocratie russe. »¹⁹

S'il est encore trop tôt pour qualifier ces positions de « national-communisme », on voit bien que Doriot, éduqué à l'école du « socialisme dans un seul pays », retourne l'argument et ne saisit le stalinisme identifié au bolchevisme que sous la forme d'une « tradition russe » opposée à une « tradition française » ; à la limite, les méthodes et la politique de Staline sont « bonnes pour les Russes », l'U.R.S.S. demeurant de toutes façons un « pays prolétarien » dont il faut soutenir la « politique de paix »...²⁰

Il reste à examiner un dernier argument en faveur du projet d'unité organique. Le parti unifié reposera, on l'a vu, sur la juxtaposition de deux apports, mais l'unification est rendue possible par l'évolution, le rapprochement réciproque des deux composantes : « l'évolution du socialisme vers l'idée de révolution sociale et l'évolution non moins certaine du communisme français vers la défense de la chose démocratique »²¹.

L'unité organique procéderait d'un mouvement symétrique vers le « centre » — de gauche à droite pour le P.C.F., de droite à gauche pour la S.F.I.O. —, où se localise lui-même Doriot, mais c'est un centre purement « géographique » ; Doriot et son groupe ne se présentant pas comme une synthèse vivante du communisme et de la social-démocratie, car cela impliquerait un programme et donc « un parti de plus... ».

Si l'on examine maintenant le contenu précis que Doriot donne à l'évolution convergente du P.C.F. et du P.S., on sait bien que le gauchissement de la S.F.I.O. est incontestable et le « grand Jacques » ne fait pas preuve d'originalité sur ce point... L'analyse du mouvement « à droite » du P.C.F. est plus intéressante. Doriot déclare en effet le 7 octobre 1934 :

« Ce qui est le plus important, c'est l'évolution de la pensée communiste au sujet de la situation européenne. L'I.C. a longtemps professé que les peuples européens qui étaient opprimés par le Traité de Versailles avaient le droit de s'en libérer par tous les moyens, jusques et y compris la guerre... Cela signifiait que les communistes français ne devaient se servir du mot d'ordre de la paix qu'avec beaucoup de réserves, parce que c'était aussi le mot d'ordre de l'impérialisme français, partisan du maintien des traités, satisfait des résultats de la dernière guerre.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Dans ses brillants articles de politique extérieure, Radek a expliqué que faire la guerre pour briser le traité de Versailles était inopérant, parce que la nouvelle guerre serait suivie par un nouveau traité de Versailles. L'Union Soviétique s'est donc prononcée pour le maintien du statu quo territorial en Europe. Et en donnant son adhésion à Genève, elle s'est engagée, par le jeu de l'article 10, à combattre ceux qui voudraient, par la guerre, modifier les résultats terri-

toriaux du traité de Versailles... Ce qui est important dans cette affaire, c'est qu'aujourd'hui en Europe les communistes sont contre la guerre et pour le maintien de la paix, prenant leur parti de l'état territorial créé par les traités de 1919. Aussi socialistes et communistes se rencontrent sur ces points et agissent dans le même sens. »²²

Mais le tournant de l'I.C. sur le traité de Versailles avait comme prolongement logique la recherche d'un accord diplomatique et militaire avec la France, gardienne des traités de 1918. Ici, la position de Doriot s'avère hautement contradictoire : le 7 octobre, après avoir crédité Moscou de son revirement sur le sens des traités de 1918, il poursuit son discours en condamnant l'abdication de l'indépendance politique du mouvement ouvrier français dans le cas d'un éventuel conflit où la France serait l'alliée de l'U.R.S.S. :

« Je suis pour que le prolétariat français préserve pleinement son indépendance et qu'il mobilise ses forces, quelles que soient les conditions de la guerre, pour renverser la bourgeoisie française... le seul soutien à apporter à la révolution russe, c'est de profiter de toutes les circonstances, y compris la guerre, surtout la guerre, pour renverser notre bourgeoisie, que notre impérialisme soit ou ne soit pas l'allié de l'U.R.S.S... »

Ainsi, dans le même texte, on trouve simultanément une approbation de l'adhésion soviétique à la S.D.N. et une condamnation des conséquences d'une alliance franco-soviétique sur le prolétariat français, alors que les deux démarches diplomatiques sont étroitement liées...

Surtout, Doriot n'a pas toujours condamné le principe d'un pacte franco-soviétique, contrairement à ce qu'il essaiera de faire croire plus tard... Le 9 septembre 1934, selon le compte rendu de l'*Emancipation*, il déclare dans un meeting à Sancerre (Cher) :

« L'assistance mutuelle s'explique par la participation aux conflits que pourrait avoir un des signataires qui serait agressé ; que devraient faire, dans ce cas, les travailleurs, si, par hypothèse, un tel conflit surgissait ? Et notre camarade (Doriot) d'expliquer que nous ne devons rien faire pour affaiblir la force de l'Union Soviétique, car si celle-ci devait être battue, cela soulèverait une vague réactionnaire dans le monde, dont les victimes seraient les prolétaires ; il nous faudrait, par conséquent, avoir une tactique d'opportunité révolutionnaire, faire tout pour la défense de l'agressé et tout contre l'agresseur. Ce n'est qu'au moment opportun que pourrait se poser la tactique révolutionnaire de la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans. Voilà, dit le député de Saint-Denis, quant à nous, notre position dans un tel conflit. Mais, il faut le dire franchement, il faut avoir le courage de constater les changements de la politique diplomatique des soviets et lorsqu'on les approuve, comme c'est notre cas, avoir le courage de les justifier devant les travailleurs. »²³

Il s'agit bien là, si les mots ont un sens, d'une approbation explicite d'une éventuelle alliance franco-soviétique, Doriot reprochant aux dirigeants du P.C.F. leur refus d'admettre une quelconque évolution de la politique extérieure soviétique et se présentant, lui, en champion du « réalisme ». Au total, l'on ne peut que souscrire au jugement de Dieter Wolf :

« Il est indéniable que l'évolution politique de Doriot, entre 1934 et 1936, fut pleine de contradictions et de bizarreries. La seule constante que l'on puisse lui reconnaître, c'est qu'il prenait toujours la position qui lui permettrait le mieux de lutter contre le P.C.F. et sa politique à peine moins tortueuse que la sienne. »²⁴

On a pourtant ici un exemple flagrant d'incohérence dans ce retournement en moins d'un mois sur une question capitale... L'explication de Wolf par sa seule détermination par rapport au P.C.F. semble insuffisante : Doriot ne lance-t-il pas plutôt, dès cette époque, des ballons d'essai en vue de se forger un profil de chef politique « patriote » ou « socialiste national », qu'il escamote aussitôt après les réactions défavorables d'une « base » éduquée à l'anti-militarisme et qui se retrouve certainement mieux dans son discours du 7 octobre que dans ses propos de Sancerre ?

Finalement, ce qui permet au « rayon » de survivre plusieurs mois comme force politique *ouvrière*, en l'absence d'authentique projet politique et en tenant compte des palinodies de son dirigeant, c'est, d'une part, l'appui total de la section socialiste de Saint-Denis qui participe au « comité de vigilance » local, même après la signature du Pacte d'unité d'action, d'autre part, le caractère très limité et défensif du même acte qui pousse des éléments critiques, socialistes de gauche, communistes oppositionnels, à se regrouper autour d'un Doriot au nom prestigieux.

Doriot et la S.F.I.O.

Henri Barbé, dans ses *Souvenirs*, affirme que Doriot, « après l'été 1934 », caressa l'idée « de négocier avec les dirigeants socialistes en vue de provoquer dans toute la France un vaste mouvement d'unité ». Il regrette que Doriot ait finalement décliné « la fusion de cette partie rebelle du communisme avec le parti socialiste (qui) aurait apporté à ce dernier un sang nouveau et un personnel militant plus actif et plus rompu aux nouvelles formes de travail et de propagande dans les masses ouvrières »²⁵. Dans un premier temps, il est vrai que la campagne de Doriot pour une « unité-d'action loyale et sincère » et ses remarques critiques sur les raisons profondes de la volte-face de Thorez, entraient en résonance avec la méfiance et la surprise de dirigeants socialistes apeurés à l'idée d'être manœuvrés. L'éditorial que Léon Blum signe le 7 juillet dans *Le Populaire* reflète parfaitement ces préoccupations :

« Comment ne pas être étonnés par le déclenchement soudain des événements et la rapidité de leur rythme ? On a, malgré soi, le sentiment de glisser sur une pente abrupte et d'être entraînés par les lois de la pesanteur encore plus que sa propre volonté... Le revirement du P.C. a pris le caractère d'un véritable coup de théâtre qui nous laisse encore quelque peu ébaubis... »

Quels sont les motifs de la brusque initiative du P.C. ? Que cache ce bloc enfainé ? Comment concilier une volonté sincère d'unité avec les textes des *Cahiers du Bolchevisme*, avec l'exclusion de Doriot et même avec certains passages du discours de Cachin à Bullier ? »

Le malaise s'exprime ouvertement au Conseil National de la S.F.I.O. le 15 juillet. Le rayon de Saint-Denis lui a envoyé quelques jours auparavant une lettre ouverte, que publient l'*Emancipation* et le *Populaire*, et qui demande au Conseil National « de réaliser l'unité d'action des deux partis de la classe ouvrière », ajoutant que celle-ci ne peut être qu'une étape et qu'un moyen vers la reconstruction de l'unité organique »²⁶.

Le C.N. aborde le « cas Doriot », mais ses positions seront utilisées aussi bien par les partisans (Zyromski) que par les adversaires (Grumbach, Bieau) de la signature d'un accord avec le P.C., Blum se laissant finalement convaincre par les premiers ²⁷. Une fois l'accord signé, les dirigeants socialistes, surmontant leur inquiétude première, vont s'efforcer d'utiliser au maximum le caractère de « société d'assurance mutuelle » du pacte contre tout débordement à gauche et toute formation minoritaire. ²⁸

Dès lors, si l'on excepte la tolérance locale envers la section socialiste de Saint-Denis qui continue de travailler avec Doriot, celui-ci est désormais ignoré par la S.F.I.O... Doriot devait s'en plaindre amèrement et dénoncer « une vaste manœuvre dirigée contre les minorités et groupements autonomes » ²⁹. Barbé, de son côté, regrettait que le P.S. « ne semble pas, tout au moins parmi certains de ses dirigeants très responsables, se rendre compte exactement de la situation... Ils semblent se laisser bercer dans la molle quiétude du pacte » ³⁰.

Les dirigeants du rayon ne sont pas seuls à constater que le pacte P.C.F. P.S. se retourne contre eux : les animateurs de la revue d'opposition communiste *Que Faire ?* dénoncent « le front unique d'inaction »... qui laisse les mains libres au gouvernement ; Trotsky note que toutes les formations minoritaires — y compris Saint-Denis et la Ligue Communiste, quelles que soient leurs différences — « sont menacées du danger d'être condamnées à rester en dehors du front unique, bien que ce soit la Ligue qui ait eu l'immense mérite de l'avoir enclenché ». Mais, alors que Trotsky prend acte de cette situation pour mieux la modifier en proposant de « prendre une place organique dans le cadre du front unique » ³¹, c'est-à-dire d'entrer dans la S.F.I.O., Doriot, qui reconnaît pourtant que « le P.S., libéré de sa droite, est la force d'attraction essentielle pour le prolétariat de tout le pays », refuse « d'entrer ». Il est vrai que ce serait sans la moindre plate-forme politique et, surtout, que ses projets personnels ne pouvaient se satisfaire d'une intégration dans une S.F.I.O. qu'il méprisait. Il ne restait plus, une fois cette nouvelle possibilité rejetée, qu'à tenter de développer les groupes « d'amis de l'Unité »...

Les « Amis de l'unité »

La structuration nationale d'un mouvement qui ne voulait pas être « un parti de plus » et existait sur la seule base du combat pour l'unité organique, n'était pas chose facile. Dès le 13 août 1934, pourtant, le rayon de Saint-Denis concluait un accord avec le P.U.P., formation regroupant des dissidents « de droite » du P.C.F., proches de la social-démocratie sur le plan doctrinal, mais disposant d'une représentation parlementaire (onze députés) aussi forte que celle du P.C.F. ! ³² Le texte de l'accord, paru dans l'*Émancipation* du 18 août, montre bien toutes les difficultés de se démarquer, en l'absence de programme indépendant, de l'accord P.C.F.-S.F.I.O. dont Doriot critiquait pourtant les limites. Le préambule déplore :

« De nombreuses forces ouvrières, des organisations qui ont toujours lutté en faveur de l'unité d'action... se trouvent actuellement en marge des accords établis...

alors que les courants qu'elles représentent s'étendent parmi toute la population ouvrière... »

Mais, sur cinq articles du pacte, quatre se bornent à calquer le pacte d'unité P.C.F.-S.F.I.O. : on y retrouve les mêmes mots d'ordre, le même engagement réciproque à s'abstenir de critiquer son partenaire, etc. Seul l'article quatre diffère de l'article correspondant de l'accord P.C.F.-S.F.I.O. qui menaçait :

« Chaque parti s'engage à réprimer les défaillances et manquements qui pourraient se produire dans le sein de ses propres organisations en ce qui concerne l'action commune engagée. »

Saint-Denis et le P.U.P. lui substituent :

« Les signataires du pacte s'engagent à développer par tous les moyens dont ils disposent l'idée de l'unité totale syndicale et politique au sein des masses laborieuses... »

Cet accord ne devait pas avoir grand retentissement et l'*Emancipation* n'en fera plus guère mention, sinon pour appeler, à la conférence de rayon des 6 et 7 octobre 1934, « à la réalisation pratique et à l'élargissement du pacte signé avec le P.U.P. en vue de grouper, sur la base de ce projet, toutes les forces politiques autonomes de la classe ouvrière ».

Restait le développement des groupes d'« Amis de l'Unité » à l'échelle nationale. On connaît leur plate-forme très large (ou très vague) et leur conception initiale. Ils connaissent pourtant un certain essor et au printemps 1935, Henri Barbé dénombre dix groupes dans la Région Parisienne (Achères, Bagnolet, Bobigny, Corbeil, Epinay, Pierrefitte, Villetaneuse, 12^e et 13^e arrondissements...) et sept en province (Clermont-Ferrand, Le Havre, Montluçon, Nice, Oissel, Rouen, Tours)³³. Les bases de constitution sont extrêmement simples si l'on en croit l'*Emancipation* qui publie le 2 février 1935 un *vademecum* en quatre points : « comment organiser un groupe d'amis de l'unité » :

« 1) Prendre contact avec les militants ouvriers, socialistes, communistes, qui ont manifesté leur sympathie à l'idée de l'unité totale de la classe ouvrière.

2) Les inviter à une réunion où un échange de vues peut avoir lieu.

3) Préparer avec ces camarades une réunion constitutive du groupe, avec un bureau. Distribuer les cartes de membres.³⁴

4) Ultérieurement... organiser des grands meetings publics et contradictoires sur la question de l'unité. »

Les groupes gagnent la collaboration de nombreux cadres ouvriers, ex.-P.C.F., militants de la gauche socialiste, anciens militants de l'Opposition de Gauche, du Cercle communiste démocratique de Boris Souvarine... Doriot s'était d'ailleurs donné comme objectif prioritaire de gagner « ceux qui sont passés par l'une ou l'autre des organisations et qui sont aujourd'hui dans une espèce de no man's land »³⁵.

Parmi ceux qui écriront régulièrement dans l'*Emancipation*, « organe central de l'unité des travailleurs », il faut citer Alfred Bernard, ancien du B.P. du P.C., puis de l'Opposition de Gauche qui donne une contribution sur le programme éventuel d'un parti unifié³⁶, Marcel Body, pionnier du

communisme en France, qui écrit sur l'assassinat de Kirov et la Constitution soviétique ³⁷, Amédée Dunois, qui fait une chronique sur Jules Vallès ³⁸, Julián Gorkin, responsable de la Fédération Communiste Ibérique et futur dirigeant du P.O.U.M. qui fournit une série d'articles sur la Révolution Espagnole ³⁹.

Citons encore Michel Collinet et des syndicalistes révolutionnaires membres de la Fédération Unitaire de l'Enseignement tels que Gilbert Serret et Elie Reynier... ⁴⁰

La constitution du Front populaire, le pacte franco-soviétique et le grand tournant

On sait maintenant, sans pour autant pouvoir donner une date d'une précision totale, que les contacts de Doriot avec la droite fascisante commencent à l'été 1935. C'est à cette époque qu'il reçoit à Saint-Denis les « jeunes maréchaux », dissidents des Volontaires nationaux du colonel de la Rocque ; ces derniers — Claude Popelin, Bertrand de Maud'huy, Pierre Pucheu — s'écartent d'un mouvement jugé trop conservateur « qui n'a ni idées ni doctrine » et dont le nationalisme traditionnel s'accommode mal du projet d'un « socialisme fasciste », titre d'un livre célèbre de Drieu la Rochelle que Dieter Wolf résume ainsi : ... « La doctrine marxiste, le système capitaliste, le traité de Versailles, la Société des Nations, tout cela était du bric-à-brac bon pour le musée ; la gauche et la droite lui semblaient des subdivisions périmées, artificiellement maintenues en vie par un régime parlementaire incapable et dont l'existence devenait absurde depuis les événements de février... » ⁴¹

Pour Doriot, cette prise de contact était un des éléments d'un long processus étalé sur toute l'année 1935 et qui devait aboutir, dès la fin de l'année, à sa rupture avec le mouvement ouvrier. Au cœur de ce processus, il y a bien sûr les prises de position de Doriot sur la constitution du Front populaire et surtout sur le pacte franco-soviétique signé par Laval et Staline. Celui-ci est d'abord violemment condamné par Doriot comme « la destruction de l'alliance ente l'Union soviétique et la classe ouvrière internationale » ; il le définit comme « une alliance contre-nature (sic) qui met l'état prolétarien... à la remorque de ses alliés capitalistes... ». Il marque en tout cas « la fin d'une époque et la fin de la III^e Internationale comme organisation révolutionnaire du prolétariat international » ⁴².

Les autres rédacteurs de *l'Emancipation* ne sont pas en reste et Michel Collinet lance ainsi un appel à toutes les forces ouvrières pour qu'elles s'unissent contre l'inféodation du mouvement ouvrier français à la diplomatie soviétique. Elie Reynier et Gilbert Serret s'expriment dans le même sens. ⁴³

Doriot a parfaitement conscience du lien entre le pacte et la constitution d'un Front populaire sans rivage à droite. Le 29 juin, il explique que le Front populaire est « le moyen de faire plébisciter le pacte d'assistance mutuelle... le moyen de préparer les masses ouvrières, préalablement entraînées dans une collaboration avec une fraction très large de la bourgeoisie, à en soutenir l'application éventuelle... » ⁴⁴. Dans ce cadre, l'alliance avec les radicaux est indispensable et Doriot souligne qu'elle permet de sauver un parti discrédité

en l'affublant d'un masque « de gauche ». Il voit bien que le bloc avec le parti radical implique de prolonger l'existence des gouvernements en place où les radicaux ont un pied, l'autre étant dans « l'opposition ».

Mais il ne récuse pas pour autant la formule même du Front populaire car « il est incontestable que le rassemblement des forces ouvrières et démocratiques est indispensable pour faire un barrage au fascisme » et l'alliance avec les classes moyennes « nécessite évidemment des contacts et des compromis avec leurs organisations syndicales et politiques. Nous sommes donc de ce Front populaire contre le fascisme »⁴⁵.

Finalement Doriot a deux griefs envers le Front populaire ; le premier, c'est... de ne pas y être officiellement admis ! En effet :

« Il y a encore, en dehors, toute une série de forces qui sont écartées. Le Front populaire ainsi constitué est mutilé et il n'est pas encore capable d'assumer la grande tâche historique de notre époque, de se lancer à l'assaut du pouvoir. »⁴⁶

Le second, c'est son inféodation à la politique soviétique :

« Le Front populaire doit avoir un clair programme de paix... il doit être un obstacle à la guerre contre l'Allemagne comme à la guerre contre l'U.R.S.S. Il doit être une arme et un moyen de pression pour obliger nos gouvernants à causer avec l'Allemagne comme ils ont parlé avec l'U.R.S.S. Pour cela, il ne faut pas le laisser accaparer par les fins particulières de la politique soviétique. »⁴⁷

Au delà des multiples contradictions que recèlent ces positions — comment revendiquer d'être partie prenante d'une coalition dont on dénonce par ailleurs les origines et les motivations de politique extérieure, comment dénoncer dans le même temps la main tendue aux radicaux et... l'approuver à mots couverts ? — il est possible d'y trouver une ligne directrice : Doriot, en passe d'être marginalisé, y compris à Saint-Denis, par les appareils du Front populaire (la section socialiste de Saint-Denis quitte le Comité de Vigilance antifasciste le 18 juin 1935 pour conclure un accord avec les communistes « orthodoxes »), accentue sa dérive nationaliste : l'U.R.S.S. et l'Allemagne sont mises sur le même plan et l'on voit apparaître, avec le leitmotiv sur la « paix », l'invite à « parler avec Hitler »...

Il restait à franchir le Rubicon. Ce sera chose faite avec l'interview à *la République* du 3 août.

L'interview à La République et ses conséquences

Le 3 août 1935, le quotidien *La République*, fondé en 1929 par le radical Emile Roche, ami de Joseph Caillaux, publiait une interview de Doriot. Son cadre, la personnalité de l'interviewer, Pierre Dominique, nécessitent de fournir quelques précisions. La semaine précédente, le journal, cédant à la pression de cette « contagion fasciste » qui affectait, après les « néo-socialistes » de 1933, certains secteurs du parti radical, avait ouvert une rubrique hebdomadaire intitulée « Révolution. Pour quand ? Par qui ? ». Dans le commentaire présentant la nouvelle rubrique, on pouvait lire :

« C'est une page... hors des partis, aux lisières des orthodoxies, c'est un terrain de libre parcours, une zone franche... L'homme qui écrit ici... est seul, il n'entraîne

avec lui ni son parti, ni sa ligne et cependant, grâce à lui, sur le visage de qui des sentiments collectifs se reflètent, nous comptons découvrir les tendances profondes de la troupe qu'il quitte un instant pour la rejoindre aussitôt. »

Comme premières contributions, le journal publiait un article de Claude Popelin, dissident des Croix-de-Feu et un texte de Gaston Bergery.

L'interviewer, Pierre Dominique, était lui-même le principal animateur de cette page hebdomadaire⁴⁸. Doriot, on le voit, s'engageait sur un terrain bien délimité par avance. Répondant à Pierre Dominique, il définit ainsi sa position politique :

« Puissances d'argent, Sovièts et leurs amis, les uns et les autres entendent nous empêcher de faire la rénovation nationale en nous forçant à nous placer dans une position purement critique, en nous forçant à des exclusives... Mais regardez donc ce qu'il y a au fond du Front populaire, ce qu'il y avait tout au moins avant qu'il ait été annexé par des chefs qui sûrement ne méritent pas de tels soldats. Le Front populaire, mais c'est en définitive un effort d'évasion de tout ce qu'il y a de jeune hors de tout ce qu'il y a de vieux : c'est la découverte par certains communistes de la nation ; c'est peut-être ou ce pourrait être le retour des radicaux aux grandes masses populaires. Le Front populaire... c'est en définitive en soi, dans la mesure où il est libre, un effort des indépendants de tous les partis de gauche pour échapper à la perpétuelle censure, à la tyrannie des Etats-Majors. Ah ! qu'il soit honnêtement dirigé par des Français et dans le sens national, qui sait ? Peut-être qu'il contient dans ses flancs la rénovation du pays. »

A la question : « Moscou a au moins fait quelque chose de bien en poussant les communistes à la reconnaissance de l'idée de patrie ? », Doriot répond :

« Oui, mais si demain l'intérêt de Moscou coïncide avec la nécessité de défaitisme chez nous ? L'intérêt de la France, l'intérêt profond de ce peuple-ci, voyez-vous, c'est la paix. Et comme l'Allemagne est notre seul adversaire possible, c'est la paix avec l'Allemagne. Avec n'importe quelle Allemagne, entendez-vous ? »

Pierre Dominique concluait ainsi :

« Ce lutteur... demeure une des réserves du grand mouvement révolutionnaire et national de demain. Il a vu clair plus tôt que les autres, plus tôt que Moscou même... Cela lui a donné figure d'hérétique, mais l'a libéré ; il entend aujourd'hui profiter de sa liberté de pensée et de mouvement pour donner un caractère national à la révolution qu'il porte en lui depuis toujours. »

Cette interview capitale marque, pour Doriot, la fin d'un chapitre : désormais c'est en dehors du mouvement ouvrier qu'il allait poursuivre sa carrière politique et « suivre la pente qui le conduirait... vers un parti populaire dont le caractère, qu'il le voulait ou non, serait fascisant. »⁴⁹

Il restait à convaincre ou à contraindre son organisation de l'accompagner dans cette voie. Les choses s'avéraient ici beaucoup plus difficiles. En effet la « base » du rayon et surtout les différents collaborateurs extérieurs de l'*Emancipation* restaient ancrés sur des positions révolutionnaires. Le 17 août encore, on trouve dans le journal de Doriot un article du militant dionysien A. Abremsky qui prend la défense des ouvriers de Brest et de Toulon soulevés contre les décrets-lois de Laval et accusés de « provocation » par l'*Humanité* :

« Nous sommes avec les provocateurs, les ouvriers qui se sont abattus à Brest et Toulon, qui ont vu dans le drapeau tricolore l'emblème de leur spoliation pour le remplacer par le drapeau rouge, emblème et espoir de la liberté prolétarienne. »⁵⁰

L'interview à *la République*, bien que soigneusement dissimulée par *l'Emancipation*, pouvait donc avoir des conséquences explosives.

Elle provoquait en tout cas, avant même la tenue à Saint-Denis les 10 et 11 août de la conférence contre la guerre (appelée en commun par la Fédération Unitaire de l'Enseignement, la *Révolution Prolétarienne*, le Rayon de Saint-Denis, le Groupe Bolchevique Léniniste, etc.), la rupture avec Doriot de Michel Collinet et Aimé Patri, suivis bientôt par plusieurs militants en Province...⁵¹

Maurice Chambelland, rendant compte de la conférence dans la *Révolution Prolétarienne*, rapporte que Patri et Collinet avaient demandé le transfert de la conférence hors de Saint-Denis. Il note que Henri Barbé doit démentir les termes de l'interview qui « ne traduit ni dans le fond ni dans la forme la pensée de Doriot ». En revanche, Barbé ne peut nier les contacts pris avec les dissidents Croix-de-Feu et se contente de dire qu'ils ont été reçus « comme le sont tous ceux — et ils sont nombreux — qui sollicitent Saint-Denis. Mais il n'y eut et il n'y a rien de plus ». ⁵²

Le scandale soulevé était tout de même assez grand pour contraindre Doriot à prendre le maximum de précautions dans la présentation de ses nouvelles convictions. Jean Rous écrit ainsi à Trotsky le 4 septembre que le départ de Patri et Collinet et « la colère de Saint-Denis » ont obligé Doriot « à freiner et faire un tournant à gauche provisoirement. La trahison officielle n'est que retardée »⁵³. Rous exagère sans doute en parlant de « tournant à gauche » mais Doriot, pendant quelque temps encore, devait habilement entrelacer les formules « lutte de classe » et les invites à parler avec Hitler. Il est vrai que la base militante de Saint-Denis, qui voyait encore en lui l'homme du 9 et du 12 février 1934, le symbole du combat pour l'unité ouvrière, ne pouvait que difficilement croire à sa conversion au fascisme : le militant trotskyste Jean Rous lui-même ne cache pas son incrédulité devant les accusations de Patri et Collinet...

Pourtant, l'échéance des élections sénatoriales du 20 octobre 1935 où les grands électeurs de Saint-Denis, Pierrefitte et Villeteuse rayèrent les trois candidats communistes, facilitant l'élection de Laval, l'exclusion concomitante des représentants du rayon de la « commission d'unification ouvrière » et du mouvement Amsterdam-Pleyel⁵⁴, poussaient Doriot à abattre ses cartes...

Le 31 octobre, son journal, dans un court entrefilet prudemment situé en pages intérieures, reproduit sans commentaires et sous le titre « Pour le rapprochement des travailleurs français et allemands » des propos du chef nazi Rudolf Hess. Le 14 décembre enfin, dans son discours à la conférence du rayon, il développe les thèmes qui seront ceux du P.C.F. quelques mois plus tard :

« Il nous reste d'essayer de construire un grand programme... qui nous permette de rassembler des forces que nous n'avons pas l'habitude de voir, celles qui veulent

comprendre. Il faut que nous apprenions à canaliser les forces qui veulent quelque chose. Ce sont toutes les forces jeunes qui sont en train de se regarder dans les deux camps mais qui, en réalité pensent la même chose ; les forces qui ont le dégoût des vieux partis qui ont trahi...

Que sera notre programme : un programme pour le maintien de la paix dans ce pays. Un programme pour l'indépendance de toutes les organisations de notre pays, un programme en quelque sorte anti-colonial, puisque nous ne voulons pas être colonisés, ni par Moscou, ni par Rome, ni par Londres. Nous voulons que ce soit l'indépendance dans toute l'acception du terme. »⁵⁵

Une nouvelle organisation naissait en cette fin d'année 1935, en rupture complète avec les bases constitutives du rayon majoritaire, quelles qu'aient été ses confusions initiales. Elle parvenait néanmoins à entraîner un grand nombre de militants de l'ancien rayon ; les ruptures étant le fait des cadres non dionysiens (Bernard, Body, Collinet, Dunois, etc.) qui cessent progressivement toute collaboration à l'*Emancipation* dès l'automne 1935. Ces derniers devaient adhérer à la S.F.I.O. (comme Michel Collinet et Alfred Bernard) ou conserver une activité syndicale.

La place était nette pour le Front populaire.

NOTES

1. « Le nouveau tournant du P.C. », *Œuvres*, 4, p. 101.
2. Victor Serge, dans ses « Pages de Journal » (*Les Temps modernes*, juillet 1949, pp. 71-73) écrivait : « Pendant quelques mois (peu), on peut croire que les masses ouvrières françaises de gauche vont enfin avoir un leader capable de les unifier. C'est l'opinion de Marcel Martinet et la mienne, avec des réserves... » Alfred Rosmer écrivait de son côté le 28 mars 1934 à son ami Auguste Mougeot qu'il fallait envoyer à Rakovsky les documents rendant compte de l'existence d'une opposition dans le P.C. pour lui montrer que les oppositions n'étaient pas nécessairement isolées ou écrasées d'emblée.
3. J.-P. Brunet, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, Balland, 1986.
4. *L'Emancipation*, n° 662, 28 avril 1934.
5. Pierre Frank, *La semaine du 6 au 12 février 1934*, republié dans *Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.*, n° 40, mars 1986.
6. *Masses*, n° 17, mai 1934. Michel Collinet (1904-1977), dit Paul Sizoff, professeur de mathématiques, avait d'abord collaboré à la revue *Clarté*, puis participé au « Cercle Marx-Lénine » de Boris Souvarine. En 1928, il collabore à la *Lutte de Classes* et participe en 1929 à la fondation de la Ligue Communiste avec laquelle il rompt en 1931 pour militer dans les rangs de la Gauche communiste avec Claude Naville et Paul Le Pape. Il adhéra aux « Amis de l'Unité » et rompra avec Doriot en mai 1935 pour rejoindre en octobre la S.F.I.O.
7. L'I.C. avait organisé en 1932 à Amsterdam un « congrès contre la guerre » et, en 1933 à Paris, salle Pleyel un « congrès contre le fascisme ». Les deux mouvements fusionnèrent en juin 1933. Dans son article sur Amsterdam-Pleyel paru dans *Les Cahiers d'histoire de l'I.R.M.* (n° 18, 1984), Jocelyne Prézeau reconnaît que l'essor spontané des comités de vigilance après le 12 février 1934 passe largement en dehors de cette organisation.
8. Henri Barbé, *Souvenirs inédits*, Institut d'Histoire Sociale, Paris, p. 351.
9. Dieter Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, Fayard, 1969, p. 136.
10. « Ou vers l'opportunistisme ou vers le marxisme, il n'y a pas d'autre voie », *Œuvres*, IV, pp. 39-40.
11. Gérard Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, Robert Laffont, 1975, pp. 144-146.
12. Les témoignages abondent qui montrent les débuts de désagrégation de l'appareil du P.C. entre février et mai 1934. Une lettre de l'Ardèche parue dans l'*Emancipation* du 5 mai 1934 signale que « les communistes locaux pratiquent exclusivement le front unique reproché à Doriot. Ils vont même jusqu'à faire voter des ordres du jour de défense de la République

dans des meetings à La Voulte, Bourg et Viviers ». La revue oppositionnelle *Que Faire ?*, animée entre autres par le membre du B.P. André Ferrat, écrivait dans son premier numéro (nov. déc. 1934) : « La direction de l'I.C. fut mise devant le dilemme : ou l'isolement complet des masses et la révolte de la base du parti qui trouvait dans la plate-forme de Doriot un point de ralliement, ou l'abandon immédiat de la politique sectaire. Au moment où le Parti dénonçait « Daladier, Frot fusilleurs », les militants locaux réalisaient dans maints endroits le front unique avec les organisations socialistes, brisant ainsi le barrage artificiel dressé par la direction sur le chemin de l'unité d'action. Les militants de base ont déchiré en morceaux la politique sectaire du Parti qui le menait inévitablement vers l'isolement complet. »

13. V. Serge, *loc. cit.*, p. 71.
14. *L'Emancipation*, n° 672, 7 juillet 1934.
15. *Ibidem*, n° 674, 21 juillet 1934.
16. *Ibidem*, n° 678 bis, 23 juillet 1934. Doriot écrira plus tard que les groupes « sont, en petit, ce que pourrait être en grand, demain, le Parti unifié du prolétariat ». (*L'Emancipation* — édition nationale —, 16 mars 1935).
17. Doriot reconnaît, dans son discours à la conférence de Rayon les 6 et 7 octobre 1934, que « sur les perspectives, incontestablement, les bolcheviks, avaient raison, le capitalisme n'avait pas pour un siècle de prospérité ni de stabilisation ».
18. *Ibidem*.
19. *Ibidem*.
20. Fin août 1934, Henri Barbé prend la parole dans une réunion de solidarité contre les menaces japonaises à la frontière soviétique et défend « la politique de paix de l'U.R.S.S. » ; cf. J.-P. Brunet, *op. cit.*, p. 170.
21. *L'Emancipation*, n° 678 bis, 23 août 1934.
22. Discours à la conférence de rayon les 6 et 7 octobre 1934.
23. *L'Emancipation*, n° 681, 15 septembre 1934.
24. D. Wolf, *op. cit.*, p. 136.
25. H. Barbé, *op. cit.*, pp. 359 et 363.
26. *L'Emancipation*, n° 673, 14 juillet 1934.
27. Léon Blum écrivait dès le 8 juillet dans *le Populaire* « Est-il possible de méconnaître l'appel spontané vers l'unité qui sort des masses populaires ? Pour ma part, je juge cette attitude impossible ». Lors du Conseil National S.F.I.O. du 15 juillet, répondant à Bieau et à Grumbach, Zyromski rend hommage à Doriot, mais pense qu'on ne doit pas se saisir de son exclusion pour refuser l'unité avec le P.C., puisque Doriot lui-même demande l'unité d'action... (discussion dans *le Populaire* du 16 juillet).
28. Dès le 2 juillet, Marceau Pivert, intervenant dans un meeting organisé salle Bullier par les organisations P.C.F. et S.F.I.O. de la région parisienne, remerciait « les nombreuses autres organisations » solidaires de la réunion, mais refusait de leur accorder la parole, car « ce soir ce sont les deux organisations sœurs du P.C. et du P.S. qui ont la responsabilité exclusive de cette manifestation ». (*Le Populaire*, 3 juillet 1934).
29. *L'Emancipation*, édition nationale, n° 6, 17 novembre 1934.
30. *Ibidem*, n° 17, 2 février 1935.
31. *Œuvres*, 4, p. 106.
32. Les législatives de 1932 avaient été un véritable désastre pour le P.C.F. qui perdait 27 % de ses voix de 1928. Le P.U.P. avait remporté un grand succès, faisant élire sur ses listes nombre d'anciens du P.C., exclus ou démissionnaires comme l'ancien responsable des J.C. François Chasseigne (1902-1977), à Issoudun, Emile Béron (1896-1966) ancien délégué au congrès de Tours, membre du Comité central de 1926 à 1929, élu à Thionville sous l'étiquette « socialiste-communiste », etc.
33. *L'Emancipation*, édition nationale, n° 17, 2 février 1935.
34. Le Groupe d'Oissel élit ainsi un bureau qui compte « quatre camarades sans parti » et une Commission Administrative qui comprend un communiste, deux socialistes indépendants et un pupiste.
35. *L'Emancipation*, n° 677, 11 août 1934.
36. « A propos de programmes communs », *L'Emancipation* (éd. nationale) n° 12, 29 décembre 1934. Alfred Bernard (1899-1944) avait été élu au Comité central et au Bureau politique du P.C. au congrès de Lille (1926). Opposé à la ligne « classe contre classe », il est exclu du P.C. en août 1930. Il milite alors quelques mois à la Ligue Communiste, puis au P.U.P.

37. « Après l'assassinat de Kirov, la Révolution mange ses enfants », *l'Emancipation*, n° 14, 12 janvier 1935. Marcel *Body* (1894-1984), membre du groupe communiste français de Moscou en 1918, était resté en U.R.S.S. jusqu'en 1927. Refusant les sanctions contre Trotsky et Zinoviev, il fut alors exclu du P.C. et participa ensuite à différents regroupements d'opposition.
38. Amédée Catonné, dit *Amédée Dunois* (1879-1944), anarchiste, puis socialiste avant la guerre, avait adhéré au P.C. en 1920. Porte-Parole de l'opposition au congrès de Clichy (1925), il quitte le P.C. en 1927 et rejoint la S.F.I.O. en 1929. Journaliste au *Populaire* et à la *Bataille socialiste*, il était responsable de l'office de documentation et de propagande du P.S. Lié à Léon Sedov, il prêtait des livres à Trotsky. Son article sur Jules Vallès était paru dans *l'Emancipation* n° 20 du 23 février 1935.
39. Les articles de Julián *Gorkin* (né en 1902) sur la révolution espagnole paraissent en février 1935 dans *l'Emancipation*.
40. Elie *Reynier* (1875-1953), professeur à l'Ecole normale de Privas, pionnier du syndicalisme enseignant, était également membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme dont il était le président de la section ardéchoise. Gilbert *Serret* (1902-1943) son ancien élève, ardéchois lui aussi, fut secrétaire de la Fédération Unitaire de l'Enseignement de 1930 à 1932.
41. D. Wolf, *op. cit.*, p. 162.
42. *l'Emancipation*, édition nationale, n° 33, 25 mai 1935 et n° 37, 22 juin 1935.
43. Michel Collinet, « Unité contre la guerre qui vient », *l'Emancipation*, édition nationale, n° 34, 1^{er} juin 1935. L'auteur déclare : « On ne nous referra pas le coup de 1914 aussi aisément que se l'imaginent les gouvernants et leurs alliés de dernière heure ». Voir également les articles de Gilbert Serret (« Le pacte franco-russe et la déclaration de Staline », *Ibidem*, n° 38, 29 juin 1935) et d'Elie Reynier (« Le Service de deux ans, *Ibidem*, n° 32, 33, 34, mai-juin 1935).
44. Jacques Doriot, « Le Front Populaire et les communistes », *l'Emancipation*, éd. nat., n° 38, 29 juin 1935.
45. *Ibidem*.
46. *Ibidem*, n° 44, 10 août 1935.
47. *Ibidem*, n° 38, 29 juin 1935.
48. Pierre *Dominique* (1891 ?) avait milité à l'Action Française avant 1914, avant de faire partie de ces radicaux de « droite », fascinés par les solutions autoritaires et nationales.
49. J.-P. Brunet, *op. cit.*, p. 194.
50. A. *Abremsky* (1903-1938) était secrétaire fédéral adjoint du syndicat C.G.T. du gaz avant 1934 ; solidaire de Doriot en avril 1934, il se présente avec lui aux élections complémentaires du 6 mai 1934 sous l'étiquette de « sans parti » ; il devait suivre Doriot au P.P.F.
51. Aimé *Patri* (1904-1983), professeur de philosophie, avait successivement milité au Cercle Marx-Lénine de Boris Souvarine, à la Ligue Communiste et à la Gauche Communiste jusqu'en 1933.
52. *La Révolution Proletarienne*, n° 205, 25 août 1935. Remarquons que *l'Emancipation* ne consacra pas une ligne à la conférence, pourtant accueillie par la municipalité de Saint-Denis.
53. Lettre de Jean Rous à Léon Trotsky, 4 septembre 1935.
54. La « commission d'unification ouvrière » regroupait des représentants de la S.F.I.O., du P.C.F. et du P.U.P. qui délibéraient sur la création éventuelle d'un parti ouvrier unique.
55. *l'Emancipation*, édition nationale, n° 62, 14 décembre 1935.

Jean-P. Joubert

Autour du VII^e congrès de l'Internationale communiste

La publication à Moscou de quelques documents concernant les travaux des commissions préparatoires au VII^e congrès a servi de point de départ à de nombreuses publications, pour l'essentiel en langue italienne, portant essentiellement sur le tournant de l'Internationale communiste à partir du milieu de l'année 1934. Ces travaux, ceux de Leibson et Shirinia ¹, d'Agosti ² ou de Marta Dassù ³ conduisent pour l'essentiel à mettre l'accent sur l'existence d'un large débat dans les sommets dirigeants de l'I.C., à majorer le rôle de Dimitrov et à accréditer, contre la thèse avancée par Claudin ⁴, l'hypothèse d'une réelle autonomie de la politique de l'I.C. à l'égard de la politique extérieure soviétique. Avouons que nous n'avons pas été convaincu. Aucun document essentiel n'est sorti permettant de renouveler l'analyse de ce grand spectacle qu'a été le congrès lui-même et nous continuons à tout ignorer de ce qui s'est passé dans les coulisses. Il ne nous a cependant pas semblé inutile de nous livrer, à la lumière de travaux historiques connexes, et notamment des importantes recherches de Haslam ⁵ sur la politique extérieure soviétique, à une relecture de ce VII^e congrès dont toutes les implications ne nous semblent pas avoir été clairement dégagées.

Le 5 juillet 1935, la revue *l'Internationale communiste* publiait un appel des P.C. de France, d'Angleterre, d'Allemagne, de Chine, du Japon, de Pologne, d'Italie, de Tchécoslovaquie, d'Autriche et de Hongrie. Placé sous le signe de l'internationalisme prolétarien, de l'unité d'action de la classe ouvrière mondiale et du front unique des prolétaires, il était adressé à tous les partis socialistes et à leurs directions : deux ans après la victoire de Hitler et l'écrasement du plus puissant parti communiste d'Europe, l'I.C., après avoir répété pendant des mois que la chute du nazisme était proche, semblait enfin prendre conscience du danger et proposer, cette fois sérieusement, l'unité d'action. Dans le même numéro, un article intitulé « A la veille du VII^e congrès » indiquait les intentions véritables de Moscou : le front unique n'était pas un but en soi et le VII^e congrès devait susciter, sur la base de ce front unique prolétarien, la création d'un puissant Front populaire contre le fascisme et la guerre. Le 25 juillet, dans la salle des Colonnes de l'ancienne Maison de la Noblesse devenu Maison des syndicats, Maurice Thorez et Wang Ming siègent de part et d'autre de Staline à la séance inaugurale du VII^e congrès. Les cartes de géographie ne montrent-elles pas que France et

Chine sont les deux pays capables de faire pièce à la tenaille germano-japonaise qui menace l'Union soviétique ?

Un congrès longtemps attendu

Seule une impérieuse nécessité avait pu décider Moscou à réunir un congrès de l'I.C. — ce qui n'avait pas été fait depuis sept ans. La décision avait été prise après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Initialement prévu pour la fin de 1934, il avait été reporté, peut-être afin de ne pas gêner l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N. A l'été 35, la situation du mouvement communiste international est loin d'être brillante : la gymnastique imposée aux partis communistes depuis le VI^e congrès les a laissés exsangues. Aucun d'entre eux n'est parvenu à « conquérir les masses ». Partout en Europe, là du moins où le mouvement ouvrier n'a pas été écrasé, les masses sont revenues à la social-démocratie. En dehors de l'Union soviétique, l'I.C. ne compte pas plus de 600 000 membres. Les P.C. sont détruits en Italie et en Allemagne, survivent dans une clandestinité précaire dans les pays balkaniques, sont très minoritaires ailleurs, non seulement en Belgique, Grande-Bretagne et Espagne mais aussi en Tchécoslovaquie et en France. Ils sont presque inexistants en Amérique latine. En Asie, seul compte le parti communiste chinois, réfugié dans les montagnes, qui entreprend sa « Longue Marche », une retraite de milliers de kilomètres. Alors que la guerre menace l'Union soviétique, aucun de ces partis n'est, nulle part, en condition de prendre le pouvoir. Ils demeurent cependant d'éventuels moyens de pression non négligeables.

C'est à l'Allemand Pieck qu'avait été confiée la lourde tâche de dresser le bilan de ces sept années. Staline l'avait exigé et l'affaire était entendue : la volte-face serait opérée sans aucune critique de la politique antérieure. Le premier point de la résolution « approuve la ligne politique et l'activité du C.E. de l'I.C. » depuis le dernier congrès. Dans son discours, Pieck rejette sur les socialistes et même sur les travailleurs allemands l'entière responsabilité de la défaite. Il affirme que ce n'est que parce qu'elle avait été mal comprise que la politique « classe contre classe » avait pu être parfois traduite dans un sens hostile au front unique et que cela n'engageait en rien la responsabilité de la direction de l'I.C. qui avait, au contraire, proposé l'unité à l'Internationale socialiste avec une grande constance. Personne ne s'avisait bien entendu de contester un bilan aussi fantaisiste. Comme l'écrit un commentateur, une amnésie générale frappait tous les congressistes ⁶.

W. Pieck concluait son bilan en assurant que le rapport des forces à l'échelle mondiale s'était modifié en faveur du socialisme. Ce diagnostic avait de quoi surprendre après la victoire de Hitler. Mais, par « socialisme », Pieck ne désignait pas le mouvement ouvrier mondial mais l'U.R.S.S. et sa construction industrielle. Cette affirmation revient comme un leitmotiv dans tous les rapports et résolutions. Le rapport de Manouïlsky, comme ceux de Dimitrov et Togliatti, évoque « la victoire définitive et sans retour du socialisme en U.R.S.S. ». Véritable pierre angulaire du congrès, cette thèse implique en effet que toutes les questions soient mesurées et tranchées à l'aune des intérêts « du socialisme ». Manouïlsky en déduit que les intérêts de la défense de

l'U.R.S.S. « déterminent la ligne fondamentale du prolétariat devant la guerre » tandis que Dimitrov défend l'idée que l'U.R.S.S. n'est pas un pays « ordinaire », mais la cause du prolétariat mondial, ses « frontières réelles » passant « dans le monde entier » et englobant « tous ceux qui vivent pour la classe ouvrière et luttent pour sa cause » : l'Union soviétique, le pays où se construit le socialisme, est « la patrie socialiste » des travailleurs de tous les pays. Le rôle des P.C. n'est donc plus de « faire la révolution » mais de « défendre le camp du socialisme » avec tous les « Amis de la paix ».

Le camp de la paix

A l'été 1935, c'est la peur de la guerre qui domine à Moscou depuis qu'il devient chaque jour plus clair que Hitler n'entend pas renoncer à ses plans d'expansion à l'Est. Dans les premiers mois de 1934, en dépit de la déclaration de non-agression entre la Pologne et l'Allemagne, qui isolait l'U.R.S.S., Moscou avait tenté sans succès d'arriver à un accord avec Berlin sur la neutralisation de la Finlande et des Etats baltes. La diplomatie soviétique travaillait sur la ligne du discours prononcé par Staline devant le 17^e congrès du P.C.U.S. de janvier 1934⁷ : en précisant que les objections russes à la politique allemande ne visaient pas le régime hitlérien mais seulement ses buts d'expansion à l'Est, Staline signifiait très clairement que le nazisme n'était pas en soi un obstacle au maintien de bonnes relations germano-soviétiques et à la poursuite de la politique de Rapallo.

C'est au mois de mai 1934 que le véritable renversement des alliances s'amorce. La possibilité d'une garantie commune de l'U.R.S.S. et l'Allemagne à la Finlande et aux pays baltes s'est effondrée en avril. En mai, renouant avec la traditionnelle politique franco-russe, Louis Barthou propose à Litvinov un pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. Le tournant pris en matière de politique étrangère fonde la nouvelle politique de l'I.C. : au VII^e congrès, fascismes allemand et japonais sont désignés comme les ennemis principaux du prolétariat et de l'Union soviétique et le monde est présenté comme divisé en deux camps, celui de la guerre et celui de la paix.

Togliatti explique que se trouvent face à face en Europe un groupe d'Etats capitalistes gouvernés et dirigés par des forces réactionnaires et belliqueuses et un groupe de pays capitalistes, ayant en majorité conservé le régime parlementaire, qui sont, eux, intéressés à la sauvegarde de la paix. Ce camp de la paix, l'Union soviétique cherche à le renforcer. C'est ce qui justifie son alliance avec la France et la Tchécoslovaquie. Dans le monde, les communistes doivent lutter pour lui : contre le fascisme, il faut prendre en charge la défense des régimes parlementaires, rechercher l'alliance avec la bourgeoisie démocratique et faire du front unique ouvrier l'animateur d'un large front populaire. Dans son discours de clôture, Dimitrov assure que les masses ont à choisir présentement non entre la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme.

Les partis communistes sont donc invités à se mettre au service de leur bourgeoisie quand ces dernières acceptent l'alliance avec l'Union soviétique. Evoquant l'exemple des pays scandinaves, de la Belgique et de la Tchécoslovaquie, Dimitrov précise que la présence d'un gouvernement social-démocrate ou d'une coalition gouvernementale du parti socialiste avec les partis bourgeois n'est pas un obstacle à l'établissement d'un front unique avec les socialistes. En d'autres termes, qu'il est envisageable de soutenir de tels gouvernements. La question est précisée à l'occasion de la discussion sur la question française. Dimitrov déclare que, si l'on pouvait aboutir en France à la formation d'un gouvernement menant une politique antifasciste effective, les communistes seraient prêts à le soutenir. Il n'est pas inutile de rappeler quelle est à cette date la traduction française de ces considérations. Après la chute du gouvernement Flandin au mois de mai 1935, Maurice Thorez a déclaré à la Chambre que le P.C.F. était prêt à apporter son soutien à un gouvernement Herriot appliquant la politique du parti radical. Le 2 août, pendant le VII^e congrès, Jacques Duclos s'est prononcé dans l'*Humanité* pour un gouvernement « de gauche ». Il affirme qu'il n'est pas question de la participation des communistes et que celle des socialistes n'est pas souhaitable. A la fin du congrès, c'est encore Duclos qui renouvelle dans l'*Humanité* l'offre faite aux radicaux dès octobre 1934 et qui devient pour de longs mois le leitmotiv du P.C.F. : « Formez un gouvernement, appliquez cette politique et nous sommes prêts à la soutenir », le soutien du P.C.F. ne fera pas défaut à un gouvernement radical qui s'emploierait à appliquer le programme du parti radical.

Conciliation à l'égard du fascisme italien

L'objectif de contenir et d'isoler l'Allemagne nazie qui a amorcé son réarmement se traduit aussi par une politique d'une grande prudence à l'égard du gouvernement italien et de ses prétentions coloniales. Présenté comme celui de l'« antifascisme », le VII^e congrès fait preuve en même temps d'une grande modération envers le fascisme italien. L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou le note dans un rapport du 28 août 1935 : le congrès de l'I.C. s'est abstenu de toute résolution sur la question éthiopienne qui fait au même moment la une des journaux socialistes. Déjà, en février et mars, des lettres de Togliatti au P.C. d'I. avaient critiqué un projet d'appel de ce parti contre la menace de guerre en Ethiopie et l'avaient invité à ne pas se lier trop étroitement avec les socialistes et à mettre l'accent sur des mots d'ordre anticapitalistes plutôt qu'antifascistes. Dans une lettre à Grieco, Togliatti soulignait la distance entre l'Allemagne et l'Italie à propos de l'Autriche et conseillait de ne pas rechercher le choc politique avec le régime de Mussolini afin de ne pas contribuer à un rapprochement italo-allemand. Cette prudence et même cette bienveillance de Moscou à l'égard du gouvernement fasciste sera maintenue le plus longtemps possible. Dans son rapport du 13 août devant le VII^e congrès, Togliatti glisse rapidement sur le conflit éthiopien et met encore l'accent sur le fait que le *Drang nach Osten* de l'impérialisme allemand menace directement les frontières italiennes et

« croise la ligne d'expansion » du fascisme italien. En tout état de cause, la Russie continuera à fournir à l'Italie le pétrole nécessaire à son expédition militaire en Ethiopie.

Tournant dans les colonies

La recherche d'alliances contre les menaces allemande et japonaise avait également des implications dans le monde colonial. On peut d'abord remarquer l'extraordinaire discrétion du VII^e congrès sur la question coloniale. Sans doute Maurice Thorez consacre-t-il une phrase à rappeler que le parti communiste français lutte pour l'indépendance des colonies françaises, mais on chercherait en vain dans les résolutions la moindre référence à l'empire colonial français. Le délégué hollandais ayant soulevé la question, Togliatti soutient, que, en dépit du caractère de puissance coloniale de la Hollande ou la Belgique, la guerre que ces pays pourraient être amenés à conduire contre l'Allemagne pour la défense de leur intégrité serait une guerre de libération qu'il s'agirait de soutenir, ce qui impliquerait une « collaboration momentanée avec la bourgeoisie ». A la différence de la France, de la Belgique et de la Hollande, l'Angleterre est assez sévèrement accrochée. Les raisons invoquaient sont assez significatives : les reproches envers l'Angleterre portent plus sur l'orientation de sa politique étrangère en Europe que sur son caractère de première puissance coloniale : c'est la politique pro-allemande de l'Angleterre, concrétisée par la signature, à la veille du VII^e congrès, de l'accord naval anglo-allemand à l'évidence dirigé contre l'Union soviétique qui est au centre des préoccupations sur la question anglaise.

Ménageant les puissances coloniales hostiles à l'Allemagne, le VII^e congrès devait aussi modifier l'orientation de l'Internationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. L'historien E.H. Carr ⁸ relève que le congrès avait été préparé par un inhabituel article d'un membre de la section d'Extrême-Orient du Comintern expliquant qu'il importait de proscrire les mots d'ordre tels que « le pouvoir des Soviets » ou la « confiscation des terres des grands propriétaires » s'il s'avérait qu'ils allaient à l'encontre d'une action commune avec la bourgeoisie nationale contre l'impérialisme. La résolution Dimitrov invite les communistes à participer aux mouvements dirigés par les « nationaux réformistes » et à combattre pour la formation d'un front populaire anti-impérialiste. Les seuls pays mentionnés sont le Brésil où l'on approuve la création de l'A.L.N., et l'Inde où les communistes sont invités à travailler à l'intérieur du Congrès national indien.

La Chine est le seul pays « colonial » à bénéficier d'une place éminente. A l'été 1935, le parti communiste chinois est engagé dans la « Longue Marche » et n'a plus de relations avec Moscou qui souhaite la création d'un vaste front anti-japonais. L'alliance du parti communiste chinois avec le Guomindang est pourtant loin d'aller de soi au moment où le gouvernement nationaliste de Nankin livre une guerre d'extermination aux communistes chinois. C'est dans ces conditions que Moscou décide de parler purement et simplement au nom du parti communiste chinois. Pendant le VII^e congrès, un manifeste est rédigé à Moscou. Publié sous la signature de la République

soviétique chinoise et du parti communiste chinois, il appelle à la résistance nationale contre le Japon, propose au Guomindang la formation d'un gouvernement de défense nationale et d'une armée unie et lui donne l'assurance que les communistes lutteront à ses côtés pour « sauver la patrie » s'il cesse son offensive contre eux et s'il s'engage à lutter contre l'impérialisme japonais.

Diplomatie soviétique et politique des P.C.

A l'été 1935, tout est jugé et apprécié à Moscou en fonction de l'éventualité d'un conflit militaire. La crainte de l'Allemagne et du Japon domine toutes les préoccupations des dirigeants soviétiques. Le VII^e congrès avait à entériner les pactes d'assistance mutuels qui venaient d'être signés avec la France et la Tchécoslovaquie. Pour Togliatti, l'U.R.S.S. doit tenir compte des contradictions entre pays capitalistes, ce qui justifie son entrée à la S.D.N., la recherche d'un pacte oriental et la signature des accords avec la France et la Tchécoslovaquie. Reconnaisant qu'il avait eu « quelques hésitations » et que certains communistes avaient même pu penser qu'on perdait de vue les perspectives de révolution en Europe, il explique que la parfaite identité de buts entre la politique de paix de l'Union soviétique et celle des partis communistes, tenus de défendre, non seulement l'Union soviétique « en général », mais « chacun de ses actes en particulier », ne signifiait pas qu'il devait y avoir à tout moment « coïncidence » entre la tactique des P.C. et celle de l'Union soviétique : les communistes doivent certes défendre les pactes mais ils n'ont signé aucun accord avec leur bourgeoisie et sont tenus de conserver leur indépendance et en particulier de refuser le vote des budgets militaires. L'intervention de Maurice Thorez sur ce point est fort instructive : il cite, pour illustrer la pensée de Dimitrov, le discours du radical Marc Rucart, vice-président de la Commission de l'Armée, qui avait déclaré le 14 juillet 1935 que « les républicains savent qu'ils peuvent compter sur le loyalisme de l'Armée » et salué les « forces nationales constituées pour la défense de la liberté ». Mais en même temps, il précise que le lendemain de la publication par le P.C. de sa célèbre affiche « Staline a raison », approuvant le communiqué de Pierre Laval après son entrevue avec Staline, le parti communiste avait pris grand soin de préciser qu'il restait « contre toute union sacrée » et refusait de se solidariser avec la politique de classe de la bourgeoisie française, en particulier le vote des crédits militaires et le retour aux deux ans.

La « distance » ainsi demandée par Togliatti n'est pas facile à interpréter et n'a évidemment rien à voir avec l'argument invoqué : le souci de préserver l'indépendance de la classe ouvrière. Il faut sans doute y voir d'abord une mesure destinée à éviter une crise majeure en faisant les concessions formelles à ceux qui, dans les P.C. ou à l'extérieur, dénonçaient dans la nouvelle politique « patriotique » une nouvelle « union sacrée de guerre » comparable à celle qui, en 1914, avait conduit à la « faillite de la II^e Internationale ». Mais d'autres hypothèses ne sont pas à exclure. D'abord il n'est pas évident qu'en août 1935, Moscou ait choisi définitivement contre l'Allemagne l'alliance avec les démocraties. A la fin du printemps 1935, après la signature des pactes franco-soviétique et soviéto-tchécoslovaque, le conseiller de l'ambassade

d'Allemagne à Moscou, G. Hilger, s'étonnait des vues germanophiles ouvertement exprimées par les autorités. En juillet 1935, alors que se déroulent des négociations commerciales germano-russes — un accord important a été signé le 9 avril — le chef de la représentation commerciale soviétique Kandelaki, qui passe pour jouir de la confiance personnelle de Staline, négociait avec le D^r Schacht sur des questions purement économiques. Dans la conversation, il demanda brusquement si les relations politiques entre les deux pays ne pourraient être améliorées. Le D^r Schacht répondit que l'intensification des relations économiques était la meilleure base pour un rapprochement politique et qu'il irait en ce domaine aussi loin que possible. Il avisa von Neurath mais Hitler refusa de poursuivre. On ne peut pas non plus écarter le témoignage de Krivitsky ⁹ alors au service du contre-espionnage de l'Armée rouge à Moscou. Il raconte que, dans la soirée du 2 août 1935, Artousov lui montra un rapport secret de Berlin en réponse à une question qui tracassait Staline : « Quelles sont, en Allemagne, les forces favorables à un accord avec l'U.R.S.S. et de quelle autorité jouissent-elles ? » La conclusion du correspondant était que tous les efforts de l'U.R.S.S. pour arriver à se concilier Hitler étaient condamnés, le principal obstacle à un accord étant Hitler lui-même. Mais selon Krivitsky, Staline persévérait : « Savez-vous, dit Artousov, ce que le patron a dit à la dernière réunion du B.P. ? : Comment Hitler pourrait-il nous faire la guerre à présent qu'il nous a consenti un emprunt si important ? C'est impossible, les milieux d'affaires sont trop puissants en Allemagne et ils sont en selle ».

Sans doute ces témoignages ne sauraient suffire. Il n'est cependant pas exclu qu'au moment même où le VII^e congrès multipliait les déclarations anti-allemandes, Staline n'avait pas abandonné tout espoir de renouer avec l'Allemagne. On peut même se demander si ce n'est pas seulement en septembre 1936, une fois prise la décision d'intervenir en Espagne, plusieurs semaines après le coup d'Etat militaire et après avoir adhéré à la non-intervention, que tout espoir d'un rapprochement avec l'Allemagne sera abandonné. Il faut nous contenter de verser une pièce à ce dossier et constater que les résolutions du congrès, soigneusement rédigées avant le congrès, sont finalement fort discrètes sur les alliances franco-soviétique et soviéto-tchécoslovaque. Elles sont mêmes évoquées en termes presque elliptiques dans la résolution sur le rapport Togliatti :

« La politique de paix de l'U.R.S.S. a non seulement déjoué les plans des impérialistes visant à l'isolement de l'Union soviétique, mais a, en même temps, jeté les fondements de sa collaboration en vue de conserver la paix avec les petits États, pour lesquels la guerre qui menace leur indépendance constitue un danger particulier, de même qu'avec ceux des États qui, *au moment donné* sont intéressés au maintien de la paix. »

Comment interpréter la formule si soigneusement soulignée ? D'autres fers étaient-ils au feu quand Moscou dictait au P.C.F. de s'engager très loin dans une politique de soutien à la bourgeoisie française ? Les précautions de Togliatti avaient-elles pour but de préserver la possibilité d'une nouvelle volte-face ? Après tout, pour Moscou comme pour Paris ou Londres, la géo-

graphie n'était-elle pas plus déterminante que la nature des régimes politiques ?

Liberté d'action des P.C. ?

Le 28 juillet 1935, une dépêche Havas de Moscou, annonce qu'une question importante semble être l'objet de conversations des congressistes. L'agence de presse s'interroge pour savoir si l'I.C. va prendre dans l'avenir une forme « fédérative », chaque section nationale jouissant de la plus grande autonomie. Quelques jours plus tard, le 2 août, une nouvelle dépêche Havas explique que la résolution adoptée prévoit, pour chaque parti, « l'autonomie et la liberté d'action dans la politique intérieure », le comité exécutif central devant soigneusement éviter « d'imposer une politique uniforme ». Ainsi, commente Havas, « obéissant à des nécessités tactiques, désireuse d'élargir sa base dans les masses populaires, l'I.C. accepte d'assouplir, jusqu'à la quasi-autonomie des partis nationaux, la discipline qui les unissait sous son autorité ». « Eurocommuniste » avant la lettre, cette « décentralisation » a été présentée à l'époque par de nombreux observateurs comme l'une des décisions les plus importantes du congrès. Dans un éditorial du *Populaire* du 14 août consacré à la politique de l'I.O.S. sur le danger de guerre, Léon Blum écrit que « l'effort le plus apparent du congrès international de Moscou a été de dégager les sections communistes nationales de l'esprit « d'imitation et d'obéissance » vis-à-vis du communisme russe pour leur insuffler « une vie particulière et autonome ».

Observateurs et commentateurs relèvent le désir du gouvernement soviétique et de Staline de « s'éloigner du Comintern ». Sans doute, Staline siégea-t-il au présidium, recevant acclamations et ovations, mais il ne prononça pas un mot. Ce n'est sans doute pas non plus un hasard si les principaux rapports furent présentés par des étrangers : l'Allemand Pieck, l'Italien Togliatti et surtout le Bulgare Dimitrov devenu secrétaire général. Le menchevik Dan, commentant les décisions du congrès, écrivait qu'il était impossible de douter que le gouvernement soviétique aurait très volontiers transféré le siège du comité exécutif du Comintern dans une autre capitale, s'il avait pu trouver un pays lui accordant l'hospitalité¹⁰. Il ajoutait qu'il était vraisemblable qu'on avait même envisagé « en coulisse » la liquidation de l'existence organique du centre communiste, ce que devait confirmer à sa façon William Z. Foster dans son *Histoire des trois Internationales*. On peut ajouter que la résolution du présidium de l'I.C. du 15 mai 1943 de « dissoudre l'Internationale communiste comme centre dirigeant du mouvement ouvrier international, en libérant les sections de l'I.C. des obligations qui découlent des statuts et des décisions des congrès de l'I.C. », fait explicitement référence aux décisions du VII^e congrès.

Cette « autonomie » et la publicité faite à son sujet avaient été soigneusement préparées. C'est le 19 juillet 1934 que la lettre de Dimitrov à la commission chargée de préparer le deuxième point de l'ordre du jour — le rap-

port Dimitrov — proposait en son point 3 que soit mise à l'ordre du jour du VII^e congrès la modification des « méthodes de travail et de direction de l'I.C. » en tenant compte du fait qu'il est impossible « d'avoir un rôle directeur depuis Moscou » envers les 65 sections du Comintern placées dans les conditions les plus diverses. Conformément à cette proposition, la résolution adoptée par le congrès invitait le comité exécutif de l'I.C. à transférer le centre de gravité de son activité sur l'élaboration des orientations politiques et tactiques fondamentales et à éviter en règle générale de s'immiscer directement dans les affaires internes d'organisation des partis communistes. Dans son rapport, W. Pieck justifia ces mesures par le fait que de nombreux P.C. étaient devenus des partis de masse, une explication qui est loin d'être satisfaisante.

Les raisons d'une distanciation

Durant le congrès, les protestations se succèdent de la part de gouvernements (Italie, Grande-Bretagne, Japon, Lettonie) qui reprochent au gouvernement soviétique son ingérence dans les affaires intérieures de leur pays. C'est avec les Etats-Unis que le différend est le plus vif. Le 25 août, l'ambassadeur américain à Moscou, William C. Bullitt remet au gouvernement soviétique une note de protestation soulignant que le VII^e congrès a violé l'engagement pris par le gouvernement soviétique le 13 novembre 1933 qui stipulait en son point 4 que l'U.R.S.S. s'engageait :

« A ne point permettre la formation ou la résidence sur son territoire d'organisations ou de groupes qui auraient pour but le renversement ou le changement par la force de l'ordre politique et social de tout ou partie des Etats-Unis, de leur territoire ou de leurs possessions. » ¹¹

Les correspondants des journaux à Washington précisent le lendemain que la note était quelque chose de plus qu'une simple protestation et qu'elle avait été rédigée « avec l'approbation entière » du Président Roosevelt. De Moscou, Georges Luciani, correspondant du *Temps* et du *Petit Parisien*, commentait :

« Moscou a répondu, comme on pouvait le prévoir, que le Comintern n'avait rien à voir avec le gouvernement soviétique. Les Américains se contenteront-ils de cette réponse ? C'est ce que l'on saura bientôt, mais au moment où nous écrivons, la tension est assez grave et on parle couramment dans les milieux étrangers de rupture de relations. Sans aller jusque-là, il est probable que Washington mette en veilleuse son ambassade à Moscou, déjà très réduite. » ¹²

On peut juger par cet exemple combien la simple existence de l'Internationale communiste pouvait constituer une entrave à la diplomatie soviétique engagée dans le jeu difficile de la sécurité collective. Le 19 juillet, William C. Bullitt avait reçu des autorités soviétiques l'assurance qu'elles ne permettraient aucune référence directe ou indirecte aux Etats-Unis. Ces assurances n'avaient pas empêché l'incident diplomatique à un moment où Moscou recherchait contre le Japon l'appui des Etats-Unis.

Mais l'impérieuse nécessité de tracer une ligne de démarcation entre le Comintern et le gouvernement soviétique répondait à des besoins plus fondamentaux encore. Staline ne veut certes pas se priver de ce moyen de contrôle sur le mouvement ouvrier mondial et, par là, de la possibilité d'exercer une influence sur la politique des pays où existe un parti communiste, mais il veut s'affranchir, aux yeux des gouvernements capitalistes avec lesquels il entre en rapport et signe des accords, des liens qui l'ont déjà gêné et le lient à son corps défendant, au mouvement révolutionnaire.

C'est ainsi que, lors de la visite de Pierre Laval à Moscou à l'occasion du pacte franco-soviétique, le rusé Laval lui avait dit que les Français n'étaient pas impressionnés par ses affirmations selon lesquelles il n'avait aucun contrôle sur les communistes étrangers. Il avait ajouté que l'opinion française ne comprendrait pas que Staline ne donnât pas maintenant des ordres aux communistes de France pour qu'ils ne s'opposent plus au budget de l'armée et à la loi du service militaire de deux ans. Laval raconta à l'ambassadeur des Etats-Unis que Staline lui répondit simplement « Je suis d'accord »¹³. Le communiqué du 15 mai : « Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité » donnait satisfaction à Laval. Mais, après les attaques passionnées des communistes français contre « les deux ans », la déclaration de Staline était un désaveu humiliant pour le P.C.F. et témoignait qu'il n'était pas si simple de faire coïncider la politique des partis communistes avec la politique étrangère de l'U.R.S.S.

Il ne s'agissait donc nullement de débarrasser le Comintern de ses liens de dépendance à l'égard de Moscou. Il s'agissait au contraire de modifier la forme de cette subordination afin d'en assurer l'efficacité et d'obtenir de chaque parti qu'il épouse au plus près les intérêts diplomatiques du moment sans que pour autant la responsabilité de sa politique soit imputée à Moscou. La « décentralisation » n'est ici que la condition de l'hypercentralisation et F. Claudín a raison quand il écrit :

« Il ne s'agissait pas de supprimer tout centre international du mouvement communiste mais d'établir, affranchi de l'institution intermédiaire qui le compromettait, celui qui, depuis déjà pas mal d'années, constituait la direction réelle du mouvement communiste, le centre soviétique. »¹⁴

Les « erreurs » du P.C. tchécoslovaque

Le secret de la « décentralisation » du Comintern, précédent lointain des « voies nationales » et de l'« eurocommunisme », est à rechercher dans ce que W.Z. Foster appelait le « nouveau rôle international de l'U.R.S.S. ». La politique extérieure soviétique exigeait une adaptation parfois subtile des partis communistes, qui ne comprenaient pas toujours ses exigences. Le soin laissé à chacun de « tenir compte de la situation concrète » devait être compris au sens de la subordination la plus étroite aux besoins diplomatiques russes. C'est ainsi qu'en novembre 1934, Jan Sverma propose au C.C. du P.C.T. un rapprochement socialo-communiste sur le modèle français, en apparence conforme à la nouvelle ligne de l'Internationale. Or, le comité exécutif de l'I.C.

réuni le 23 novembre, critique sévèrement la direction pragoise dont la politique « menace d'effacer le clivage fondamental qui séparait le parti communiste de la social-démocratie ». À la fin de 1934, la direction du Comintern intervenait donc brutalement pour interrompre l'esquisse en Tchécoslovaquie d'une politique qu'il encourageait en France. Le fait est d'autant plus intéressant que c'est à l'heure où Moscou établissait des relations diplomatiques avec le gouvernement de Prague que le P.C.T. était censé maintenir une ligne dure contre le parti socialiste. Le traité soviéto-tchécoslovaque sera finalement signé en mai 1935, dans la foulée du pacte germano-soviétique. Avec un an de retard, la ligne « française » semble enfin triompher. Sverma affirme au parlement la priorité de la « défense de l'indépendance de la nation tchèque » et, au VII^e congrès, le discours de Gottwald engage le P.C.T. pour la défense de la République. Le tournant décisif semble être pris avec un éditorial de Stanislas Budin, rédacteur en chef du *Rudé Pravo*, qui réclame le renforcement du potentiel militaire tchécoslovaque tandis que le P.C.T. apporte son soutien à Benes dans l'élection présidentielle de décembre 1935. Or, le Comintern intervient à nouveau : bénéficiant de l'amnistie décrétée à l'occasion des élections présidentielles, Gottwald et Kopecký rentrent à Prague et entament une féroce campagne. Sverma et Slanský se voient démis de leurs responsabilités, Budin, lui, est exclu. Dans le journal du Comintern, Gottwald explique que le vote par le P.C.T. de deux articles du budget d'Etat (ministère des affaires étrangères et prévoyance sociale) fut une faute politique faisant apparaître le P.C.T. « à dangereuse proximité » du régime. Gottwald soutient qu'il était absolument inadmissible d'approuver la politique d'armement du gouvernement :

« Ils ont oublié que le caractère de classe de l'armée est déterminé par la classe qui est au pouvoir et que l'armée bourgeoise reste une armée et par conséquent un instrument d'oppression de la bourgeoisie, même lorsque le gouvernement est un gouvernement bourgeois non fasciste, même s'il comprend des socialistes ; par suite la classe ouvrière ne peut pas accorder à cette armée et à ce gouvernement des armes et des ressources, sous peine de trahir ses propres intérêts de classe.

[...] Peut-être certains camarades ont-ils été troublés dans la détermination de leur attitude à l'égard du gouvernement de l'Etat bourgeois et de l'armée par les rapports actuels de la Tchécoslovaquie avec l'Union soviétique. Cela modifie-t-il d'une façon ou d'une autre le rapport entre le prolétariat et la bourgeoisie en Tchécoslovaquie ? Aucunement. [...] Le gouvernement soviétique a signé un traité avec le gouvernement de Tchécoslovaquie, un traité ayant en vue la prolongation de la paix. Ce geste est absolument conforme aux intérêts du peuple travailleur de tous les pays. Mais le prolétariat opprimé de Tchécoslovaquie n'a pas signé avec la bourgeoisie dominante de son pays un traité de paix civile. Son intérêt était de secouer au plus vite le joug capitaliste.

[...] Le rapport des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie en Tchécoslovaquie n'a pas changé en raison du traité entre le gouvernement bourgeois tchécoslovaque et l'Union soviétique. Et cela vaut aussi naturellement pour l'armée [...]. La vieille règle reste en vigueur " pas un homme, pas un sou " ». ¹⁵

Quand Budin a publié dans *Rudé Pravo* son éditorial jugé hérétique, il a manifestement à l'esprit le communiqué paru à Moscou à la fin de la visite de Pierre Laval, il pense appliquer les décisions du VII^e congrès et s'aligner sur le

modèle français. Mais la France n'est pas la Tchécoslovaquie : Vérité à l'Ouest, erreur à l'Est ! Sans doute l'accord soviéto-tchécoslovaque complètement-il le pacte franco-soviétique dans le système de protection russe contre la menace allemande. Mais l'U.R.S.S. ne veut en aucun cas risquer d'être engagée seule en cas d'agression allemande contre la Tchécoslovaquie. C'est d'ailleurs pour cela que l'accord soviéto-tchécoslovaque n'envisage la possibilité d'un soutien militaire soviétique à la Tchécoslovaquie que dans le cas où la France serait *déjà* engagée à ses côtés. Pour Moscou, il faut donc à tout prix éviter que les communistes tchèques soient identifiés à un gouvernement de défense nationale. Il aurait en effet été plus difficile à l'U.R.S.S. de justifier une non-intervention à l'appel d'un gouvernement soutenu par le P.C.T.. C'est cette politique étrangère soviétique que Gottwald traduit quand il explique que le P.C.T. ne devait pas fondamentalement modifier son attitude envers le régime. Mais lors des élections présidentielles — une défaite de Benes impliquant le triomphe du bloc des droites partisan d'une politique étrangère pro-allemande — le Comintern dicta un inflexible et laissa la direction du parti tchèque soutenir Benes. Une fois Benes élu, il imposa au P.C.T. de reprendre ses distances afin d'éviter d'être impliqué dans la solidarité avec un régime qui se trouvait au cœur des ambitions allemandes. La distance que Gottwald reprend vis-à-vis de Benes après l'élection donne l'exacte mesure que celle de Staline entendait maintenir avec Prague. Elle montre aussi que la nécessité d'une distance entre Moscou et les différents P.C. procédait des besoins même de la diplomatie soviétique. Sans aller, à cette date, jusqu'à voter les crédits militaires, le P.C.F. se voyait dicter une politique infiniment plus patriotique que le P.C.T..

Les variations imposées par Moscou entre la politique du P.C.F. et celle du P.C.T., deux partis appartenant à des pays démocratiques hostiles à l'Allemagne, montraient qu'à plus forte raison il serait nécessaire d'avoir des politiques différentes dans les pays appartenant à un bloc militaire hostile. En fait, on peut avancer l'hypothèse que la raison des mesures de « décentralisation » procède de la stratégie fondamentale de l'U.R.S.S., qui était de diviser le bloc des pays capitalistes en Europe, ce qui impliquait qu'aucune alliance n'était *a priori* exclue. Si le VII^e congrès mettait en avant la politique pro-française et anti-allemande, Moscou n'avait pas pour autant définitivement fermé la porte à un retour à la politique de Rapallo. Il y avait plusieurs fers au feu et Moscou s'appropriait à faire effectuer aux P.C. placés dans des camps opposés une gymnastique qui permettait d'épouser les alliances de l'U.R.S.S., ce qui exigeait la plus grande souplesse mais aussi la plus stricte obéissance. On peut se demander pourquoi la dissolution, un instant envisagée, de l'I.C. n'a finalement pas été retenue. Il faut d'abord noter qu'une telle solution impliquait au préalable le renforcement du contrôle sur les appareils des différents P.C. par d'autres moyens, notamment le renforcement du contrôle des services spéciaux.

F. Claudin fait remarquer que certains passages des discours de Dimitrov semblent indiquer qu'il était apparu nécessaire de conserver l'appareil de l'I.C., seul susceptible à cette date de vaincre les éventuelles résistances ici ou là. Il est en tout cas significatif que la période qui suit le VII^e congrès voit un

renforcement du centralisme et la dégénérescence rapide du régime intérieur de l'I.C., marquée par l'élimination de centaines de cadres de l'Internationale et la dissolution par le haut, voire la destruction, de partis entiers comme le parti polonais. Il est enfin également vraisemblable que la présence de Trotsky et de ses partisans et la possibilité toujours ouverte d'une jonction entre leurs groupes et des pans de l'I.C. aient conduit Moscou à n'avancer que pas à pas en ce domaine.

Un congrès de transition

Le VII^e congrès n'a pas marqué comme cela a été trop souvent écrit, avec un peu de légèreté, le passage d'une politique « ultra-gauche » à une politique « unitaire ». Il est une transition entre une politique « ultra-gauche » et une politique « droitière », tendant la main, par delà les socialistes, aux éléments bourgeois qui, pour leurs propres raisons, recherchaient à nouveau l'alliance avec les formations ouvrières. Dans cette transition, la chronologie mondiale retarde sur celle de la France : le VII^e congrès généralise en août 1935 ce que le P.C.F. avait réalisé entre la signature du pacte d'unité d'action, le 27 juillet 1934, et le discours de Thorez à l'occasion du congrès radical de Nantes en octobre 1934. Menace allemande et renonciation à la « voie brune », jugée trop dangereuse car susceptible de réveiller en retour la colère ouvrière, sont à la base de ce contre-courant bourgeois dont témoigne le fait que des bailleurs de fonds — on cite souvent Ernest Mercier, magnat de l'Electricité — se sont détournés des Ligues pour financer les radicaux, l'élément le plus contrôlable par eux du Front populaire, et jouent la carte d'une union paisible avec les organisations ouvrières qui serait la garantie de la paix sociale à l'intérieur en même temps que la meilleure justification « anti-fasciste » dans un conflit avec l'Allemagne. C'est à ces éléments que Moscou tend la main et c'est à ce réalignement dans le camp bourgeois que répond en partie la nouvelle politique : en Espagne comme en France, les P.C. s'alignent sur les prudences des radicaux et débordent les socialistes sur leur droite.

C'est tout naturellement que des hommes politiques bourgeois favorables à une telle politique et des socialistes de droite favorables à une coalition avec les partis bourgeois applaudissent à la nouvelle donne annoncée par Moscou. C'est sans doute de cette époque que datent les liens établis par le D^r Negrín en U.R.S.S.. G. Luciani, correspondant à Moscou du *Temps* et du *Petit Parisien*, mais aussi vraisemblablement du 2^e bureau français, envoie de Moscou, en août 1935, un article qui a l'allure d'un rapport particulièrement lucide sur le VII^e congrès et qui rend compte de l'opinion de secteurs importants de la bourgeoisie française. Il n'est pas dupe de l'« autonomie » proclamée et avertit que la III^e Internationale tend au contraire à n'être plus qu'un appendice de la politique extérieure de l'U.R.S.S.. Il distingue parfaitement entre front unique et front populaire et explique que c'est la crainte de l'Allemagne nazie qui pousse à la formation, non seulement d'un front commun socialo-communiste, mais encore d'un front plus large, comprenant tous les

partis, « même bourgeois », et que l'on est prêt, à Moscou, « à aller très loin » pour élaborer le front antifasciste. G. Luciani note que l'exaltation du sentiment national a été à l'honneur au Congrès et termine son article en indiquant l'importance du changement de ton des dirigeants communistes sur la défense nationale : c'est André Marty ¹⁶, l'ancien mutin de la Mer Noire, qui a déclaré à la tribune du VII^e congrès que les communistes étaient opposés à la désertion et qu'ils ne refuseraient pas de servir en cas de mobilisation. Il conclut :

« On voit ici un développement curieux, mais logique, du communiqué Laval-Staline du 16 mai. Non seulement les communistes comprennent et approuvent la politique militaire de la France, mais ils trouvent que cette politique n'est pas assez énergique et qu'ils doivent s'en mêler... " La bourgeoisie française est pacifiste " a déclaré avec mépris André Marty. " Il faudra donc la secouer, si l'intérêt national l'exige..." » ¹⁷

Au parti socialiste, c'est le « néo » Frossard qui a, le premier dès octobre 34, applaudi à l'orientation Front populaire à laquelle l'immense majorité était alors hostile. On assiste à un changement de ton à partir du congrès de juin 1935. A Mulhouse, c'est Léon Blum qui se félicite du nouveau langage tenu par les dirigeants communistes. Les derniers articles de Vaillant-Couturier, Cachin, Péri, fait-il remarquer, ne donnent-ils pas des interprétations « rigoureusement identiques » à celles qu'il avait lui-même proposées au congrès de Tours pour justifier la nécessité de la défense nationale ?

La capture des socialistes de gauche

De tels propos sont bien compréhensibles et ceux qui les formulent le font en toute lucidité. Il est en revanche plus étonnant que nombre de socialistes de gauche prennent pour argent comptant les déclarations d'intention du congrès sur la « démocratisation » et la « décentralisation » et applaudissent à ces résultats sans apparemment se rendre compte qu'il a repris, pour des motivations de politique extérieure de l'U.R.S.S., la politique de collaboration de classe qu'eux-mêmes combattent depuis des années et qui est celle de leurs adversaires dans les partis socialistes.

C'est vrai dans la gauche française. Si Marceau Pivert reste prudent, Zyromski est enthousiaste. Dans une brochure écrite pour la circonstance, *Sur le chemin de l'unité*, il explique qu'après l'intervention de Dimitrov, il n'y a plus rien d'incompatible entre les positions du P.C. et celles du P.S.. La lecture qu'il fait du VII^e congrès est diamétralement opposée à celle de Léon Blum : il note que Dimitrov a mis en avant « la nécessité du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et de l'instauration de la dictature du prolétariat sous forme de soviets » et insiste sur le fait que Dimitrov a parlé du « refus de soutenir sa bourgeoisie dans la guerre impérialiste », position qui rejoint celle de la S.F.I.O. « qui s'est prononcée énergiquement contre toute union sacrée ».

C'est sans doute encore plus vrai avec la gauche socialiste espagnole. Avec l'Espagne, l'I.C. se doit de combattre sur deux fronts : en direction des

républicains pour les convaincre de faire avec les communistes le vaste rassemblement populaire de défense de la République que sera le Front populaire, en direction de la gauche du P.S.O.E. pour la convaincre que le moment est venu de rétablir l'unité organique, et, à travers la fusion des organisations syndicales et des jeunesses, de marcher vers le parti unique du prolétariat. Tâche double et apparemment contradictoire que les propagandistes de l'I.C. en Espagne résolvent en appelant à lutter pour le front unique et l'unité ouvrière (appel à la gauche du P.S.O.E.) pour en faire le cœur et le moteur du rassemblement populaire. Il ne manquera pas de porte-parole de cette ligne.

José Laín, l'ancien chef des milices socialistes en 1934, membre de la direction des Jeunesses, a assisté au VII^e congrès. Une lettre de lui, publiée dans *Claridad*, écrite à Moscou, assure que ce congrès a ouvert « une ère nouvelle ». Il évoque ses inquiétudes d'avant congrès, son soulagement et sa satisfaction devant les résultats. Il parle de l'intervention de José Díaz, du salut du congrès de l'I.C. à Largo Caballero et souligne les acquis : action commune du sommet à la base reconnue, autocritique implicite du passé de l'I.C., indépendance et initiative acquise par les sections de l'I.C. : « Adieu la fameuse dictature moscovite ! », « Unité sur une base révolutionnaire », « Rupture totale avec la bourgeoisie, renversement par la violence de l'Etat bourgeois, dictature du prolétariat, aucun soutien à la guerre impérialiste » ! Le jeune socialiste conclut, enthousiaste, qu'il n'y a plus aucun argument pour perpétuer, d'un côté ou de l'autre, la scission de 1921. Ce sont ces arguments et peut-être d'autres, moins aptes à être rendus publics, qui expliquent le ralliement à la politique du VII^e congrès, et, à travers elle, à l'I.C., d'une fraction de la gauche, avec les adultes Alvarez del Vayo, Margarita Nelken, mais aussi de la majorité de la direction des Jeunesses socialistes, avec Santiago Carrillo : l'un des fruits du VII^e congrès de l'I.C. sera précisément la fusion entre Jeunesses socialistes et Jeunesses communistes en Espagne, la naissance de ces J.S.U. qui seront la base de masse du P.C. dans les années qui viennent.

Moscou n'a pas lésiné sur les moyens pour capturer cette gauche socialiste au premier abord désorientée par sa volte-face. De plus très jeunes dirigeants des J.C. russes se rendent clandestinement à Paris pour s'efforcer de rallier à l'abandon de l'antimilitarisme, le dirigeant J.S. de la Seine Fred Zeller. 17. D'immenses portraits de Largo Caballero défilent à Moscou pour le 18^e anniversaire d'Octobre et ce n'est pas d'Espagne que vient au vieux dirigeant du P.S.O.E. le nom flatteur de « Lénine espagnol » ! Les émissaires de l'I.C., Jacques Duclos comme Codovilla, se succèdent en Espagne, au Carcel Modelo comme au domicile des dirigeants socialistes libérés : le premier se vante même dans ses mémoires d'avoir convaincu Largo Caballero de se rallier au Front populaire, ou plutôt à l'alliance électorale qui est sa première édition.

Ambiguïtés et contradictions

Conduites avec les puissants moyens d'un appareil d'Etat, ces mesures ne sont pas inopérantes. Peut-être suffisent-elles à expliquer le brutal et specta-

culaire ralliement à Moscou d'un dirigeant « syndical », carriériste politique typique, comme Vincento Lombardo Toledano qui fait dans la presse mexicaine des comptes rendus dithyrambiques du VII^e congrès et du souffle démocratique qui va désormais transporter le Comintern stalinien — et qui, par la même occasion, assurera sa carrière de dirigeant syndical international. Mais tout le monde n'est pas un Lombardo Toledano. Et l'on peut se demander comment les militants et responsables sincères, rompus aux manœuvres politiques, ont pu s'illusionner à ce point sur la réalité du contenu politique du VII^e congrès de l'I.C..

Les premières réactions de Trotsky aux résultats du congrès donnent des éléments de réponse à cette question. L'exilé ne se laisse pas abuser par la mise en scène et formule sur-le-champ diagnostics et pronostics qui se révéleront justes. Il n'y a pas eu, écrit-il, discussion mais longue comédie dans laquelle les rôles étaient distribués d'avance et où les questions véritablement « débattues » avaient été tranchées d'avance, « le plus souvent par le téléphone qui relie le Kremlin et le commissariat aux affaires étrangères ». Pourtant, dans le cours du texte où il désosse sans complaisance l'orientation « collaboration de classe » du congrès, il relève un passage de la résolution contre le fascisme, qu'il juge « tout à fait progressiste et extrêmement important », celui qui préconise la création de « larges organismes électifs des masses populaires » — une directive que l'I.C. va s'empresse d'oublier.

Si Trotsky lui-même a trouvé quelque chose de positif dans le VII^e congrès, c'est qu'en réalité il contient tout et son contraire, le front unique comme le front populaire, les comités d'action élus dans lesquels il est possible de voir un prélude aux soviets comme le soutien à un gouvernement radical, le vote des crédits militaires et l'antimilitarisme rigoureux.

Dans son discours, le délégué du parti tchécoslovaque, Sverma affirme que la défense de la Tchécoslovaquie contre l'impérialisme hitlérien « ne peut en aucun cas être assurée au moyen de la collaboration avec la bourgeoisie », mais dans son discours de clôture, Togliatti admet que la participation à la guerre de libération nationale et son soutien signifient que le prolétariat accepte une « collaboration momentanée avec la bourgeoisie ». Quelques mois plus tard, Budin est exclu de façon infâmante pour avoir préconisé le vote des crédits militaires.

Durant tout le congrès, le P.C.F. est présenté comme le parti exemplaire. Maurice Thorez est placé à la droite de Staline. C'est à lui que revient l'honneur d'ouvrir la discussion sur le rapport Dimitrov, c'est encore lui qui préside la séance de clôture au cours de laquelle Dimitrov le fait longuement applaudir. Dans son rapport, Dimitrov a pris position en faveur d'un gouvernement de Front populaire et a même envisagé la possibilité d'une participation communiste à un tel gouvernement. Mais quels sont les contours d'un tel gouvernement ?

Le P.C.F., l'exemple à suivre, se prononce ouvertement pour un gouvernement radical homogène appliquant la politique du parti radical auquel il promet son soutien. Est-ce là le gouvernement de Front populaire antifasciste ? Mais, dans le même temps, Dimitrov a présenté le gouvernement de « Front populaire » comme pratiquement équivalent au gouvernement « de

Front unique ». Il y a une confusion permanente entre les deux termes. Or, pour les militants, parler du gouvernement « de front unique » c'est renvoyer à un débat bien connu dans les rangs de l'Internationale, celui sur le front unique ouvrier et le gouvernement ouvrier au IV^e congrès de l'I.C. que la presse de l'I.C. cite d'ailleurs à nouveau fréquemment. Or, ce terme avait toujours été utilisé dans le sens de gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat. Dimitrov rapproche ces deux notions et indique, au nombre des mesures à adopter par un gouvernement de « Front populaire », le contrôle de la production et des banques, la dissolution de la police et son remplacement par la milice ouvrière, mesures qui appartiennent de toute évidence à l'arsenal révolutionnaire et caractérisent le gouvernement ouvrier.

Les conditions pour la formation d'un gouvernement de « front unique prolétarien » ou de « front populaire antifasciste sur la base du front unique » énumérées par Dimitrov, également fort instructives, sont au nombre de trois : paralysie de l'appareil d'Etat, action violente des masses, différenciation au sein de la social-démocratie. Bien des historiens y ont vu des mesures floues et imprécises, ce qui est en partie vrai. Mais ce qui est également vrai, c'est que Dimitrov décalque ici un autre débat bien connu dans les rangs de l'I.C., les fameuses réflexions de Lénine sur les caractéristiques d'une situation révolutionnaire.

Il n'y a pas plusieurs politiques au VII^e congrès. Il y a en revanche double langage et imprécision, et le plus vraisemblable est qu'il s'agit là d'un choix délibéré car il faut à tout prix faire accepter une politique radicalement opposée à ce qu'impliquaient tous les arguments développés pendant des années, sans dresser de bilan, et en expliquant que rien n'était changé.

Une présentation calculée

S'il est vrai que l'orientation politique du congrès peut se résumer par le soutien à Daladier et Tchiang Kaï Chek, il reste qu'elle ne pouvait être présentée aussi brutalement : après tout, le 14 juillet 1935 avait bien vu en France le P.C.F. associer le mot d'ordre de « Daladier au pouvoir » et celui, plus ancien et en voie d'abandon, des « soviets partout ». En outre, le maintien d'une phrase gauche n'est pas aussi contradictoire avec cette perspective qu'il peut apparaître au premier abord. N'est-ce pas au nom d'une définition « révolutionnaire » du Front populaire que, dès 1935, le P.C.F. justifie son refus de participer à un gouvernement « de gauche », qu'il appelle pourtant de ses vœux et dont il veut favoriser ainsi la formation ? Si l'on ajoute, et c'est sans doute l'essentiel, que les incertitudes diplomatiques et militaires dictaient la plus grande prudence et commandaient de ne fermer la porte à aucune alliance, on comprend alors mieux que le Front populaire ait été présenté sous les traits du front unique, la collaboration de classe sous le masque de l'indépendance de classe, l'acceptation de la défense nationale sous les traits du traditionnel « Pas un homme, pas un sou », la défense, enfin de la démocratie bourgeoise sous les traits de la transition vers la dictature du prolétariat.

Le spectacle en a abusé plus d'un. Les acteurs étaient certes mauvais, mais la partition qu'ils jouaient, celle de l'unité, était tellement attendue. La redoutable efficacité de la mise en scène tient cependant moins sans doute à la qualité du texte qu'aux forces sociales et politiques en mouvement. Le VII^e congrès résulte de la coalition des partis de la classe dirigeante dans les pays bourgeois avec l'appareil au service de l'Etat soviétique : telle est la réalité puissante qui sous-tend les discours sur l'unité. Les socialistes « de gauche » qui venaient tout récemment de rompre « définitivement » avec la politique de « cartel » et d'alliance avec les formations bourgeoises républicaines, avaient-ils les moyens d'échapper à une pression aussi considérable, alors même qu'ils ne faisaient que refléter de façon timide et confuse une puissante radicalisation des masses qui ne disposait pas d'un autre vrai cadre d'organisation ? On peut en douter. Mais le fait est que, partout où elle aurait pu jouer un rôle essentiel, la gauche socialiste a commencé par éclater dès les débuts du Front populaire et que le ralliement au stalinisme d'une importante fraction de ses rangs condamnait le reste à l'impuissance. Il fallait bien pour cela un congrès de l'I.C. qui fût en apparence aussi confus que contradictoire !

NOTES

1. Lejbzon V.M., Sirinja K.K., *Il VII congresso dell'internazionale comunista*, Roma, 1975, 298 p.
2. Agosti Aldo, *La Terza internazionale*, T. III, Roma, 1979.
3. Dassù Marta, « Fronte unico e fronte popolare il VII congresso del Comintern », *Storia del marxismo*, III, 2, Torino, 1981.
4. Claudín Fernando, *La crise du mouvement communiste*, 2 vol., Paris, 1970, 765 p.
5. Haslam Jonathan, *The Soviet Union and the struggle for collective security in Europe, 1933-39*, N.Y., 1984, 310 p.
6. Frank Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste*.
7. La *Pravda* avait alors passé sous silence le discours anti-allemand de Kirov à la conférence de Léningrad. Cf « *L'affaire Kirov commence en 1934* » in C.L.T. N° 20, décembre 1984.
8. Carr E.H., *The Twilight of the Comintern, 1930-1935*, London, 1982, 462 p.
9. Krivitsky Walter G., *J'étais un agent de Staline*, Paris, 1979, 262 p.
10. Dan Theodore, « Le congrès du Comintern, l'unité ouvrière et le problème soviétique », *Combat marxiste*, n° 24, septembre 1935.
11. *Le populaire*, 27.8.35 et *Foreign relations*, p. 224.
12. Luciani Georges, « L'évolution de la troisième internationale », *Six ans à Moscou*, p. 403.
13. Cité par Scott William E., *Le pacte franco-soviétique*, Paris, 1965, p. 265.
14. Claudín, *op. cit.*, p. 216.
15. *La correspondance internationale*, 22 février 1936.
16. Luciani, *Ibidem*. Dans l'*Humanité* du 24 juillet 1935 dans la tribune libre du VII^e congrès, André Marty écrivait encore : « Voici 18 mois déjà, un cri monte, surgit en tempête des foules ; il frappe au visage les exploiters et leurs bandes fascistes. Il est le cri d'espoir de millions d'affamés " Les Soviets partout ! Les Soviets à Paris ! " ».
17. Zeller Fred, *Trois points c'est tout*, p. 65. Fred Zeller avait été mis en contact avec les deux dirigeants soviétiques par un de ses camarades de l'Entente des Jeunesses socialistes, qui n'allait pas tarder à reconnaître qu'il avait été infiltré dans les Jeunesses sur les directives de Raymond Guyot. Daniel Béranger (1908-1978) semble avoir appartenu à cette époque au « service » dirigé à Paris par Caridad Mercader en personne ; il fut également lié, pendant les années précédant l'assassinat de Trotsky, à l'assassin, Ramón Mercader, pendant le séjour de ce dernier à Paris.

Pierre Broué

La non-intervention de l'U.R.S.S. en Espagne (juillet-septembre 1936)

Il arrive que des épisodes politiques relativement brefs, mais importants, soient complètement occultés par les événements qui les ont suivis. Ainsi la guerre d'Espagne pendant de nombreuses années par la deuxième guerre mondiale à laquelle elle était attachée en tant que préface ou répétition générale, sans aucun titre à l'existence propre. Ce genre d'occultation est facilité par la chronologie, mais il ne s'explique en dernière analyse que par des intérêts politiques et pas mal de complicités. Tel est sans doute le cas de la période où la politique de l'U.R.S.S. dans la guerre civile espagnole fut celle de la non-intervention, non seulement de fait, mais ensuite de droit et qui s'étend du mois de juillet au mois de septembre 1936, dans la période décisive où les troupes de Franco ont réussi dans une large mesure à rétablir une situation bien compromise par leurs défaites dans les combats de rue devant des milices ouvrières qui ne sont ni formées ni équipées pour les combats en rase campagne. Les auteurs les plus sérieux qui ont étudié la politique de l'U.R.S.S. vis-à-vis de l'Espagne ne consacrent que quelques pages, quand ce ne sont pas seulement quelques lignes, à cette première période et accréditent ainsi la version la plus favorable à l'Union soviétique en tant qu'unique puissance à avoir abandonné la « farce » de la non-intervention dès qu'elle se fût avérée une duperie et effectivement aidé l'Espagne républicaine. Reste à expliquer pourquoi le gouvernement de l'U.R.S.S. s'est lui, joint à la « farce » pour mieux la démasquer et à jouer le jeu jusqu'à priver d'armes de sa part les Espagnols pendant deux mois décisifs. C'est ce que les divers P.C. ont la charge d'expliquer.

La version « officielle »

Dans le livre *Guerra y Revolución en España*¹ qui porte l'estampille officielle du P.C.E., il faut attendre le milieu du deuxième volume sur trois et le deuxième chapitre sur la Non-Intervention, son caractère de « farce » et de « félonie » pour découvrir enfin que l'U.R.S.S. adhéra à la Non-Intervention. On découvre du coup la version idyllique de cette adhésion.

L'ouvrage officiel du P.C.E., sous le titre « L'U.R.S.S. devant la Non-Intervention »², commence par affirmer que, dès les premiers moments, l'Union soviétique se prononça contre le principe même de la proposition

faite en ce sens par le gouvernement français, le droit international interdisant, selon lui, de limiter le droit au gouvernement légal de l'Espagne d'acheter des armes là où il le souhaitait et de placer sur le même plan un gouvernement légitimement et constitutionnellement élu et une bande de rebelles soulevés contre le régime constitutionnel.

Il explique cependant que l'U.R.S.S. a dû chercher le moyen de « mener une lutte effective contre les tentatives impérialistes d'étrangler le peuple espagnol »³, ce qui impliquait qu'elle tienne compte des circonstances concrètes. Ces circonstances étaient le fait que la proposition émanait du gouvernement français de Front populaire, était jugée par beaucoup comme l'unique moyen d'éviter une guerre mondiale et d'empêcher l'aide allemande et italienne à Franco, et enfin que la Non-Intervention était acceptée par le gouvernement républicain espagnol lui-même.

Dans ces conditions, poursuit l'hagiographie du P.C.E., un refus de la proposition française aurait ouvert la porte aux accusations contre l'U.R.S.S. de vouloir intervenir en Espagne, offrant une justification à Hitler et Mussolini, permettant d'isoler l'U.R.S.S., qui aurait pu être accusée d'« intervention » en Espagne. Il définit ainsi l'attitude de l'U.R.S.S. : « accepter la Non-Intervention, mais sous forme conditionnelle. C'est-à-dire que l'U.R.S.S. appliquerait la Non-Intervention à condition que l'Allemagne et l'Italie l'appliquent également ; à condition par conséquent que cessent les envois de matériel de guerre de Hitler et Mussolini aux rebelles »⁴.

Les efforts méritoires des rédacteurs de ce plaidoyer ne peuvent cependant empêcher qu'en apparaissent les deux lacunes rédhibitoires. Comment, dans ces conditions, expliquer que l'U.R.S.S. ait signé l'accord de Non-Intervention sans avoir pour sa part envoyé d'armes à l'Espagne et alors que l'aide italo-allemande se poursuivait sans interruption depuis cinq semaines ? Comment faire croire que l'adhésion à la Non-Intervention était « conditionnelle » pour l'U.R.S.S., alors qu'il s'agissait d'un accord général, évidemment conditionnel pour tous : aucune puissance ne songeait à se lier les mains en autorisant les autres à agir à sa guise et une telle interprétation prend ses lecteurs pour des simples d'esprit.

La version « historique »

C'est à l'historien de la diplomatie, le Britannique Jonathan Haslam, que l'on peut emprunter la définition historique de la politique de Non-Intervention de l'U.R.S.S. pendant les premières semaines de la guerre d'Espagne. Soulignant l'absence presque totale de relations entre l'Espagne et l'U.R.S.S., l'absence tant de diplomates que de correspondants soviétiques en Espagne, il assure que les diplomates soviétiques étaient surtout intéressés à démontrer l'intervention italo-allemande et que l'Internationale communiste, reflétant certaines craintes, demeura « curieusement muette », la concession à l'opinion soviétique se faisant sous la forme d'une campagne d'aide financière confiée aux syndicats.

Passant en revue différentes réactions de la presse et des autorités soviétiques, M. Haslam écrit pour caractériser la politique de ces dernières :

« La réaction soviétique à ces événements fut quelque peu ambiguë et confuse, un mélange curieux de réserve formelle et de soutien « officieux » affiché accompagné de vitupérations contre les puissances fascistes. De toute évidence, Staline n'était pas encore décidé et la confusion ne fit que grandir au fur et à mesure que l'été avançait. »⁵

Quant aux réactions provoquées, jusque dans la presse soviétique, par la signature de la déclaration de non-intervention par l'U.R.S.S., le 23 août, à la suite des autres puissances, Allemagne et Italie comprises, M. Haslam relève qu'elles allèrent jusqu'à écrire que « la théorie de la neutralité » — en l'occurrence la Non-Intervention — était « en fait une retraite générale devant les gouvernements fascistes et leurs partisans dans les divers pays ». ⁶

Une situation difficile

En fait, la situation de l'U.R.S.S. est plutôt rendue difficile par l'explosion de la guerre civile en Espagne, pays auquel sa diplomatie ne s'est guère intéressée jusqu'alors. En fait l'Union soviétique s'est engagée dans une politique de sécurité collective face à l'Allemagne dont elle a enfin réalisé qu'elle la menace directement depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir. Le pacte franco-soviétique a constitué un important pas en avant dans cette voie, mais il a également révélé ses limites avec le très inquiétant résultat des élections françaises et l'avance des socialistes et des communistes qui risque d'inquiéter un gouvernement britannique dont l'inclusion dans le système d'alliance avec la France est la condition sine qua non de son efficacité.

A cet égard, la situation espagnole, avant même l'éclatement de la guerre civile, constitue une menace pour les plans soviétiques. La victoire électorale du Frente popular a créé une situation d'agitation profonde sociale, dans laquelle la droite dénonce l'action des communistes et la main de Moscou et des personnages aussi influents que sir Auckland Geddes, le P.-D.G. de la Rio Tinto, conjurent le gouvernement de Londres de faire quelque chose pour préserver en Espagne leurs intérêts « légitimes ». La guerre civile, comme en témoignent les rapports des consuls britanniques en Espagne au Foreign Office, a provoqué, du côté républicain, une révolution qui ne peut que répugner profondément au gouvernement conservateur de Londres dont les sympathies « sociales » vont évidemment aux militaires soulevés.

Une perspective révolutionnaire en Espagne n'a rien qui puisse réjouir l'Union soviétique. Il semble bien que cette dernière y voie surtout la possibilité d'une croisade anti-révolutionnaire qui permettrait aux puissances fascistes de convaincre la Grande-Bretagne du danger de la révolution et de la tourner de nouveau contre l'Union soviétique. La France, l'unique alliée, serait forcément atteinte par la contagion révolutionnaire et sur tous les plans dans sa capacité de défense. Il faut ajouter que les organisations politiques qui pourraient en Espagne jouer un rôle dans cette révolution présentent pour les dirigeants de l'Union soviétique des aspects profondément inquiétants : il s'agit, bien entendu, de la C.N.T., avec son idéologie libertaire et le contrôle des anarchistes de la F.A.I., mais aussi et surtout du P.O.U.M. influent en Catalogne et dirigé par d'anciens dirigeants du P.C. dont le prestige d'hom-

mes et de dirigeants est bien supérieur dans les masses à ceux du parti d'aujourd'hui.

Inversément, la victoire des généraux soulevés contre le gouvernement « républicain », soutenus par Rome et Berlin, modifierait également la situation de façon très profonde en isolant diplomatiquement la France et en lui créant sur une nouvelle frontière de graves problèmes de sécurité tout en la menaçant dans son domaine maghrébin.

Dans l'immédiat, les clameurs sur l'intervention des Soviétiques en Espagne et le soutien matériel qu'ils accordent aux « rouges », pures inventions propagandistes, épouvantent les dirigeants soviétiques parce qu'elles tendent à les présenter pour ce qu'ils ne sont pas, les éléments perturbant l'ordre, le statu quo, déstabilisant les sociétés démocratiques, en aucun cas des alliés convenant à des démocraties parlementaires et des puissances coloniales comme la France et la Grande-Bretagne. Probablement convaincu dès le début que l'intérêt général de sa politique extérieure serait d'aider à la défaite des alliés de Rome et Berlin en Espagne pour éviter d'affaiblir le précieux allié français, le gouvernement soviétique est surtout anxieux de se disculper des accusations qui vont être formulées contre lui, écran de fumée derrière lequel se déroule l'intervention et l'aide bien réelles, celles-là des gouvernements de Rome et de Berlin.

Un évident manque d'intérêt

Il semble cependant que les dirigeants soviétiques vont mettre un temps exceptionnellement long, non seulement à prendre une décision, mais à s'orienter tout simplement dans cette situation concrète, comme ils en avaient mis à comprendre que l'arrivée de Hitler au pouvoir constituait pour l'U.R.S.S. une menace directe. Comme l'assurent certains auteurs, soviétiques ou autres, est-ce que cela s'expliquerait par une croyance naïve dans une victoire rapide des forces « républicaines » ? Il est vrai que, pour la presse communiste, les troupes loyales vont de succès en succès, jour après jour, et ne se battent plus que contre les restes épars d'un soulèvement écrasé. Mais ce n'est pas ce genre d'information qui détermine la politique, mais au contraire la politique qui détermine ce choix d'informations.

Il est comique d'entendre invoquer pour « expliquer » la politique soviétique vis-à-vis de l'Espagne l'inexistence de relations diplomatiques entre les deux pays. L'affirmation est absurde car, comme l'histoire l'a prouvé, il ne tenait précisément qu'à l'action de la politique soviétique que cette situation changeât. Certes l'échange d'ambassadeurs prévu en 1933 n'avait pas été réalisé par suite du décès de l'ambassadeur soviétique Lunacharsky, et les dirigeants des gouvernements du *bienio negro* avaient mis beaucoup de mauvaise volonté à la réalisation d'un échange de représentants. Mais les choses avaient été reprises en 1936 avec le gouvernement de Frente popular entre Litvinov et l'ambassadeur d'Espagne à la S.D.N. Salvador de Madariaga. M. Haslam note sur ce point : « Même après l'explosion de la guerre civile, les Russes mirent un temps extraordinaire — compte tenu des circonstances — à échanger des ambassadeurs » ⁷. Ils ne s'y résolurent apparemment que lorsqu'il fut

évident que la France appliquerait la Non-Intervention et que l'aide soviétique devenait donc une éventualité à étudier mais pour laquelle des relations diplomatiques étaient possibles. La nomination de Marcel Rosenberg, premier secrétaire à Paris comme ambassadeur à Madrid et son voyage épique en avion vers Madrid le 28 août montraient *a contrario* que les Russes pouvaient aller vite quand ils l'estimaient nécessaire ⁸.

Une autre indication est donnée par le manque de curiosité des correspondants des grands journaux soviétiques. Les combats ont commencé dans la péninsule le 18 juillet et ce n'est que le 8 août que le correspondant de la *Pravda*, Michel Koltsov, arrive en Espagne, 21 jours plus tard ⁹. Ilya Ehrenbourg, lui, est à Paris quand éclate la guerre civile et, si l'on en croit ses mémoires, il réclame vainement aux *Izvestija* un ordre de mission pour aller couvrir les événements d'Espagne, ce à quoi il se serait finalement décidé à une date qu'il n'indique pas, après Koltsov en tout cas, et sans avoir reçu de sa rédaction de réponse à ses questions pressantes ¹⁰.

Faut-il ajouter qu'une autre preuve du désir réel des gouvernants de l'Union soviétique de demeurer à l'écart de la guerre d'Espagne est donnée par le fait que l'Internationale communiste est obstinément muette. Jonathan Haslam a relevé les prises de position : le 21 juillet, le Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme ; le 23, le Secours ouvrier international en France, Belgique, Italie ; le 25, de nouveau le Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme ; des déclarations du P.C. des Etats-Unis, de Pologne, de Grande-Bretagne, le Secours Rouge, lancent des appels à la « solidarité ». Le 27 juillet, dans *l'Humanité*, Gabriel Péri parle de la nouvelle frontière que la France doit défendre. Le 1^{er} août le bulletin de presse de l'I.C. consacre enfin un numéro entier à la guerre d'Espagne ¹¹. L'I.C. s'est-elle enfin mise à jour ? Voire...

Une politique à double face

Curieusement, le gouvernement soviétique ne va donner des signes d'intérêt pour une défense concrète de l'Espagne qu'à partir du moment où il s'engage dans les négociations — et il le sait — qui le mènent à la Non-Intervention. Le 3 août, au moment où se met en place à Paris l'ensemble de la procédure, un meeting visiblement organisé au dernier moment réunit Place Rouge plus de 200 000 personnes selon les officiels. Et le jour même, le chargé d'affaires américain Henderson indique qu'il y a des divergences à Moscou entre ceux qui ne veulent pas envoyer d'argent en Espagne, de peur que ce ne soit considéré comme une « intervention », et ceux qui pensent que ne pas aider l'Espagne est impossible ¹². Le 4 août, la *Pravda* titre : « Pour la défense du peuple espagnol contre les meurtriers et interventionnistes fascistes ». L'éditorial explique que « le combat des ouvriers et des paysans espagnols pour une république démocratique [...] est un combat pour la paix ». Le 5, le chargé d'affaires français Payart se rend au commissariat aux affaires étrangères pour présenter les propositions françaises de Non-Intervention ¹³ et l'ambassadeur italien relève que la proposition a été reçue à Moscou « avec un grand soulagement » ¹⁴. La presse annonce le même jour qu'on a déduit

douze millions de roubles des salaires des ouvriers soviétiques, à leur demande, pour l'Espagne. Le 9 août, Payart écrit au ministre Delbos que le gouvernement soviétique « adhère sans réserve » au dispositif du projet français de déclaration commune et demande seulement que soient supprimées les considérations générales de principe qui ne sont pas à son sens très heureuses et risquent de diviser les signataires¹⁵. Yvon Delbos le 12 août riposte qu'il a « vivement apprécié l'empressement que le gouvernement soviétique a mis à adhérer au dispositif de notre proposition »¹⁶. Il est vrai que Krestinsky, l'adjoint de Litvinov, revenu de vacances a assuré à Payart que les Russes ne se faisaient aucune illusion et ne doutaient pas une minute que l'Allemagne et l'Italie allaient continuer jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire la défaite des rebelles, à leur fournir de l'aide.

Simultanément cependant, la clé de l'attitude du gouvernement soviétique est donnée par les déclarations publiques de Litvinov. Le 29 septembre, à l'assemblée générale de la Société des Nations, il donne une définition parfaitement conservatrice et même anti-révolutionnaire de la politique soviétique à travers ses considérations juridiques sur l'arrière-plan de la guerre espagnole. Contrairement à tous les principes de la politique extérieure soviétique du temps de Lénine — dont plusieurs compagnons viennent d'être exécutés le 24 août à l'issue du procès des seize, le premier procès de Moscou — les considérations juridiques émises par Litvinov constituent une apologie du *statu quo* intérieur et extérieur dans laquelle le pacifisme de la politique extérieure va jusqu'à légitimer les pires dictatures des pires ennemis de l'Union soviétique. Litvinov déclare :

« Fidèle au principe que chaque nation a le droit de choisir elle-même son ordre politique et social, le gouvernement soviétique ne fait pas de discrimination entre les Etats sur leur régime intérieur. »¹⁷

Il poursuit en donnant un démenti aux rumeurs qui impliqueraient l'Union soviétique dans une quelconque entreprise antifasciste :

« Bien qu'il considère le national-socialisme et le racisme comme les ennemis mortels de tous les travailleurs, et de la civilisation elle-même, le gouvernement soviétique n'a jamais prêché la croisade contre les pays qui sont la proie de ses doctrines. »¹⁸

La position est pourtant à double détente, car, dans le même discours, il essaie de concilier la volonté pacifiste de « neutralité » telle que l'a exprimée le gouvernement français et à laquelle il adhère avec son désir de voir mis en échec les « rebelles » d'Espagne. Il assure :

« Nous considérons le principe de neutralité comme non applicable à une révolte contre le gouvernement légitime. »¹⁹

Et il s'élève contre l'aide italo-allemande aux rebelles dans laquelle il voit une brèche sérieuse aux principes du droit international puisqu'il assure que :

« (Ce serait) un principe nouveau, lourd de conséquences incalculables selon lequel il serait loisible d'aider ouvertement les émeutiers contre leur gouvernement légitime. »²⁰

On aurait tort de voir dans ces déclarations de simples considérations juridico-diplomatiques destinées à mettre en accusation les gouvernements de Rome et Berlin qui « interviennent » aux côtés d'« émeutiers » contre « un gouvernement légitime ». Il y a également de la part de l'Union soviétique dans les considérations ci-dessus une déclaration de respect des autorités constituées, de condamnation des « révoltes » et « émeutes » contre des autorités « légitimes » au nombre desquelles il compte le gouvernement nazi, qui est d'une portée tout autre. Accusé d'être en Espagne et ailleurs le fourrier et au moins l'allié idéologique de la révolution, le gouvernement soviétique dément solennellement. C'est à la lumière de ces déclarations qu'il faut comprendre la déclaration de l'ambassadeur soviétique Rosenberg au moment de remettre ses lettres de créance au président Azaña à qui il assure :

« J'ai pleinement conscience que le gouvernement de la République espagnole ne souhaite pas imposer ses conceptions politiques et sociales propres aux autres et que ceci coïncide complètement avec les idées de votre gouvernement. » ²¹

En clair, l'Union soviétique est venue aider un « gouvernement légitime » et n'a pas la moindre intention subversive : elle tourne résolument le dos à la révolution qui s'est produite dans la zone « loyaliste » : toute tentative, quelle qu'elle soit, de remettre en cause le gouvernement « légitime » ne pourrait émaner que de « rebelles » et d'« émeutiers », contre lesquels le principe de « neutralité » ne pourrait être invoqué. En se plaçant dans le contexte espagnol en cette fin d'août où elle vient de signer la déclaration de Non-Intervention, l'Union Soviétique se pose donc en force d'ordre et de conservatisme politique et social, en puissance respectable qui cherche, contre les perturbateurs de la paix, à s'assurer la confiance des « démocraties » occidentales, consolider l'alliance française et gagner l'alliance britannique.

Désaccords à Moscou ?

La plupart des observateurs étrangers à l'époque ont cependant relevé les résistances rencontrées par cette politique à Moscou même dans les milieux dirigeants dans la période où le résultat en était l'abandon pur et simple, contre les phrases et une aide financière de toute façon insuffisante, des combattants ouvriers et paysans espagnols.

Le lieutenant-colonel Simon, attaché militaire de France à Moscou écrit en date du 13 août :

« L'attitude que devrait adopter le Comintern en présence des événements d'Espagne serait diversement appréciée par les membres de cette organisation.

La fraction modérée à laquelle appartient M. Staline désirerait éviter toute intervention pour ne pas provoquer une réaction de l'Allemagne ou de l'Italie.

La fraction extrémiste au contraire estime que l'U.R.S.S. ne saurait rester neutre et qu'elle doit soutenir le gouvernement légal.

Les partisans de cette manière de voir seraient accusés de « trotskysme », et on prévoit que leur attitude intransigente serait susceptible d'entraîner des mesures de répression allant même pour les Russes jusqu'à la déportation. » ²²

Le 3 septembre, le chargé d'affaires Payart revient sur cette question et va jusqu'à suggérer au ministère des affaires étrangères d'intervenir auprès de la presse pour qu'elle marque un peu de satisfaction à la fraction Staline :

« L'attitude prise par les dirigeants de Moscou n'est pas aussi naturelle qu'elle peut sembler au premier abord. Ayant servi à l'opposition de point de cristallisation, elle a déterminé au sein du parti bolchevique avant et après qu'elle se fût précisée, de violents remous dont j'ai d'ailleurs senti très nettement les contrecoups au cours de ma négociation. S'inspirant des deux principes de la solidarité européenne et de la coexistence pacifique des peuples, elle représente un succès des idées actuellement constructives de M. Staline, sur les idées opposées. Il me paraîtrait donc bon que notre presse, sans s'engager dans une discussion inopportune des tendances qui s'affrontent ici, fit preuve de compréhension sympathique à l'égard du geste soviétique et ne décourageât pas par son silence la politique positive dont elle constitue une manifestation. »²³

Plus tard, les diplomates français reviennent sur les questions pour indiquer ce qui se passe du point de vue des règlements de compte, c'est-à-dire de la liquidation de ce qu'ils appellent, pas au conditionnel, « l'opposition » et dont évidemment l'aide à l'Espagne a constitué en août le point de cristallisation. La presse mondiale tout entière avait remarqué l'article de Karl Radek dans les *Izvestija* du 5 août, une dénonciation des fascistes qui intervenaient et l'affirmation que la politique de « neutralité » des Occidentaux était inspirée par la peur de la révolution. Or le nom de Radek est prononcé au cours des « aveux » du procès des Seize où, le 21 août, est annoncée l'ouverture d'une enquête contre lui. Le 2 octobre, M. Payart, à propos de celui qui sera l'un des principaux accusés au deuxième procès de Moscou, écrit à Yvon Delbos :

« Je tiens de bonne source qu'au cours des discussions dont les affaires d'Espagne ont fourni la matière au sein des milieux dirigeants, Radek s'est prononcé très vigoureusement en faveur de l'intervention et cela moins au nom des intérêts de l'U.R.S.S. qu'au nom des intérêts de la révolution en tant que telle. Une situation s'était créée : il était à ses yeux du devoir des soviets d'en favoriser coûte que coûte le développement. Ce n'est plus sur ce plan que les initiés du Parti communiste russe doivent désormais raisonner, tout au moins lorsqu'ils se trouvent entre eux. »²⁴

Le chargé d'affaires français commente dans la même note la signification de l'arrestation de Radek qui a été rendue publique : il y voit la preuve de « la vigueur inflexible » de « ne se laisser arrêter par rien dans sa volonté d'extirper l'opposition renaissante ».

Un peu plus tard, le 16 novembre, c'est l'ambassadeur de France, M. Coulondre, qui cite une phrase prononcée par Litvinov :

« Ni moi, ni mes collègues, ni M. Staline ne faisons tout ce que nous voulons, contrairement à ce qu'on croit à Paris. »

L'ambassadeur commente :

« Cette phrase demande à être souligné car ici le nom de Staline n'est jamais mis en avant à la légère. Elle peut comporter une part de vérité et traduire le malaise qu'a créé ici et dans les milieux communistes de l'étranger le procès Kamenev-Zinoviev. »²⁵

Le diplomate français touche à un point névralgique : le lien entre la guerre d'Espagne et le procès qui marque le début de l'extermination des

compagnons de Lénine et principaux acteurs de la Révolution d'Octobre. La « non-intervention » et les lourdes défaites des milices en rase campagne se produisent au moment où l'on couvre de boue les vieux bolcheviks à Moscou avant de les abattre dans les caves de la Lubjanka. Le premier, à ma connaissance, à avoir établi un tel lien, est l'historien américain Stephen Cohen qui écrit à propos de l'été 1936 dans sa biographie de Bukharin :

« Les membres du Politburo qui se sont opposés à la terreur, dont Ordjonikidzé, probablement soutenu par le groupe ukrainien où l'on retrouve Kossior, Tchoubar et Pavel Postychev, tentent pour la dernière fois de résister. Il semble qu'ils n'aient pas protesté contre le procès de Zinoviev et Kamenev, déjà condamné deux fois à des peines de prison, parce que Staline leur avait promis que les accusés ne seraient pas exécutés. Quand ils s'aperçoivent qu'ils ont été trahis, ils décident de tenter de sauver Boukharin et Rykov qui sont par ailleurs les figures politiques de loin les plus populaires et les plus importantes. Fin août et début septembre se tiennent un certain nombre de réunions au plus haut niveau [...] : ils réussissent à y faire passer un certain nombre de décisions importantes : l'intervention soviétique en Espagne est approuvée et les poursuites contre Bukharin et Rykov abandonnées. »²⁶

Selon une telle interprétation, l'« opposition » révélée par les diplomates français qui s'était « cristallisée » sur la question de l'Espagne aurait été identique à celle qui se dressait en U.R.S.S. contre l'aggravation de la Terreur et allait encore coûter la vie à bien d'autres vieux bolcheviks. Ce n'est pas le lieu de régler cette question qui reste posée aux historiens.

Le « tournant » vers l'intervention secrète

Il n'est pas question ici de prolonger dans le cadre d'un tel rapport l'étude de l'intervention russe sous ses formes diverses qui a fait l'objet d'ouvrages documentés et demeure encore fortement controversée. Notre intention est seulement d'indiquer la façon dont s'est opéré le tournant à une date qui reste encore à déterminer — même si l'on ne peut suivre Krivitsky qui situe la décision d'intervenir au moment même de l'adoption du décret interdisant la vente d'armes.

Un premier pas est franchi avec l'envoi de vivres et de secours matériels correspondant à la collecte financière en même temps que le gouvernement soviétique affirme respecter l'accord de non-intervention. La physionomie du tournant peut être saisie à travers cet article de *l'Humanité* commentant, le 22, le départ d'Odessa d'un premier bateau chargé de vivres :

« Un bâtiment de vivres est parti avant-hier d'Odessa pour l'Espagne. D'autres partiront. Et les fascistes commencent à lancer des mensonges criminels sur « 47 avions soviétiques qu'auraient reçus les Rouges ». On y ajoute même 70 000 fusils d'origine russe. L'inanité de ces assertions fascistes ressort du fait même que l'on a tenté de se servir de l'adhésion loyale de l'U.R.S.S. à l'embargo sur les armes et le matériel de guerre pour attaquer les communistes et ouvriers français qui réclament la levée du blocus. »

Les sources soviétiques et pro-soviétiques assurent que les premières armes furent livrées à la demande du gouvernement espagnol de Largo Caballero ce qui rendit nécessaire de reporter la décision à la formation de ce gou-

vernement, le 14 septembre. La chute de Saint-Sébastien, le 13, avait montré sous les yeux du monde entier à travers ses correspondants, que les miliciens étaient cruellement démunis de munitions. Le 17 septembre, on rend public le fait que Dimitrov a insisté sur la nécessité de mesures d'aide concrète à l'Espagne.

Mais en même temps, l'Union soviétique, qui était entrée à Londres dans le Comité de non-intervention, se lançait dans une campagne — apparemment fort mal documentée et dénotant de grosses lacunes d'information — de dénonciation de l'aide italo-allemande aux forces de Franco. Son porte-parole dans cette campagne, le conseiller d'ambassade à Londres Samuel Cahan ne se contente pas de revendiquer une « non-intervention efficace » comme quand il exige l'envoi d'une commission à la frontière hispano-portugaise. Il menace, déclarant notamment le 7 octobre, au nom de son gouvernement, que, « si les violations de l'accord de non-intervention ne cessent pas tout de suite, le gouvernement soviétique se considérera comme libéré des obligations qui en découlent »²⁷. Le 12 octobre, il monte d'un cran et assure que non seulement l'accord n'atteint pas son objectif, mais encore « qu'il sert de couverture pour les rebelles contre le gouvernement légitime ». Finalement, c'est Maisky, l'ambassadeur, qui révèle la politique de l'U.R.S.S., incontestablement nouvelle, dans une déclaration lue au comité de Londres le 23 octobre. Il réclame, compte tenu de la situation réelle de donner au gouvernement espagnol le droit et la responsabilité d'acheter des armes :

« Le gouvernement soviétique [...] se voit dans la nécessité de déclarer qu'aujourd'hui, en rapport avec sa note du 7 octobre, il ne peut se considérer comme lié par l'accord de non-intervention dans une plus large mesure que l'un quelconque des autres signataires de cet accord. »²⁸

Le 28 octobre, des tanks russes arrivaient devant Madrid. Laissons ici la parole à un spécialiste de l'histoire diplomatique. Après avoir rappelé que l'aide russe permit sans aucun doute la défense victorieuse de Madrid à l'entrée de l'hiver 1936-1937, Max Beloff poursuit :

« Le personnel militaire russe fut toujours numériquement limité. L'évaluation maximale de Krivitsky est de 2 000 ; Fischer assure qu'il n'y eu jamais plus de 700 Russes en Espagne au même moment. Après les premiers mois de la guerre, l'aspect le plus important de l'aide soviétique fut le fait que les agents du Comintern purent aider à l'achat d'armes — avec des fonds espagnols. Ces armes n'étaient pas en majorité fabriquées en Russie, mais achetées dans différentes parties de l'Europe et de l'Amérique, suivant les occasions. La principale difficulté tout au long fut plutôt le transport que l'achat ou le financement. Les Russes étaient garantis contre les pertes financières par le dépôt à Moscou au début de novembre 1936, d'une partie importante de la réserve d'or de la Banque d'Espagne. »²⁹

Beaucoup d'autres travaux ont maintenant montré comment l'Union soviétique utilisa son « intervention » à ses fins politiques propres et notamment à contenir en Espagne cette « révolution » qu'elle redoutait avant tout et cette « alliance avec les démocraties » qu'elle souhaitait comme l'avait démontré la période de « non-intervention », et, de ce point de vue, il n'y a

pas de solution de continuité. Nous nous en tiendrons donc là, en rappelant cependant que la démonstration que nous avons faite concernant l'importance de la « non-intervention » soviétique devrait aider à relativiser l'importance de son « intervention » : l'une comme l'autre n'étaient pas une fin en soi, mais seulement un aspect d'une « ligne générale » qui ne se souciait guère finalement du sort des ouvriers et paysans espagnols dont la presse des P.C. disait qu'il s'agissait de les défendre. C'est peut-être là que l'on trouve l'explication du « massacre des Espagnols », de l'extermination à Moscou, à partir de 1937, du gros des hommes qui s'identifièrent sur le champ de bataille ou au premier plan de la scène politique avec cette intervention, les diplomates Rosenberg comme Antonov-Ovseenko, les militaires Berzine, Goriev, Stern et tant d'autres, rappelés à Moscou pour y être abattus.

Mais il semble que l'on ait particulièrement sous-estimé l'influence de cette « non-intervention soviétique » sur le sort des armes. C'est dans cette période que tombent, successivement Badajoz — ce qui permet l'unification de la « zone » franquiste, Irun et Saint-Sébastien — ce qui va séparer l'îlot républicain du Nord de la frontière française. C'est aussi dans cette période que se produisent les épouvantables paniques des milices, dont les combattants ne savent ni se battre ni surtout se protéger et s'enfuient dans un désordre innommable et qui est un terrible facteur de démoralisation supplémentaire pour les autres unités. C'est dans cette période que les victoires comme celle de la Sierra coûtent un prix exorbitant en vies humaines et hypothèquent l'avenir dans la mesure où la plupart des chefs militaires professionnels et militants sont tués au combat. Dans cette période décisive, les combattants de la « République » manquent de tout : les derniers miliciens qui franchissent la frontière française devant Irun montrent leurs cartouchières vides et l'on sait que les défenseurs de la citadelle, faute de munitions et d'explosifs, ont fait finalement rouler des rochers sur les assaillants. Dans le même temps, des dizaines de milliers de cartouches attendaient à Barcelone l'avion qui emporterait au moins une partie dans la région d'Irun. L'attaché militaire français à Madrid, le colonel Morel, avait, en juillet, constaté que les combattants de la république savaient pourquoi ils se battaient et avaient l'éclatante supériorité du moral. Le 14 octobre, il constate que la situation a été complètement retournée, que les milices, armées seulement de fusils, presque sans artillerie, maintenant persuadées qu'elles sont incapables de tenir tête aux moyens techniques de l'ennemi, lâchent pied presque partout avant le choc. Et il ajoute cette remarque capitale pour la Non-Intervention et sa signification historique, que les rebelles ont « plus de moyens matériels (chars, armes automatiques, avions) que de troupes »³⁰. Ces remarques sont confirmées notamment par les observateurs allemands.

Comment ne pas comprendre les « hésitations » perçues au Kremlin par M. Henderson et la crainte « d'être critiqués par des forces mondiales du mouvement révolutionnaire plus militantes pour avoir accepté de ne pas aider matériellement un gouvernement ami de gauche face à une révolution (sic) réactionnaire » ?³¹ Le même Henderson cite le diplomate Aleksei Fedorovitch Neyman qui lui assure :

« Je peux vous assurer que le gouvernement soviétique a pris grand soin de s'abstenir de toute action qui aurait pu être considérée comme une interférence dans les affaires espagnoles : aucun armement soviétique et aucun autre équipement militaire n'a été acheminé et aucun bateau soviétique n'a joué de rôle direct ou indirect »³².

Il n'est pas permis d'en douter. Dans le meilleur des cas — c'est-à-dire s'il ne souhaitait pas la défaite de la révolution espagnole et de ses miliciens — le Kremlin était parfaitement indifférent à leur sort : la preuve irréfutable en est dans le contenu des aveux exigés alors des accusés du premier procès de Moscou où l'Espagne n'est pas mentionnée, car on ne peut songer à accuser Zinoviev et ses camarades de « poignarder dans le dos » des combattants qu'on ignore.

Le tournant de Staline vis-à-vis de l'Espagne ne se produit que trop tard, non seulement par rapport à la victoire militaire dont l'aide soviétique n'a jamais apporté les conditions, mais par rapport à la révolution, effectivement suffisamment saignée par les victoires franquistes pour que Staline puisse prendre l'initiative en Espagne « républicaine », se faire payer son aide, et se débarrasser d'une autre série de critiques et d'adversaires intérieurs.

Décidément la non-intervention soviétique en Espagne mérite de sortir de l'oubli.

NOTES

1. *Guerra y Revolución en Espana 1936-1939*, ed. Progreso, Moscou, 1971, 3 vol., 324, 296 et 280 p. L'ouvrage est précédé de l'avertissement : « Cette œuvre a été élaborée par une commission présidée par Dolorès Ibaruri ».
2. *Ibidem*, ch. VI, Le gouvernement Largo Caballero, VI, Affaires internationales, § L'U.R.S.S. devant la Non-Intervention, pp. 105-107.
3. *Ibidem*, p. 105.
4. *Ibidem*, p. 106.
5. Jonathan Haslam, *The Soviet Union and the Struggle for Collective Security in Europe, 1933-1939*, St-Martin's Press, New York, 310 p., 1984, Référence ci-dessus, p. 112.
6. *Le Journal de Moscou*, 25 août 1936.
7. Haslam, *op. cit.*, p. 109.
8. Marcel Rosenberg, nous dit J. Haslam avait fait un vol à dresser les cheveux sur la tête (« hair-rising flight ») entre Paris et Madrid, *ibidem*, p. 109.
9. « Ispanskii Dnevnik », *Novyi Mir*, avril 1938, p. 6.
10. Ilya Ehrenburg, *Lyudi, Gody, Jizn'*, p. 100.
11. Inprekorr, 1^{er} août 1936.
12. *Foreign Relations, U.S. diplomatic Papers*, 1936, vol. II, *Europe Rapport Henderson*, 4 août 1936, p. 461.
13. *Documents Diplomatiques Français*, Rapport Payart, 6 août 1936, 2^e série, t. III., doc. 89.
14. *Dokumenty Vneshnei Politiki SSR*, vol. XVI, Krestinsky à Stein (Rome), XVI, doc. 244.
15. *D.D.F.*, Rapport Payart, 6 août 1936, doc. 89.
16. *Ibidem*, note d'Yvon Delbos, 12 août 1936, doc. 130.
17. *L'Humanité*, 30 septembre 1936.
18. *Ibidem*.
19. *Ibidem*.
20. *Ibidem*.
21. *Izvestija*, 29 août 1936.
22. *D.D.F.*, *op. cit.*, rapport du Lieutenant-colonel Simon, attaché militaire à Moscou, 13 août 1936, p. 208.
23. *Ibidem*, Rapport de Payart, 3 septembre 1936, doc. 231.

24. *Ibidem*, Rapport de Payart, 2 octobre 1936, doc. 234.
25. *Ibidem*, Rapport de l'ambassadeur Coulondre, 16 novembre 1936, doc. 497.
26. Stephen Cohen, *Boukharine*, pp. 444-445.
27. *Guerra y Revolución*, p. 108.
28. *Ibidem*, p. 109.
29. Max Beloff, *The Foreign Policy of Soviet Russia*, vol. II, p. 33.
30. Les deux rapports en question du lieutenant-colonel Morel sont reproduits dans *D.D.F.*, la référence du dernier, daté du 14 octobre, est doc. 350, p. 527.
31. *Foreign Relations*, *op. cit.*, rapport Henderson du 29 août 1936, p. 515.
32. *Ibidem*, compte rendu d'entretien Henderson-F.A. Neyman, 31 juillet 1936, pp. 452-453.

La Navarre, un révélateur ?

On le sait, la catholique Navarre était le pays du Christ-Roi et des carlistes. C'est de Navarre qu'étaient partis les chefs qui négocièrent des armes avec Mussolini en 1934 pour se soulever contre la République. C'est en Navarre que s'organisèrent les fameux *boinas rojas* des *requetés*, ces milices carlistes qui donnèrent tout de suite à l'insurrection quatre mille hommes armés et en offraient le double. C'est de Navarre qu'étaient venus ces prétendus « officiers péruviens » qui avaient reçu en Italie fasciste la formation technique nécessaire. C'est de Navarre que le général Mola assura les préparatifs de l'insurrection et les négociations avec les carlistes.

On le sait. Le soulèvement militaire en Navarre fut aussi un mouvement populaire, probablement le seul, et il y bénéficia dans la population d'un soutien majoritaire. Il n'y eut pas de résistance armée, pas de coups de feu, sauf ceux que les vainqueurs tirèrent sur les hommes qui barraient leur route, comme le commandant de la Garde civile de Pampelune, Rodríguez Medel. Il n'y eut pas en Navarre de front en guerre, mais on évalue à quelques quarante mille hommes de troupe le nombre des paysans navarrais qui combattirent sur les différents fronts de la guerre civile. Les historiens sont généralement d'accord pour expliquer ces phénomènes et cette histoire originale par l'histoire et la tradition — le carlisme —, par la structure de la propriété en Navarre, les petits paysans s'étant soulevés à l'appel du prêtre pour défendre leurs biens contre les partageux et l'Antéchrist. Au fond, en Navarre, la guerre civile n'a pas d'histoire et le peuple a donc dû être heureux. Et certains de rêver à ce qu'aurait été la bergerie d'Arcadie ibérique si toute l'Espagne rurale avait eu le calme et le conservatisme de la Navarre. Tout cela n'est que bergerie, tenable seulement sous une dictature où l'histoire officielle a force de loi, mais édifice qui s'effondre comme château de cartes dès que l'effleure une étude historique scientifique du soulèvement militaire de 1936 et des premiers mois de la guerre civile.

Car l'histoire progresse en Espagne depuis la mort de Franco, d'autant plus vite qu'elle était jusqu'à présent plus arriérée, en Navarre en particulier : les peuples malheureux ne peuvent avoir leur histoire, ensevelie sous le mythe, mais celui de la Navarre est en train de s'effondrer sous les coups tranquilles que lui porte une petite phalange d'historiens sérieux et indépendants qui ne croient que ce qui est prouvé, qui savent trouver et lire les documents. Grâce à eux, les archives s'expriment, les hommes aussi, morts ou vivants. Des ouvrages, la presse, se font le véhicule de la vérité historique avec un demi-

siècle de retard ¹. Cette Vendée-là n'était pas une Arcadie, ce paradis fut un enfer. C'est ainsi. Le totalitarisme est à double tranchant et il voit aujourd'hui se retourner contre lui, après un demi-siècle, le mythe qu'on avait cru fabriqué pour l'éternité : la légende de la Navarre est en pièces, comme celle de la « croisade contre la terreur rouge », celle du « peuple chrétien » derrière ses prêtres et sa tradition. Ce n'est pas la résistance opposée aux militaires, ce ne sont pas des incendies d'églises qui ont donné ici naissance aux pelotons d'exécution, c'est toute l'Espagne du passé, inspiratrice du *Movimiento*, qui a massacré, violé, arrêté, persécuté tous ceux qui pensaient et sentaient différemment d'elle, tous ceux qui ne se reconnaissaient pas dans sa conception de la « hispanida ».

La préparation ouverte

Forts de la sympathie de quelques 70 % de la population, les conspirateurs navarrais sont encore plus visibles que ceux du reste de l'Espagne. Dès 1935, le maire d'Alsasua envoie à Madrid un rapport sur les exercices militaires dominicaux des *requetés* sous la direction des curés — auquel bien sûr le gouvernement de droite ne donnera aucune suite ². Mais en 1936, l'affaire prend une autre envergure. Le 4 avril, l'organe du P.C.E., *Mundo Obrero*, désigne les *requetés* comme « l'organisation la plus sérieuse et la plus parfaite qui existe dans notre pays, équipée comme une armée régulière et prête à marcher à tout moment contre la République » ². Et c'est pourtant au cœur de la région qui compte cette force que le gouvernement républicain du Front populaire affecte le général Mola, qu'il soupçonne d'être l'un des chefs du complot militaire et qu'il veut éloigner du Maroc ! Le 23 juin, le général Batet, envoyé du gouvernement Casares Quiroga, rencontre Mola et lui assure que le gouvernement est informé de tous les détails de la conspiration, du rôle que lui-même y joue, personnellement. En conséquence, il le prie de demander sa mutation. Comprenant que le gouvernement reculerait devant une sanction, le chef des conspirateurs nie effrontément, refuse de demander sa mutation, reste en place et continue la conspiration ². Quatre jours plus tard, une descente en Navarre du chef de la Sûreté, Alonso Mallol, fait chou blanc, ne trouvant notamment pas un seul dépôt d'armes : certains de ses collaborateurs, « taupes » de Mola, ont prévenu les conspirateurs de Navarre. ²

L'incident le plus spectaculaire et le plus significatif se produit le 14 juillet au monastère d'Irache, où le général Mola a réuni ses principaux collaborateurs, militaires et civils pour la mise au point des ultimes instructions en vue du soulèvement imminent. Informé, le maire (nationaliste basque) d'Estella, Fortunato Aguirre, donne l'ordre à sa Garde municipale de « boucler » le couvent où se trouvent l'état-major de la conspiration et les officiers factieux, puis il informe de la situation le gouverneur civil Menor Poblador, membre de la Izquierda republicana, le parti d'Azaña, et qui entretient d'excellentes relations avec le général Mola. Le gouverneur informe Madrid, avec les commentaires que l'on peut imaginer : le chef du gouvernement, Casares Quiroga, donne, en réponse, l'ordre de retirer la Garde municipale qui bloque les entrées du monastère d'Irache... Mola peut continuer. ²

Faut-il ajouter que les chefs nationalistes n'auront pas la reconnaissance du ventre pour avoir été ainsi ménagés ? Le général Batet sera l'un des premiers officiers généraux fusillés par les rebelles ; le maire d'Estella et le commandant de sa Garde municipale seront, eux, fusillés, ensemble, le 29 septembre suivant. Plus encore en Navarre que dans le reste de l'Espagne peut se vérifier l'affirmation d'aujourd'hui d'un vieux militant socialiste : « Tout le monde le savait, c'était un secret de polichinelle »². Plus encore en Navarre, on a fait payer très cher ceux qui, même en vain, ont tenté d'empêcher le déroulement de cette conspiration semi-publique !

Une terreur organisée

Les instructions de Mola étaient claires : « Qui n'est pas avec nous est contre nous, il faut semer la terreur, ... anéantir tous ceux qui ne pensent pas comme nous ». ³ La terreur blanche s'abattait non pas seulement sur ceux qui résistaient, mais sur tous ceux qui pensaient différemment : la terreur blanche, en Navarre, n'a pas eu en effet à s'appliquer à une résistance qui n'a pas eu lieu.

Un vétéran de la JSU, J. Ochoa le dit sans ambages à *Navarra Hoy*, après ses vingt-six ans de prison : les dirigeants ouvriers, ceux des organisations ouvrières de Navarre, s'attendaient tous au coup d'Etat mais ne s'imaginaient pas ce qu'il serait réellement et, en particulier, n'avaient pas envisagé la terreur qui allait s'abattre ⁴. Ni à Pampelune où il y avait quelques noyaux ouvriers autour des cheminots, ni ailleurs, il n'y eut résistance armée ; les travailleurs n'avaient pas d'armes et leurs chefs, désorientés, conscients de leur faiblesse, ne semblent avoir pris aucune initiative, à la différence de ce qui se passa souvent ailleurs. Nous n'avons pas connaissance, dans les documents, d'arrêts de travail consécutifs à l'appel à la grève générale de l'UGT et la CNT le 19 juillet. Nous savons seulement que militaires et civils armés se mirent systématiquement à arrêter les travailleurs dans la rue, accusant de « sédition armée » ceux qui ne pouvaient justifier leur absence au travail : nombre de ces derniers furent fusillés sur-le-champ ⁵.

La polémique fait rage sur l'étendue de la répression : il semble qu'il y ait eu autour de trois mille exécutions dans cette province que ne secoua nul combat armé ⁶. Les pourcentages de répression varient selon les secteurs entre 0,4 et 1,2 % — ce qui donne une idée de l'importance du massacre là où l'on combattait. La répression a été planifiée, des listes noires établies à l'avance ⁶ par les carlistes, où anars, socialistes, communistes, côtoient les librepenseurs : il est aussi dangereux en Navarre d'être marié civilement que d'appartenir à une organisation terroriste. Pour tous ceux qui dénoncent encore les *paseos* (promenade ayant pour objectif d'abattre le prisonnier) dans la « zone rouge », il est bon de savoir qu'ils furent la règle en Navarre dans les premiers mois de la guerre civile, systématiquement organisés par des patrouilles mixtes de carlistes et de phalangistes comme la « Junte noire » et la « patrouille de l'aube » de Pampelune ⁶.

Les tableaux et graphiques de l'exposition organisée par l'Institut Gerónimo de Uztariz ⁷ font apparaître les motifs profonds de l'insurrection à tra-

vers les statistiques de victimes : ouvriers agricoles en premier lieu — car ils ne manquaient pas dans les cinq *latifundios* de Navarre — instituteurs, proportionnellement très nombreux parce qu'ils étaient les éléments instruits de la masse pauvre, de façon générale, les cadres syndicaux, surtout ceux des travailleurs agricoles, et les élus socialistes dans les villages. Les historiens relèvent qu'il n'y a que quelques dizaines de nationalistes basques dans les milliers de victimes : c'est qu'ils menaçaient alors ni la propriété ni la religion. On note avec dégoût le particulier acharnement contre les femmes, violées, tondues, obligées à avaler de l'huile de ricin pour une purge brutale et exhibées dans les rues dans la posture la plus humiliante possible. Les institutrices ont une place de choix parmi les victimes. Dans *Navarra 36*, les récits de témoins sont à peine soutenables : femmes, enfants de parents assassinés, rescapés, miraculés, murés vivants ou évadés se souviennent avec des mots simples, tragiquement accusateurs ⁸.

Rien ne se fait sans le prêtre, seul capable de sauver un suspect, d'empêcher un *paseo*. Cela arrive, mais c'est exceptionnel qu'un prêtre sauve des gens promis à la mort. On cite quelques prêtres tueurs, le phalangiste Izurdiga, qui circule pistolet à la ceinture et sera secrétaire de propagande et de presse en Navarre, ou encore le célèbre « curé de Lezáun », Mónico Azpliqueta, commandant d'un *tercio* de *requetés*, qui a donné récemment un interview expliquant qu'il n'a « honte de rien » et que « Dieu le jugera » ⁹. La quasi-totalité des prêtres sont liés au mouvement carliste dont ils sont en fait les véritables cadres : ils partent en guerre par centaines comme officiers et aumôniers, fournissent un important contingent à l'armée des généraux. C'est pourtant en tant que corps social et organisme politique que l'Eglise manifeste le plus ses appétits : on oblige au mariage religieux les couples mariés civilement, parfois juste avant d'exécuter le mari, on fait la chasse à tous ceux qui ne sont pas « gens de messe » et, dès le 27 juillet on annonce la réouverture des écoles religieuses, la réintroduction du catéchisme catholique dans les écoles publiques, la réinstallation des crucifix dans les classes, cependant que la Junte supérieure d'éducation spécialement désignée s'attaque à l'élimination de tous les maîtres « sans Dieu »... et à l'épuration des programmes d'enseignement ⁹.

L'histoire avance

A un moment où la « réconciliation » et le « pardon » sont sur toutes les lèvres sauf celles des victimes, les découvertes sur l'histoire de la Navarre ne peuvent que provoquer un sursaut salubre. Dans cette province, le début de la guerre civile, c'est l'assassinat par les militaires et leurs complices d'extrême-droite de tous ceux qui menacent les privilèges de l'oligarchie et ne pensent pas comme eux et l'Eglise catholique. A ceux qui nient l'existence en Espagne d'un profond soulèvement populaire et d'une aspiration à la plus authentique révolution, ces découvertes des historiens navarrais ont le mérite de les montrer en creux à travers la haine des privilégiés, leur acharnement dans la destruction et le massacre, dans le contrôle des bras et des cerveaux, la haine de la liberté et de la critique. Personne ne pourra plus désormais assurer

qu'en Espagne « franquiste », c'est la résistance qui a déterminé l'étendue de la répression, ni les « excès du Frente popular » les « réactions » des chefs militaires. La popularité du mouvement des militaires, l'emprise de l'Eglise en Navarre, laissent la vérité toute nue : les 30 % de Navarrais qui ne pensaient pas comme Mola et les carlistes se voyaient tout simplement dénier le droit de vivre. Ailleurs, c'était, comme l'a dit Franco dans un célèbre interview, « la moitié de l'Espagne » qu'il était prêt à liquider¹⁰.

NOTES

1. Citons l'ouvrage collectif *Navarra 1936*. « De la Esperanza al Terror ». (Navarre, 1936. « De l'espérance à la terreur »), 2 vol., 1986, Altaffaylla Kultur Taldea. Emilio Majuelo y a rédigé une étude sur la Seconde République en Navarre et Angel Pascual une autre intitulée « Du Front populaire à l'insurrection militaire de juillet 1936 en Navarre ». La répression est minutieusement décrite localité par localité, avec des témoignages, des tableaux et une récapitulation des noms des victimes. Le grand public a sans doute été mieux touché par les suppléments hebdomadaires dominicaux de *Navarra hoy*, du 11 mai au 29 juin, un groupe de journalistes et historiens ayant regroupé sous le titre « 1936-1939, La Guerre en Navarre. Cinquante ans après » documents, études, entrevues de combattants et témoins de tous les bords y compris le célèbre franquiste Jaime del Burgo, ainsi que d'utiles indications chronologiques. Citons également des études plus particulières dans lesquelles on trouvera de précieuses indications sur la répression ainsi que sur les illusions de ceux qui allaient en être les victimes, notamment les deux petits livres très riches d'Angel Garcia-Sanz Marcotegui, *Republicanos Navarros*, 1985, éd. Pamiela et Florencio Alfaro Zabalegui (1882-1936), éd. Txertoa, 1986.
2. *Navarra hoy*, 25 mai 1986.
3. *Navarra 36*, II, pp. 409, *Navarra hoy*, 18 mai 1986.
4. *Navarra hoy*, 1^{er} juin 1986.
5. *Ibidem*, 1^{er} juin 1986.
6. *Ibidem*, 8 juin 1986.
7. L'Institut Gerónimo de Uztariz regroupe à Pampelune les historiens, chercheurs, professeurs de lycée, qui ne se satisfont pas de l'enseignement de l'unique université de la région, appartenant à l'Opus Dei. Il a organisé du 1^{er} au 6 septembre, à l'occasion du 50^e anniversaire de la guerre civile une série de conférences, une table ronde de participants à la guerre civile et une remarquable exposition sur la répression. Ces manifestations publiques ont été très suivies.
8. Dans le livre *Navarra 36*, un ou plusieurs témoignages illustrent tout au long l'énumération des actes répressifs dans les différentes localités de Navarre. Nous en citons un parmi des centaines, en annexe.
9. *Navarra hoy*, 8 juin 1986.
10. L'interview en question, dans *Chicago Daily Tribune*, 28 juillet 1936, était l'œuvre de Jay Allen. Le journaliste dit à Franco : « Vous allez devoir fusiller la moitié de l'Espagne ». Franco sourit : « Je vous ai dit : à tout prix ». On trouvera des textes passionnants et un réquisitoire passionné sur toutes ces questions dans le livre d'Alberto Reig Tapia, *Ideología e historia : sobre la represión franquista y la guerra civil*, Madrid, Akal, 1984.

Annexes

Témoignage ¹

Comment oublier 36 ? J'avais 15 ans. Nous étions une famille heureuse, sans histoires, mes parents, les cinq frères... La guerre est venue et ma famille a été détruite. Ma mère a été arrêtée et emprisonnée et a entendu toutes les injures qu'on peut entendre. Puis ils l'ont assassinée dans le Pardon, mon père a dû s'engager pour se sauver, les deux grands ont disparu..., nous sommes restés seuls à la maison, les trois petits [...]. Ah, ces nuits, quand le silence tombait et que moi je sortais pour aller voler un chou ou ce que je trouverais à manger. Mais la faim importait peu. C'était notre solitude... On nous avait ravi ce qui est le plus important dans la vie, notre mère. Et ces hyènes, qui savaient que nous étions seuls et venaient chez nous avec leurs fusils, en disant qu'ils cherchaient des armes, déchiraient les ma:elas et même la seule photo que nous gardions de notre mère. Puis ils m'ont convoqué à la caserne et ils disaient : « Il faudrait les tuer tous, parce que les petits, après, deviennent grands »... Nous n'étions pas des enfants d'assassins ou de criminels, mais de personnes qui voulaient le bien-être de tous, sans distinction de race ou de fortune. Il faut éclairer tous ces crimes, mais pour la justice, pas pour des vengeances personnelles. Bien que moi, personnellement, je ne les pardonnerai jamais.

A. Garraca Chocarro

1. *Navarra 36*, t. I, dans le cadre de l'étude de la répression à Allo, centre libertaire. La mère du jeune garçon avait eu une discussion vive avec la femme d'un phalangiste. Elle avait 45 ans.

Discours radiodiffusé du Pape Pie XII ¹ (19 avril 1939)

C'est avec une immense joie que nous nous adressons à vous, fils bien aimés de l'Espagne catholique, pour vous exprimer nos paternelles congratulations pour la paix et la victoire dont Dieu a bien voulu couronner l'héroïsme chrétien de votre foi et de votre charité, prouvées tant de fois dans de si généreuses souffrances.

C'est dans l'allégresse et la confiance que notre prédécesseur de sainte mémoire attendait cette paix providentielle, fruit sans doute de cette féconde bénédiction qu'à l'aube même de ce combat il envoya à ceux qui s'étaient donnés pour tâche de défendre et de restaurer les droits et l'honneur de Dieu et de la Religion. Et nous ne doutons pas qu'elle doive être celle que l'on augurait alors, annonce d'un avenir de tranquillité dans l'ordre et d'honneur dans la prospérité.

Les desseins de la providence, fils très aimés, se sont une fois de plus manifestés en ce qui concerne l'héroïque Espagne, la nation choisie par Dieu comme instrument principal d'évangélisation du Nouveau Monde et comme bastion inexpugnable de la foi catholique, elle qui vient de donner aux prosélytes du matérialisme athée de notre siècle la preuve la plus éminente que se trouvent au-dessus de tout les valeurs éternelles de la Religion et de l'Esprit.

Il vous appartient, mes vénérables frères de l'épiscopat, de conseiller aux uns et aux autres que, dans leur politique de pacification, ils suivent tous les principes inculqués par l'Eglise et proclamés avec tant de noblesse par le Généralissime, justice pour le crime, bienveillante générosité pour les égarés.

En gage des grâces abondantes que vous obtenez de la Vierge Immaculée et de l'apôtre Saint-Jacques, patron de l'Espagne, et de tous les grands saints espagnols, nous faisons descendre sur vous, nos chers fils de l'Espagne catholique, sur le chef de l'Etat et son illustre gouvernement, sur le grand épiscopat et son dévoué clergé, sur les héroïques combattants et sur tous les fidèles, notre bénédiction apostolique.

1. Le cardinal Eugenio Pacelli, secrétaire d'Etat depuis 1930 était devenu pape le mois précédent sous le nom de Pie XIII. Il avait assumé des responsabilités directes dans la politique espagnole puisqu'il avait été le mentor de Gil Robles et aux côtés des insurgés dès les premiers jours de la guerre civile. Son discours est adressé aux Espagnols, quelques semaines après le défilé de la Victoire à Madrid.

René Revol

Républicains bourgeois et Radicaux dans la genèse du Frente Popular

L'historiographie a ses propres pesanteurs. Ce n'est pas, bien entendu, dans les colonnes des *Cahiers Léon Trotsky*, accusés sur ce terrain de « sectarisme » et d'« anti-soviétisme » systématique par des gens qui ne vont cependant pas jusqu'à l'écrire, que l'on va nier le rôle déterminant joué dans la genèse du Frente popular par le parti communiste espagnol et les directives de l'Internationale en particulier dans le contexte des lendemains de son VI^e congrès. Mais on saute ainsi par-dessus le cheval. Pierre Broué nous racontait récemment qu'à la suite d'une conférence à Londres, un contradicteur, porte-parole d'une secte londonienne bien connue par la publicité, volontaire et involontaire, qu'elle s'est faite, l'accusait d'avoir essayé de tromper son auditoire en « dissimulant » que le Frente popular, le Front populaire et toutes les formations de ce genre étaient les « inventions du seul stalinisme ». Il existe évidemment mille et une manières de sauter par-dessus le cheval, mais il est typique d'une secte d'oublier l'existence des classes. Si le Front populaire est une politique qui implique une collaboration de classes — ce que pensait apparemment ce respectable contradicteur —, il va de soi, dans ces conditions, que les classes et leurs porte-parole en politique sont concernés. Peut-on supprimer de l'histoire du Front populaire français le rôle joué par Edouard Daladier et le parti radical et radical-socialiste ? L'idée ne peut décemment germer que dans la tête d'un sectaire britannique obsédé par le diable et qui a oublié l'existence des classes.

Fort heureusement, un certain nombre de travaux récents permettent aujourd'hui de faire le point sur la partie politique jouée dans les années 1934 et surtout 1935 par les républicains et radicaux espagnols ¹. Une partie qui les a conduits à la tête de la coalition électorale des gauches, Front populaire sans l'étiquette, et qui en a fait les dirigeants du gouvernement du Frente popular avant le soulèvement militaire du 18 juillet 1936. Ils font apparaître que l'initiative, ici, n'appartient ni au Parti communiste espagnol ni à l'Internationale, qui sont simplement montés dans un train mis en marche, au lende-

main de la défaite de l'insurrection d'Octobre, par Manuel Azaña, Diego Martínez Barrio et Felipe Sánchez Román, avec la complicité et l'aide active et irremplaçable du leader socialiste Indalecio Prieto, « cheval de troie » des républicains bourgeois dans le P.S.O.E. Le fait que leur politique, quand ils ont été au pouvoir en 1936, ait eu l'approbation de l'Internationale et du parti communiste, qui y voyaient un gage contre la révolution et pour la généralisation d'une alliance « antifasciste », ne peut pour autant dissimuler que c'était là leur propre politique, celle qui correspondait à la fois aux aspirations de leur base sociale et aux besoins de leurs ambitions politiques, qui a été appliquée entre février et juillet, jusqu'à l'installation de la guerre civile sur la terre d'Espagne.

Hommes et organisations

Les deux premières années de la République avaient été celles de l'alliance entre les républicains bourgeois et les socialistes du P.S.O.E., la politique des « réformes » pour installer la République. Elle s'était terminée par une défaite électorale particulièrement cuisante pour les républicains. Tandis que la droite obtenait 169 députés, les radicaux, qui penchaient fortement à droite 78, les diverses formations de centre droite 51, les socialistes du P.S.O.E. 31, les républicains de gauche n'obtenaient que 31 sièges ². Non seulement leur extrême division leur nuisait dans le cadre de la loi électorale, mais leur propre électorat rejetait leur politique, se portant soit plus à droite, vers les radicaux, pour ceux qui continuaient à mettre au premier plan le maintien de l'ordre, soit passant au P.S.O.E., qui augmentait considérablement le nombre de ses voix, pour les autres. D'ailleurs, la radicalisation du P.S.O.E. sous le poids de la poussée à gauche de ses troupes, sa décision de ne pas renouveler en 1933 l'alliance électorale qui avait conduit à la victoire la coalition républicains-socialistes en 1931, semblaient les condamner à être laminés dans une polarisation des forces extrêmes du P.S.O.E. et de la CEDA.

La première mesure des républicains pour leur propre survie fut leur réorganisation. Partis d'un état de division dont nous épargnerons à nos lecteurs la description certainement lassante ³, ils se groupèrent dans trois organisations principales certainement divisées encore par des questions de principe et des divergences politiques, mais beaucoup plus probablement par des rivalités personnelles entre « chefs ».

La première formation, la plus connue et sans doute la plus symbolique, est celle qui naît du regroupement de plusieurs petites formations proches les unes des autres et prend le titre de Izquierda Republicana (Gauche républicaine). C'est « le parti de Manuel Azaña, cet avocat et écrivain devenu haut fonctionnaire, fondateur en 1925 de l'Acción Republicana, inspirateur du Pacte de San-Sebastian, chef du gouvernement de coalition dans les premières années de la République, le grand vaincu de 1933. Au congrès de fondation, les 1^{er} et 2 avril 1934 où fusionnent Action républicaine, parti radical galicien et parti républicain radical-socialiste indépendant (scission du parti radical de Lerroix). Azaña est président, l'enseignant Marcelino Domingo vice-

président et parmi les autres dirigeants, on relève les noms du professeur d'université José Giral et du Galicien Santiago Casares Quiroga. Son programme est centré sur la « défense de la République » — défiance à l'égard de la C.E.D.A. et de son éventuelle venue au pouvoir — et d'intervention dans le domaine économique et social afin d'apaiser les souffrances et le mécontentement grandissant du monde du travail ⁴.

La seconde formation est à situer un peu plus à droite : l'Union républicaine est née, elle, de la scission du parti radical de Lerroux et de son groupe parlementaire. Une vingtaine de députés suivent alors Diego Martínez Barrio, un des dirigeants du parti, mais aussi Grand Maître du Grand Orient espagnol. Les scissionnistes repoussent la politique de Lerroux recherchant à tout prix l'alliance avec la droite. Ils sont pour leur part désireux de chercher à gouverner l'Espagne « au centre » ce qui ne leur paraît pas impossible en prenant appui sur l'aile modérée du P.S.O.E. qui rejette les « outrances » de Largo Caballero. Le parti de l'Unión Republicana est lui aussi le résultat formel d'une scission de plusieurs groupes dans le congrès qui se tient à la fin de septembre 1934. Fidèle à la politique anti-cléricale du vieux radicalisme dont il est issu, le nouveau parti propose également un programme de réformes économiques un peu plus modéré que celui de la Izquierda, couplé avec une restauration de l'autorité permettant la dissolution des organisations hostiles à la sécurité de l'Etat, des organisations paramilitaires ainsi que des grèves et lock-outs « illégaux ». Le programme laisse entrevoir la possibilité de négociations avec les socialistes pour obtenir leur soutien — ce qui semble exclure une nouvelle coalition ⁵.

La troisième formation est de type peut-être plus ancien. Vieux compagnon d'Azaña, professeur de droit prestigieux, Felipe Sánchez Román a groupé dans le Partido Nacional Republicano des éléments de l'intelligentsia. Contacté par l'Union republicana pour participer à la fusion, il décline l'offre — accompagnée pourtant de celle du poste de président national — probablement par ce que, comme le suppose Juan Avilès Farré, il « voulait conserver une indépendance qui faisait de lui un arbitre entre Martínez Barrio et Azaña » ⁶.

Pour le moment en tout cas, ces partis de caciques de la gauche républicaine semblent loin du coup. Nous savons qu'Azaña s'est employé de toutes ses forces à convaincre les dirigeants du P.S.O.E. de renoncer ouvertement à leur projet d'insurrection au cas où la C.E.D.A. arriverait au pouvoir. A la démission du gouvernement Samper, les dirigeants de ces trois partis se réunissent (moins Azaña, absent et remplacé par Casares) avec Maura, mais ne peuvent élaborer de position commune ⁷. Le 4, lors de l'entrée de trois ministres de la C.E.D.A. dans le gouvernement, les quatre se réunissent de nouveau et ne peuvent se mettre d'accord sur un communiqué commun, Sánchez Román et Martínez Barrio trouvant « excessif » le projet de Casares Quiroga. Finalement la Izquierda et la Unión publieront des communiqués de « rupture de leur solidarité » avec les institutions républicaines désormais dominées par les ennemis de la République ⁸.

Face à l'insurrection, aussi bien en Catalogne que dans les Asturies ouvrières, les partis républicains ne pouvaient être que résolument hostiles. La

Izquierda de Catalogne, avec la participation directe d'Azana rappelle qu'elle est un parti « légaliste » et qu'elle ne peut « coopérer ni directement ni indirectement à une action qui, mettrait en question l'ordre établi par la violence »⁹. Marcelino Domingo condamne solennellement les actions révolutionnaires dans une lettre rendue publique en novembre¹⁰. Martínez Barrio, lui, déclare dès la mi-octobre, que lui et son parti sont totalement étrangers et opposés au mouvement révolutionnaire¹¹. Bientôt pourtant, la répression déchaînée va permettre aux républicains de chanter une autre chanson.

Quand la droite revalorise les républicains

Plaidant *pro domo sua* et s'efforçant de démontrer que la responsabilité de la formation d'un Front populaire avec les communistes et autres socialistes rouges ne lui incombe pas, Diego Martínez Barrio écrit dans ses *Mémoires* une défense de sa politique qui ne doit pas être loin de la vérité historique :

« M. Sánchez Román et moi-même gardions en mémoire les enseignements des Cortes constituantes et savions qu'un pacte avec les forces ouvrières exigerait que les parties contractantes agissent dans une liberté morale absolue. Je n'étais pas disposé à accepter le renouvellement des difficultés du premier *bienio* que je jugeais dangereuses pour la vie normale du régime [...] Ma ligne proche de celle du P.N.R. se réduisait simplement à stabiliser la république à travers une application loyale de la Constitution et à rétablir la paix spirituelle de la nation en votant une loi d'amnistie. Mais il fallait pour réaliser et développer cette œuvre une liberté totale tant de son ampleur que dans le temps, seule façon de ne pas nuire au plan du futur gouvernement et de ne pas ébranler son autorité morale [...] J'avais comme argument le meilleur la position politique que l'Union républicaine occupait alors, facteur indispensable pour obtenir la dissolution des Cortes et faire partie des combinaisons ministérielles à venir qui assureraient le retour à la normale »¹²

Sur quoi la polémique contre Azana porte-t-elle ici ? Sans aucun doute, sur le rôle du P.S.O.E. et le caractère indispensable de la conquête de son soutien. La première résolution de la Izquierda Republicana en son congrès constitutif avait assuré que son objectif était d'« ouvrir l'espoir d'actions futures qui fassent renaître la paix dans le prolétariat, l'embrasant d'amour pour la République et recréant sa foi dans les institutions qu'il a continué à créer »¹³. L'historien Santos Juliá résume parfaitement la position des amis politiques de Manuel Azana :

« La Izquierda Republicana n'imaginait rien sans l'appui des socialistes pour lui permettre de gouverner. Non seulement parce que ses voix ne pouvaient lui assurer une majorité parlementaire, mais parce que le projet originel d'Azana était de prendre les rênes de l'Etat pour placer la République, au-dessus de la guerre sociale, entre la tyrannie et l'anarchie. La tyrannie, c'est le gouvernement de la droite, l'anarchie c'est le prolétariat en mal de révolution. Et cela, seul peut l'éviter un parti socialiste solide, bien assis et disposé à collaborer »¹⁴

Cette condition qui semblait parfaitement utopique après la rupture de 1933 et semblait très lointaine en 1934 est devenue une possibilité quelques mois après l'échec de l'insurrection ouvrière d'octobre 1934. Les raisons s'en trouvent à la fois dans la politique gouvernementale de répression et dans la

crise qui éclate au sein du P.S.O.E. avec l'offensive de Prieto contre les éléments de « gauche ».

La droite haïssait Azaña personnellement. A cause de son anticléricalisme, de nature à exciter en elle les sentiments les plus bêtement fanatiques. A cause de son esprit mordant qui n'épargnait jamais l'adversaire et ses erreurs de plume ou de langue — et la droite espagnole s'entend dans les unes et les autres ? Sa mesquinerie revancharde en tout cas l'a conduite à tenter de compromettre Azaña — qui se trouvait à Barcelone au moment d'octobre — dans le soulèvement catalan. Le 7 octobre 1934, Manuel Azaña était arrêté et inculpé du délit de complicité avec l'insurrection d'octobre en Catalogne. Les conséquences de cet acharnement stupide ne furent pas réellement dommageables pour le dirigeant républicain, relaxé par la Haute-Cour de Justice, le 28 décembre, après 92 jours d'une détention supportable.

Elle eut en revanche une importance considérable pour l'autorité d'Azaña, dans les états-majors comme dans l'opinion la plus large, y compris chez les travailleurs.

Martínez Barrio, dans ses *Mémoires*, y fait écho sous une forme proche de la lamentation quand il écrit :

« Ce fut la persécution des radicaux, des agrariens, des cedistes et des monarchistes contre don Manuel Azaña qui affaiblit la position de l'Union républicaine. Il était inévitable que la popularité et l'autorité de l'ancien président du conseil grandisse dans la mesure même où il était présentement persécuté injustement. Et il était également inévitable que nous autres nous trouvions obligés de corriger les principes tactiques que nous estimions convenables dans la crainte qu'une hésitation ou une division ne nous place, sans le vouloir, sur la ligne politique des persécuteurs »¹⁵.

Mais ce qui est vrai dans les états-majors républicains ne l'est que parce que, dans le pays, et bien au-delà de la mince couche des électeurs de ces derniers, la persécution contre Azaña, outrageusement provocatrice et malhonnête, provoque un sursaut d'indignation et de sympathie pour un homme démonétisé que les procédés malhonnêtes utilisés contre lui réhabilitent en quelque sorte, redorant son blason. Les ennemis de nos ennemis sont nos amis, dans tous les pays à l'heure de la répression de masse et Azaña, parce qu'il partage scandaleusement le sort des quelques 30 000 prisonniers politiques qui peuplent les prisons d'Espagne après octobre apparaît bien aux persécutés — la classe des travailleurs, sinon comme « un des leurs », du moins comme un « de leurs amis ». Les dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui se presseront en 1935 à ses meetings ne sont pas des partisans de son parti, mais des gens qui manifestent, avec lui, victime, contre la répression et pour l'amnistie de toutes les victimes qui sont encore frappées : Manuel Azaña ne pouvait rêver mieux pour son « comeback » que ces trois mois de prison qui lui ont été offerts par la bêtise revancharde de la droite bornée.

Intelligemment d'ailleurs, les partis républicains saisissent dès qu'ils le peuvent l'arme de la lutte pour les droits démocratiques et contre la répression. C'est un député de l'Union republicana, Hermenegildo Casas, qui interpelle le gouvernement aux Cortes sur l'assassinat du journaliste Luis de Sirval aux Asturies par un lieutenant du Tercio — la Légion étrangère — une

« bavure » qui va devenir symbolique et mobiliser dans toute l'Espagne des foules indignées¹⁶. Et c'est évidemment l'amnistie que Manuel Azaña fait acclamer par plusieurs centaines de milliers de personnes dans son fameux meeting de Comillas...¹⁷

Les partis républicains qui vont faire la campagne pour l'amnistie n'ont pas à surmonter d'énormes obstacles pour réclamer la liberté des prisonniers d'octobre. Ceux d'entre eux qui sont détenus sont en quantité infinitésimale. Leurs cadres sont des avocats (33 %), des médecins, des journalistes et écrivains (tous à 10 %), des industriels et commerçants (5 %) au niveau local urbain, des propriétaires terriens (pourcentage non indiqué) à la campagne¹⁸. Ce ne sont pas des couches sociales qui sont en foule dans les prisons espagnoles, alors qu'ouvriers et paysans, instituteurs, sont par dizaines de milliers en exil et autant en prison. C'est par leur canal que, très souvent, les organisations ouvrières, décapitées ou craignant de découvrir qui sont leurs nouveaux responsables, passent pour la campagne d'amnistie.

L'alliance d'Azaña et de Prieto

La répression a laissé en liberté Azaña après sa vaine tentative. Elle a laissé Prieto franchir la frontière. Réfugié en Belgique, le député de Bilbao, sur qui pèse évidemment l'échec de l'insurrection dans sa composante militaire, puisqu'il était personnellement le responsable des relations avec l'armée, n'a pas l'intention de devenir le bouc émissaire de la défaite et veut au contraire saisir l'occasion pour porter un coup décisif à la fédération des Jeunesses socialistes et à l'aile extrémiste du caballerisme et recommencer ne contre-offensive pour ressaisir l'appareil, une entreprise également favorisée par les arrestations qui ont pratiquement envoyé au Carcel modelo l'état-major des largocaballeristes. Les lecteurs des *Cahiers Léon Trotsky* connaissent les étapes de cette lutte¹⁹, dont on rappelle ici seulement les grandes lignes.

C'est le secrétaire intérimaire du parti — le secrétaire De Francisco est en prison — le franc-maçon Juan Simeón Vidarte qui met, probablement tout à fait consciemment, le feu aux poudres en s'adressant le 20 mars à Indalecio Prieto pour lui demander son opinion sur une « alliance » électorale. Prieto — qui est en contact permanent avec Azaña — répond qu'il faut des alliances à droite et à gauche. A gauche, ce ne sera pas possible avec les anarchistes et les communistes ; à droite, ce sera avec les Républicains, car aucune compétition triangulaire ne permettra la défaite de la droite. Il saisit l'occasion pour s'en prendre à l'« indiscipline » des J.S., s'inquiéter de leurs sentiments pro-PC et surtout pro-Union soviétique. Il propose comme programme la reprise du programme qu'il avait lui-même élaboré pour l'insurrection de 1934 avec l'engagement pour l'amnistie. La lettre de Prieto, datée du 23 mars, est largement publiée. Vidarte rend alors publique une circulaire du 30 mars dont il est l'auteur, rappelant le progrès que constitue la république par rapport à la monarchie, l'objectif de défense des institutions républicaines et de leur fonctionnement qu'avait l'insurrection d'Octobre et recommandant, en vue des prochaines élections où la droite sera unie, de préserver contacts et bonnes relations avec les partis républicains²⁰.

Saisissant la balle au bond, les trois dirigeants républicains, Azaña, Martínez Barrio et Sánchez Román, rendent publique, le 14 avril, une déclaration commune sur les conditions minimales du rétablissement d'une coexistence politique en Espagne : rétablissement des libertés constitutionnelles, interdiction de la torture des prisonniers politiques, libération des prisonniers d'Octobre, fin de la persécution des fonctionnaires de gauche, réintégration dans leur emploi de tous les travailleurs licenciés pour fait de grève en octobre 1934, reconnaissance légale des syndicats sans exception, rétablissement dans leurs fonctions des élus municipaux et maires révoqués depuis octobre 1934²¹. Peu après, la presse publie une lettre de prison de Ramón González Peña, un des dirigeants de l'insurrection asturienne, assurant Prieto de sa solidarité politique, critiquant vivement l'« infantilisme » des Jeunesses, et se prononçant pour une grande alliance contre le fascisme aux prochaines élections. Dans la foulée, Prieto fait connaître son accord avec les conditions posées par les trois chefs républicains, condamne la tactique suicidaire de 1933 et appelle aussi à une grande alliance pour la défense de la République, du mouvement socialiste et la libération des prisonniers politiques²².

La seconde phase de la lutte politique autour de l'alliance « électorale » est ouverte par la brochure rédigée en prison par les dirigeants des J.S., *Octubre - segunda etapa* qui va provoquer la parution d'un hebdomadaire socialiste de droite, *Democràcia* et l'entrée en ligne de Julián Besteiro, son leader, la réponse de Luis Araquistain dans *Leviatán* et une nouvelle offensive de Prieto intitulée « Posiciones socialistas » publiée du 22 au 26 mai dans *El Liberal* de Bilbao, à laquelle ripostera une brochure d'un homme de confiance de Largo Caballero, Carlos de Baráibar, *Las falsas « posiciones socialistas » de Indalecio Prieto*, qui s'oppose au projet de coalition électorale en invoquant le caractère « trop limité » de l'amnistie et la nécessité de lutter pour la destruction même du système qui permet qu'il y ait des prisonniers politiques...²³

Le fait que la discussion au sein du parti socialiste ait été ainsi apportée par et sur la place publique est un atout considérable pour ceux qui peuvent accéder aux grands journaux et utiliser l'impact de la vente de masses. L'initiative a changé de camp. Tandis que Largo Caballero se plaint que l'initiative des Jeunesses, avec la publication d'*Octubre*, lui a fait beaucoup de mal dans le parti, des vivats à Prieto se font entendre pendant le discours de Comillas où Azaña appelle les Espagnols à « la reconquête de la République ». Ensemble, Azaña, Sánchez Román et Martínez Barrio travaillent pendant l'été 1935 à l'élaboration d'un programme qui ne sera jamais rendu public en tant que tel mais dont le projet est porté par Azaña à Prieto en Belgique où les deux hommes en discutent²⁴. Dans l'intervalle, le VII^e congrès de l'I.C., au mois d'août, a pris à revers Largo Caballero. Dans un style plus offensif que le Front populaire français — on ne peut pas gagner les mouches gauchistes des J.S. avec du vinaigre modérantiste — les hommes des J.S. et du P.S.O.E. qui ont assisté au congrès expliquent que le front unique des socialistes et des communistes doit devenir le noyau d'une « concentration antifasciste ». On prépare fébrilement l'unification des organisations syndicales, l'entrée de la C.G.T.U. dans l'unité et la fusion des J.C. et des J.S. Le 14 novembre, Azaña

s'adresse au P.S.O.E. avec une proposition formelle d'alliance électorale. C'est lui, désormais qui tape sur la table et qui pose ses conditions quand il assure au meeting de Gandía le 24 novembre :

« Les partis ouvriers pas spécifiquement républicains ont le droit de demander aux partis républicains de gauche de fixer quelques engagements qu'ils seront tenus de réaliser au pouvoir (...) :

Rendre à la législation sociale de la République l'esprit qui l'inspira et fut une obligation pour tous les partis qui assistèrent à la proclamation de la République.

Reconnaissance de la légitimité des organisations syndicales, de sorte que, dans le cadre de la loi, elles puissent développer leurs activités matérielles, économiques et politiques sans être constamment harcelées par les pouvoirs publics.

Enfin, préparation et dépôt à la Chambre d'un projet de loi d'amnistie pour tous les prisonniers politiques et sociaux, les rendant à la communauté nationale.

Voilà ce qui peuvent être les bases d'une coalition électorale qui permette le triomphe des forces de gauche quand le pays pourra faire entendre sa voix.

Les républicains ne doivent ni ne peuvent s'engager à autre chose »²⁵.

Et toujours soucieux de brider le « prolétariat en mal de révolution », Manuel Azaña met les points sur les i en précisant que ce qu'il redoute avant tout, c'est « qu'à l'extrême-gauche, une minorité inquiète et agressive, en voyant que l'esprit républicain prévaut à la Chambre, ne croit venue l'heure de sa victoire totale »²⁶.

Les Cortes bientôt dissoutes, la capitulation de Largo Caballero, acceptant la coalition électorale au nom de l'amnistie, puis sa démission de la présidence du P.S.O.E., qui ouvre la voie à Prieto, ce sont là les premiers fruits de la campagne commune d'Azaña et Prieto pour une coalition électorale entre républicains et socialistes.

Front populaire sans le dire ou sans le savoir ?

Un large front s'est constitué aujourd'hui des vieux militants ou politiciens aux historiens malins pour faire une savante distinction entre d'une part une alliance électorale qui comprenait le P.C., le P.S.O.E., le P.O.U.M. et autres partis ouvriers d'un côté et les partis républicains et le Front populaire de l'autre. Il répond à la fois à un souci nouveau de se démarquer d'une alliance dont les staliniens espagnols — « découverts » beaucoup, beaucoup plus tard — faisaient partie, que l'on soit de l'Union republicana ou du P.O.U.M., et, disons-le sans gêne à un certain chauvinisme dont le mouvement ouvrier espagnol lui-même n'est pas exempt. Les clameurs en arrivent même à influencer un historien aussi fin analyste que Santos Juliá qui se met à distinguer le Front populaire tel qu'il fût en Espagne d'un « véritable » Front populaire.

En réalité, il est sans doute vrai que le péninsularisme espagnol fait que la naissance du Frente popular s'est insérée dans un contexte que certains de ses protagonistes espagnols n'ont sans doute même pas perçu. Santos Juliá écrit :

« Les partis républicains de gauche ne prêtaient sans doute pas plus d'attention que la droite aux nouvelles qui arrivaient de France sur le Front populaire [...] Sánchez

Román, avec son insistance sur le caractère « national » du plan politique en préparation, et Martínez Barrio, avec ses affirmations continues que les républicains ne feront jamais plus que ce qu'ils doivent faire, rejoignent à cet égard Azaña quand il parle de ses projets de gouverner « républicainement » l'Espagne » 27.

Pas de socialistes, ni a fortiori de communistes aux meetings de masse d'Azaña? pas de poings fermés, seulement des mouchoirs blancs qu'on agite, indice, dit encore Santos Juliá, de « la peur de ce « torrent » que Azaña ne veut pas déchaîner ». Ce dernier, d'ailleurs est certainement de tous les hommes politiques celui qui va le plus dans l'« espagnolisme ».

« Nous sommes espagnols des pieds à la tête ; profondément espagnols. Je le suis plus que quiconque et il ne me suffit pas de toutes les terres d'Espagne et de tous les soleils d'Espagne et de toutes les couleurs d'Espagne, pour peindre ; mon espagnolisme sue par tous mes pores. Je ne suis rien de plus qu'espagnol, mais j'éprouve l'indignation la plus violente pour ce qu'ils ont fait de ma patrie »... 28.

A partir de juillet 1935 pourtant, avant même le congrès de l'I.C., la presse azaniste commence à employer le mot de Front populaire, comme *Política* citant les socialistes français faisant « un front populaire avec les partis de gauche » 29. Le 21 août de la même année, dans *El Liberal*, l'éditorialiste — un homme de confiance de Prieto — parle d'un « front populaire des gauches espagnoles » et fait le lien avec la politique communiste 30.

Peut-on faire une exception pour Sánchez Román ? Cet homme qui fut le co-auteur et sans doute l'auteur principal comme l'assure Prieto, du programme de l'alliance électorale préparé à l'été 1935 et sorti du chapeau en janvier 1936, n'a finalement pas rejoint le Front populaire avec son parti, afin de ne pas y avoisiner les communistes 30 — ce qui est incontestablement une preuve d'honnêteté mais un indice d'une sérieuse distraction ou d'un total manque d'intérêt pour la politique. Disons cependant qu'il eut certain mérite car si son parti, le P.N.R. avait accepté de signer, il aurait eu sa place au Comité électorale avec l'I.R., l'U.R. et le P.S.O.E. et sans doute un certain nombre de députés qu'il n'eût pas.

Le *Manifeste* de la coalition électorale, comment s'appelle-t-il, au juste ? Laissons encore la parole à Santos Juliá :

« Les républicains et la gauche du P.S.O.E. parlaient surtout d'un manifeste ou d'un accord électorale des gauches ; les socialistes du centre se référaient à un pacte électorale des partis de gauche et seul des organes de cette tendance, *El Liberal* disait que le Front populaire avait conclu son pacte ; les communistes parlaient alors de « bloc populaire » ; les gens du P.O.U.M. se référaient à un bloc ouvrier-républicain et le texte de leur accord ne leur importait guère ; l'organe de Pestaña parlait de l'accord de la coalition de gauche » 31.

Beaucoup de noms pour une seule politique, il nous semble. N'en déplaît aux faux puristes et aux indignés faciles, les signataires du pacte électorale des gauches — qu'ils l'aient ou non lu — savaient qu'ils faisaient une politique de Front populaire et ce que signifiait la politique de Front populaire qu'ils menaient. S'ils l'avaient, par extraordinaire, ignoré, ils l'auraient compris en constatant, avec la répartition des sièges par la commission des candidatures, que les partis républicains allaient se voir attribuer d'avance le

nombre de sièges nécessaires pour leur permettre de gouverner seuls et sans encombre après avoir été élus grâce aux électeurs des partis ouvriers et particulièrement le P.S.O.E. Ce que Diego Martínez Barrio exprimait avec son emphase coutumière en disant que « la pondération des postes » devait être telle que, du jour au lendemain, les partis républicains pussent « se charger du pouvoir avec une pleine dignité, et leur liberté de mouvement »³². Santos Juliá souligne fort opportunément la différenciation ainsi introduite entre candidats bourgeois et ouvriers par cette « nécessité » : il faudra 6 084 voix pour élire un candidat républicain, 8 552 pour élire un candidat du P.C., 12 775 pour un député du P.S.O.E.³³.

La politique d'Azaña était décidément un succès : 193 élus républicains. Ce fut le dernier. Au cours des cinq mois qui suivirent les élections, les partis républicains au pouvoir, sous la présidence au gouvernement de Manuel Azaña d'abord, Santiago Casares Quiroga ensuite, démontrèrent au-delà de ce que l'on pouvait rêver qu'ils n'étaient capables ni de faire front à « la tyrannie », ni d'endiguer « l'anarchie ». Sous la présidence de la République d'Azaña, c'est son camarade de parti Santiago Casares qui a laissé se développer l'insurrection militaire, ce sont ses camarades de parti comme le gouverneur Rodríguez de León à Cordoue qui ont assuré le désarmement des travailleurs en faisant déposer les armes « des civils » dans... les casernes. C'est le collègue républicain en Front populaire Martínez Barrio qui tentera vainement en juillet de négocier, au nom de la République, avec Mola et les généraux factieux. C'est le collègue républicain José Giral qui acceptera finalement de décréter l'armement des prolétaires qui, avec ou sans armes, ont repoussé le premier assaut.

Vraiment, les hommes qui avaient, à travers une alliance électorale, réussi à poser les fondements du Frente popular espagnol aboutissaient ainsi à la faillite la plus complète, à la débâcle de leurs propres principes et plans. Et le Frente popular qu'ils avaient voulu, dans un premier temps, constituer au bénéfice politique de la petite-bourgeoisie qu'ils incarnaient, leur échappait totalement. Ce n'est pas une raison pour oublier leurs « mérites », mais comme l'on comprend que ceux qui les ont suivis dans l'aventure de la naissance du Front populaire et de son *Manifiesto* électoral se défendent comme des diables d'avoir participé aux premières étapes du Front populaire³⁴ ! Car il est certain qu'il n'y a pas tout à fait de quoi être fiers — ce qui explique la confusion entretenue sur ce point et que nous espérons avoir contribué à dissiper.

NOTES

1. Sur ce thème, citons notamment des ouvrages plus vastes : Paul Preston, *Reacción, Reforma y Revolución en la Segunda República*, Turner, Madrid, 1978 et Santos Juliá, *Orígenes del Frente Popular en España (1934-1936)*, Madrid, Siglo XXI, 1979. Plus spécialisés et plus étroitement sur le sujet, Juna Avilès Farré, *la Izquierda burguesa en la II República*, Madrid, Espasa-Calpe, 1985 et Diego Martínez Barrio, *Memorias*, Planeta, 1983. Remarquons une fois de plus que, quel que soit leur intérêt, les ouvrages publiés en Espagne ne sont jamais traduits en français.
2. Avilès Farré, *op.cit.*, p. 222.

3. *Ibidem*, ch. I « Le républicanisme sous la dictature » et les chapitres II à IV pour l'histoire des partis républicains sous le *bienio*.
4. *Ibidem*, pp. 232-237.
6. *Ibidem*, p. 246.
7. *Ibidem*, p. 248.
8. *Ibidem*, p. 249.
9. *Ibidem*.
10. *Ibidem*, p. 250.
11. *Ibidem*.
12. Martínez Barrio, *op.cit.*, p. 273.
13. Cité par Santos Juliá, p. 28.
14. *Ibidem*, p. 29.
15. Martínez Barrio, *op.cit.*, p. 273.
16. Preston, *op.cit.*, p. 251.
17. Le discours prononcé à Comillas, près de Madrid, en octobre, le fut devant une assistance dont les évaluations varient de 300 000 à 400 000 personnes.
18. Avilès Farré, *op.cit.*, p. 244.
19. Voir P. Broué, « Les Léninistes du P.S.O.E. », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 20, décembre 1984, pp. 42-67.
20. Preston, *op.cit.*, pp. 221-223.
21. *Ibidem*, p. 224.
22. *Ibidem*, pp. 224-225.
23. *Ibidem*, pp. 226-231.
24. *Ibidem*, p. 233.
25. Cité par Martínez Barrio, *op.cit.*, pp. 281-282.
26. *Ibidem*, p. 282.
27. Santos Juliá, *op.cit.*, p. 100.
28. *Ibidem* p. 101. Pour ne pas laisser notre lecteur se laisser aller au chauvinisme devant un tel accès de chauvinisme, proposons-lui comme antidote un écho de *Vendredi* du 24 décembre 1937, à la suite de nouvelles exécutions en U.R.S.S., sous le titre « Front populaire en création française ». Il conclut : « De même que la sagesse ne permet pas de juger la politique intérieure d'un pays étranger, elle nous interdit de déterminer notre propre politique intérieure en fonction de celle d'un autre pays. La politique intérieure de la France est celle du Front populaire. Le Front populaire est une création française qui ne doit rien à l'étranger. C'est lui qui détermine la politique française : c'est-à-dire que la France se détermine elle-même. La sauvegarde du Front populaire est notre devoir, en même temps qu'elle est notre salut. Nul ne doit l'oublier et se laisser égarer par des passions partisanses ».
29. *Ibidem*, p. 101, n.68.
30. *Ibidem*, p. 103, n.69.
31. Voir les éléments de discussion et les sources dans Preston *op.cit.*, pp. 142-143.
32. Santos Juliá, p. 145.
33. *Ibidem*, p. 145.
34. Nous devons mentionner une exception, d'ailleurs assez stupéfiante, à cette tendance générale à fuir ses responsabilités. Juan Simeón Vidarte, le frère maçon secrétaire par intérim du P.S.O.E. après octobre 1934, écrit dans ses mémoires *Todos fuimos Culpables* (México, 1973, p. 30) que l'idée du Front populaire fut lancée par lui dans sa lettre à Prieto du 20 mars 1935... ensuite reprise par Azaña et adoptée par l'Internationale communiste : il est des hommes qui ne doutent pas de leur propre rôle dans l'Histoire !

Gérard Roche

Les intellectuels et le Front populaire : un bilan de quelques travaux récents

La commémoration du cinquantenaire du Front populaire a été marquée par la publication d'une série d'ouvrages consacrés aux intellectuels et écrivains dans le milieu des années trente et au cours de la période du Front populaire en France. Retenons plus particulièrement parmi ces ouvrages le livre très intéressant de Géraldi Leroy et Anne Roche : *Les écrivains et le Front populaire* ainsi que le numéro spécial de la revue *Europe*, riche mais inégal, consacré à l'art et la littérature en 1936. Ajoutons l'ouvrage de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli : *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours* qui analyse dans un chapitre le comportement politique de l'intelligentsia française pendant la période du Front populaire¹. Incontestablement, ces études viennent, bien tardivement, combler un vide. On ne disposait en effet, jusqu'ici, que d'une histoire fragmentée et lacunaire des relations entre les intellectuels et le mouvement ouvrier dans une période parmi les plus mouvementées et les plus passionnantes de l'histoire contemporaine qui voit le déclenchement d'une explosion révolutionnaire conjointement en France et en Espagne, après une victoire électorale des partis ouvriers. Les études de David Caute et de Herbert R. Lottman demeuraient à cet égard très incomplètes et superficielles dans leur analyse². Au contraire, les études récentes que nous avons mentionnées, si elles n'apportent aucune révélation sensationnelle, ont le mérite d'éclairer et d'approfondir une histoire encore mal connue et de jeter, en même temps, quelques pistes de recherches. Cet éclairage permet de resituer les auteurs et les œuvres dans leur contexte, et de remettre à leur plus juste place les hommes et les différents courants et groupes littéraires ou artistiques. Elles réhabilitent notamment les écrivains et des groupements minoritaires très actifs, jusqu'ici dédaignés par les historiens : c'est le cas pour le groupe *Contre Attaque* qui réunit pendant un temps Breton et Bataille et pour le groupe *Octobre*. Des intellectuels originaux, en marge des courants traditionnels, comme Victor Serge, Georges Bataille, Simone Weil, Henri Poulaille, éclipsés le plus souvent par les ténors qui sont

Gide et Malraux, sortent de l'oubli. Géraldi Leroy et Anne Roche leur consacrent deux longs chapitres. Dans la revue *Europe*, Francis Marmande étudie le groupe *Contre-Attaque* tandis que Roger Bordier s'intéresse au groupe *Octobre*. On comprend mal, par contre, pourquoi Pascal Ory et Jean-François Siri-nelli, sous prétexte que ces intellectuels étaient « isolés » ne leur consacrent au total que 18 lignes dans un ouvrage qui ne comporte pas moins de 264 pages ! Parti-pris ou ignorance ? La question est posée d'autant que ces 18 lignes comprennent des déformations et des erreurs en nombre élevé et qui sont assez étranges, pour ne pas dire inadmissibles, de la part de spécialistes³ !

L'idée commune à toutes ces études est de supposer que l'avènement électoral du Front populaire, puis la grève générale en France et la guerre civile espagnole, ont entraîné un bouleversement dans le champ culturel et modifié les rapports de force au sein de l'intelligentsia. L'année 36, donne naissance à des œuvres aussi différentes que *Sang noir* de Louis Guilloux, *Mort à Crédit* de Céline, *L'Amour fou* d'André Breton, sans oublier au cinéma l'admirable *Crime de Monsieur Lange* de Renoir, tourné à l'automne 35 et qui sort en janvier 36, marqué par l'atmosphère et l'accent inimitables du groupe *Octobre*. Quels rapports existe-t-il entre les différentes formes de la fiction : poésie, roman, théâtre, cinéma, peinture et les événements politiques qui se déroulent en France et en Espagne et nous devrions ajouter en U.R.S.S. ce qui semble un peu oublié par l'ensemble de nos auteurs ? Telle est, sous sa forme très générale, la question posée par la revue *Europe* et par l'ouvrage de Géraldi Leroy et Anne Roche qui analyse les positions politiques et la réaction des écrivains français devant le Front populaire et comment celui-ci est transposé dans leur œuvres, en particulier dans le roman. Le parallèle entre les événements politiques de l'année 36 et la production culturelle et artistique est conçu, ainsi que l'écrit Henri Béhar, non pour « établir un lien de cause à effet » mais pour « fixer les idées, montrer sur quelle toile de fond historique se joue la scène culturelle »⁴.

Disons d'emblée que la richesse de l'information, le récit coloré et vivant, la clarté de la démonstration, font du livre de Géraldi Leroy et Anne Roche une lecture passionnante. La partie la plus neuve et la plus originale de leur ouvrage est sans doute celle où ils analysent de manière très fouillée le mouvement des intellectuels de droite et d'extrême droite hostiles au Front populaire. Le panorama qu'ils nous présentent est impressionnant : ce courant, en réalité hétérogène, rassemble de gros bataillons depuis *l'Action française* de Maurras en passant par *Gringoire* et *Candida* dont les tirages respectifs, 500 000 exemplaires et 465 000 exemplaires dépassent de loin ceux de la presse hebdomadaire de gauche. Ils disposent de journalistes et d'écrivains expérimentés, dont la plupart ont fait leurs armes à *l'Action française* : Léon Daudet, Thierry Maulnier, Robert Brasillach, Lucien Rebatet. Henri Béraud, romancier et pamphlétaire anti-communiste forcené met sa plume au service de *Gringoire*. Ce journal présente de manière paroxystique les grèves de 36 comme l'expression du banditisme et de la terreur. Les manifestations ouvrières sont dénoncées comme un ramassis de « doctrinaires crépus, conspirateurs furtifs, régicides au teint verdâtre, pollaks mités, gratin de ghettos, contrebandiers d'armes, pistoleros en détresse, espions, usuriers, gangsters, mar-

chands de femmes et de cocaïne » qui « accourent, précédés de leur odeur, escortés de leurs punaises »⁵. En fait, la xénophobie et l'antisémitisme sont les thèmes constants et communs à tous ces organes de la presse de droite. Le meilleur exemple en est la campagne contre Salengro dans laquelle se distinguent par leur haine et leur acharnement Béraud et Maurras qui ne s'arrêtent devant aucune insulte et aucun coup bas : Salengro devient « Grensalo » (Maurras), « Salengro et en détails » (Daudet). Blum s'attirant, lui aussi, de la part des mêmes, son flot d'injures : « le youtre inspiré », « l'hébreu radio-phonique », etc. Maurras atteint le sommet en déclarant que le « juif Blum » est « un homme à fusiller, mais dans le dos ». Comme le soulignent très justement Géraldi Leroy et Anne Roche : Maurras applique au Front populaire « une grille de lecture idéologique a priori qui le condamne sans appel comme l'expression d'une 'démocratie enjuivée' »⁶. Pour Maurras, la misère, le chômage et les souffrances ouvrières, sont autant de « sonnettes marxistes ». Dans le concert hystérique de la presse de droite, *Je Suis partout* est le plus virulent. Le journal se veut moins conservateur que ses confrères, plus « révolutionnaire », et affiche ouvertement sa sympathie pour le régime et la personne de Mussolini et pour le nationalisme-socialisme. Il est consternant de voir la poésie mise à contribution : « Lorsqu'il parle aux Italiens de la terre natale et d'au-delà des mers, Mussolini est un grand poète [...] et poète aussi, [...] cet Hitler qui invente des nuits de Walpurgis et des fêtes de mai. »⁷, écrit Brasillach qui ne nous dit pas si la nuit à laquelle il pense est celle des longs couteaux ! R. Brasillach, Lucien Rebatet, qui signe François Vinneuil, donnent au journal le ton outrancier qui le caractérise. Les intellectuels et écrivains favorables au Front populaire sont traités de « zozos de la révolution », de « clowns sur les tréteaux ». Les cibles favorites de *Je Suis partout* sont Aragon, Jean Cassou, André Malraux, « Les Trois Parques de la Maison de la Culture ». Malraux, un peu moins maltraité que les autres, apparaît sous la plume de Rebatet dans *Décombres* « avec une figure de maniaque sexuel dévoré de tics, [...] espèce de sous-Barrès bolchéviste rigoureusement illisible ». ⁸ Mais l'impact de *Je Suis partout* sur l'opinion est faible, il semble surtout avoir été lu que par une frange de l'extrême droite, son tirage demeurant restreint, estimé à 50 000 exemplaires, très en-deça de ceux de *Gringoire* et *Candide*. L'un des mérites du livre de Géraldi Leroy et Anne Roche est de nous donner une analyse jusqu'ici inédite de la revue *Combat* qui se situe dans la mouvance du maurrassisme et qui occupe une place marginale et originale parmi les publications de droite. Moins populaire, plus « intellectuelle », *Combat* est une revue dont l'audience est plus confidentielle. Dirigée par Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier, elle a pour principaux collaborateurs : P. Andreu, Brasillach, Maurice Blanchot, G. Blond et Claude Roy, qui signe Claude Orland, le benjamin de l'équipe. *Combat*, qui se veut avant tout une revue de réflexion doctrinale, un « laboratoire d'idées », trouve l'occasion d'élargir son audience par l'entremise de *L'Insurgé* dont le ton est plus virulent et où l'on retrouve les mêmes collaborateurs. *L'Insurgé* voit partout les preuves d'un complot communiste et dénonce à travers le Front populaire les préparatifs d'une révolution de type soviétique !

L'itinéraire politique compliqué de Pierre Drieu La Rochelle est étudié avec précision et avec soin. Ami de Raymond Lefebvre et surtout d'Aragon, Drieu a fréquenté les surréalistes, il a participé au procès Barrès organisé par ceux-ci et signé une des contributions au pamphlet *Un cadavre* dirigé contre Anatole France. En 1927, sa sensibilité politique le porte plutôt vers le parti radical, mais à partir de 1933-1934, année charnière et décisive pour beaucoup d'intellectuels, il amorce une nouvelle évolution qui l'amène finalement à militer au P.P.F. de Doriot et à écrire dans *l'Emancipation Nationale*. Ce n'est qu'en 1938 qu'apparaît chez Drieu le thème antijuif qu'il développe dans son roman *Gilles*. De leur côté, Pascal Ory et Jean-François Sirinelli suivent le parcours d'un intellectuel, critique littéraire brillant, Ramon Fernandez qui, parti de la gauche anti-fasciste, s'en éloigne après février 1934 pour se retrouver lui aussi aux côtés de Doriot. ⁹

Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, comme les auteurs du livre *Les écrivains et le Front populaire*, ont raison de souligner l'importance du choc des événements du 6 février 1934 dans la conscience des intellectuels qui les amènent à se radicaliser et à se rapprocher des organisations ouvrières. *L'appel à la lutte*, dont l'initiative revient aux surréalistes, puis la fondation du Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes apparaissent comme une réaction à la politique de division de l'Internationale communiste et une volonté ferme de s'opposer à la menace du fascisme. Ce mouvement sain, en direction du front unique, a été en réalité, peu de temps après, détourné dans ce que Gérard Leroy et Anne Roche appellent très justement la « mystique de l'antifascisme » et aboutit dans le Rassemblement du Front unique.

Dans le courant intellectuel favorable au Front populaire, l'hebdomadaire *Marianne*, que dirige Emmanuel Berl, occupe une place originale. *Marianne* n'est pas un journal militant et son ton est modéré. Il jouit d'une certaine indépendance grâce à la personnalité de son directeur. Mais la figure de proue, en même temps que le véritable représentant de la « mystique du Front populaire », est incontestablement *Vendredi*. Fondé le 8 novembre 1935, *Vendredi* se réclame de la tradition dreyfusarde et fait consciemment remonter ses origines à la riposte aux événements de février 1934. Comme l'écrit l'un de ses fondateurs, il est né du « même dégoût, de la même indignation, de la même révolte qui ont inspiré ces organisations que sont le Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes et le Comité de Rassemblement populaire ». ¹⁰ En fait, comme le suggèrent Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, l'idée est vraisemblablement due à André Chamson, convaincu par les événements de février 1934 que la gauche manquait d'un organe de réflexion et de riposte face aux puissants hebdomadaires de droite. *Vendredi* tend à se démarquer de *Marianne* « trop parisien » et de *La Lumière* « trop provincial » et recherche des collaborateurs de prestige : Alain, Giono, Gide, Malraux. Son comité central est composé est composé de Chamson, Jean Guhenno et Andrée Viollis, cette dernière étant proche du parti communiste. Se voulant indépendant des partis, l'histoire de *Vendredi* reflète fidèlement l'évolution du Front populaire lui-même. Né dans l'euphorie, *Vendredi* finit sa course dans la désillusion et le désenchantement. Fidèle soutien au gouvernement Blum et à sa politique, le journal est néanmoins tiraillé par des con-

traditions internes qui trouvent leur source dans l'impasse politique du Front populaire (la pause, puis la non-intervention en Espagne). Mais toutefois ce soutien demeure indéfectible comme le démontre très bien l'incident qui oppose Guéhenno à Gide à propos des procès et de l'U.R.S.S. ¹¹

De toutes ces études, seul l'ouvrage de Géraldi Leroy et Anne Roche renvoie explicitement aux procès de Moscou comme une composante de la situation internationale reliée à la politique du Front populaire voulue par Moscou. Ils le font cependant de manière insuffisante et qui pose un problème. Ces auteurs contestent le point de vue de Victor Serge selon lequel la classe ouvrière en France a subi simultanément « la démoralisante influence des défaites d'Espagne et des massacres de Russie » et écrivent que les procès de Moscou ne « semblent pas avoir marqué l'opinion, à beaucoup près, autant que l'Espagne ». ¹² Si l'on parle de l'opinion dans son sens large et surtout dans celui qu'on lui donne aujourd'hui, Géraldi Leroy et Anne Roche ont sans doute raison. Mais il est impossible de nier l'importance du choc des procès et des exécutions sanglantes qui se déroulent en U.R.S.S. d'août 1936 à 1938 dans la conscience des militants ouvriers et surtout des cadres organisateurs de la grève générale qui tournaient leur regard vers l'Espagne et vers l'U.R.S.S. Il est impossible de nier le déchirement politique et le trouble de nombreux militants comme il est impossible de nier la fracture causée par les procès dans l'intelligentsia française qui semble avoir été encore plus profonde dans les milieux intellectuels radicaux aux Etats-Unis à cause sans doute de la relative faiblesse du parti communiste américain dont les méthodes de gangsters n'eurent pas raison de la volonté de protestation. ¹³

Est-ce un hasard si les procès de Moscou ne sont qu'à peine mentionnés, ici et là par allusions, dans la revue *Europe* ? Les auteurs de l'article consacré à la revue *Commune* réussirent le tour de force de ne parler que des positions culturelles de celle-ci sans souffler un mot des articles des transfuges du sur-réalisme, les Aragon, Sadoul et Unik, aux avant-postes pour défendre les accusations de Vychinsky et les plus prompts à pourfendre les « scandaleux avocats de Trotsky et de ses complices ». ¹⁴ Jean Albertini se livre à un subtil exercice de dénigrement des intellectuels anti-staliniens. Notre sentencieux professeur parle de la « caution fournie à la défiance à l'égard de l'U.R.S.S. » par André Gide à son retour de voyage sans que ce dernier « en ait mesuré sans doute toutes les conséquences ». ¹⁵ Pas un mot de la campagne haineuse contre l'écrivain menée par les amis de Monsieur Albertini de l'époque ni du chantage sur l'auteur du *Retour de l'U.R.S.S.* exercé depuis l'Espagne ! Les critiques de Gide n'avaient rien que de très légitime, consent Albertini, pour nous dire aussitôt, une ligne plus loin, que Lucie Mazauric et André Chamson qui s'étaient rendus eux aussi en U.R.S.S., après Gide, en simples « touristes » ont eu « une toute autre perception de la réalité soviétique ». Comme quoi, tout le monde était de bonne foi et personne n'avait raison ! Tout l'article est un dosage perfide et hypocrite, destiné à déconsidérer l'activité des intellectuels qui se sont élevés contre les crimes du stalinisme, et vise, en particulier, à monter en épingle l'attitude responsable et révolutionnaire d'Eluard en l'opposant à celle de Breton qui se « tient sur la réserve, boudant le Front populaire au nom de la pureté révolutionnaire et doctrinale ». ¹⁶ Au

mépris de la vérité la plus élémentaire, Albertini écrit que « le succès électoral de mai laisse Breton de glace et, même après le coup de force franquiste, il n'accordera son soutien qu'aux fractions anarchiste et trotskyste espagnoles, bientôt contre tout le reste des forces de la République-sœur, dans les terribles luttes internes qui seront un des éléments de sa défaite. »¹⁷ Albertini pratique en virtuose l'art du jésuitisme : victimes et bourreaux sont mis sur le même plan et rendus ensemble responsables de la défaite ! Notre professeur se garde bien de nous dire de quelles luttes internes il s'agit. Il lui faudrait dire alors que les victimes de ces « luttes internes » étaient toutes membres des organisations anarchistes, socialistes, du P.O.U.M., trotskystes et que les assassins et bourreaux étaient *tous* des agents du G.P.U. Eluard, au contraire de Breton, nous dit encore Albertini, prononçait à Londres un discours dans lequel il « mettait au compte de la poésie véritable [...] la révolution *des Asturies, les grèves de France et de Belgique...* » et ne figure pas parmi « les signataires d'un tract surréaliste, début septembre, contre le procès Zinoviev-Kamenev, et va publier, dans *l'Humanité* du 17 décembre 1936 [...], le poème *Novembre 1936* [...], dirigé autant contre la bourgeoisie française et internationale que contre ceux qui assiègent *Madrid, ville habituelle à ceux qui ont souffert...* »¹⁸ Nous ajouterons à l'adresse de M. Albertini qu'Eluard, non seulement ne signait pas les tracts de ses amis surréalistes contre les procès de Moscou, mais s'en vantait comme dans cette lettre à Gala où il parle de Breton : « Je le vois de temps en temps. Il est très enfoncé dans les histoires du procès de Moscou. Moi pas ». ¹⁹ Quant à nous, nous préférons à tous les poèmes « révolutionnaires » d'Eluard l'attitude de Benjamin Péret en Espagne, luttant les armes à la main dans une colonne anarchiste sur le front, sans pour autant cesser d'écrire des poèmes, mais sans mélanger les genres.

Un chapitre des *Ecrivains et le Front populaire* et plusieurs articles de la revue *Europe* sont consacrés au groupe *Contre Attaque* et au groupe *Octobre*. Ce dernier est né de la rencontre entre Pierre Prévert et les comédiens du groupe *Prémices*. Il en résulte un théâtre neuf et percutant d'agitation politique qui n'est pourtant pas de la propagande, l'humour ni la poésie ne perdant leurs droits. La politique patriotique du P.C.F. après le pacte Staline-Laval, les crimes du stalinisme en Espagne, mettront fin à l'aventure merveilleuse de la troupe en creusant un fossé entre ses membres qui entendent rester fidèle au Parti et ceux qui se sentent plus proches des positions trotskystes. Roger Blin précisera, plus tard, que la politique du P.C.F. et du Front populaire s'opposaient à l'esprit même du groupe *Octobre* dont « l'existence et le programme étaient entièrement anticolonialistes, antipoliticiens, antimilitaristes, anticurés, et dans une certaine mesure, antisocial-démocrates, nous n'avions plus de raison d'exister ». ²⁰ L'anticléricalisme virulent du groupe *Octobre* ne pouvait s'accommoder de la politique de « la main tendue », l'hostilité à l'armée et à la police devenait soudain incompatible avec le slogan « Vive l'armée républicaine ». En définitive, la Marseillaise avait étouffé le chant de révolte de *La Bataille de Fontenoy*, chef d'œuvre du groupe *Octobre*. Roger Bordier dans *Europe*, transformant pour la circonstance le groupe *Octobre* en éléphants — on se demande pourquoi ! — au mépris de la vérité historique, ne veut voir en lui que « l'un des constructeurs du Front popu-

laire, l'un des artisans de sa victoire », dans un article qui n'apporte strictement rien par rapport au travail magistral de Michel Fauré sur le sujet. ²¹

L'étude de Géraldi Leroy et Anne Roche et l'article de Francis Marmande dans *Europe* sur *Contre Attaque* sont complémentaires. *Contre Attaque*, fondé en septembre 1935 par Breton et Georges Bataille, est né du refus de la remise en cause par les organisations ouvrières « des principes révolutionnaires » après le pacte Staline-Laval et la « carence de ces partis [...] l'impuissance de leurs mots d'ordre à l'occasion du conflit italo-éthiopien... » ²². Les intellectuels regroupés derrière Breton et Bataille entendent contribuer à un nouveau développement de « l'offensive révolutionnaire ». Leur manifeste du 7 octobre 1935 prédit que le Front populaire, qui n'a pas encore triomphé sur le plan électoral, est voué à la « faillite ». Mais la position politique de Bataille, qui reprend à son compte le mot d'ordre de la Gauche révolutionnaire de Pivert appelant à la transformation du « Front populaire de défense en Front populaire de combat » est loin d'être cohérente. Il se fait le défenseur, au sein de *Contre Attaque*, de l'utilisation des armes psychologiques et affectives (le fanatisme, etc.) du fascisme pour combattre celui-ci et la bourgeoisie. Les surréalistes ne suivent pas Bataille sur ce terrain et dénoncent les « tendances sur-fascistes » de ce dernier. Le groupe est dissous en mai 1936 au moment où le Front populaire accède au pouvoir. Francis Marmande s'interroge sur le sens de *Contre Attaque* : « Marxisme hétérodoxe, par rapport à l'autre, ou débordement marginal ? Critique interne ou ultra-gauchisme provocateur ? » ²³ En fait, *Contre Attaque* n'est pas une organisation politique, mais selon nous, elle n'en exprime pas moins une tentative de trouver une issue révolutionnaire face à la politique de trahison des organisations ouvrières traditionnelles et la politique naissante du Front populaire et témoigne d'une lucidité remarquable à un moment où la majorité des intellectuels dits de gauche allaient succomber aux charmes empoisonnés de celle-ci. Le reproche que l'on peut adresser à l'étude de Francis Marmande est d'analyser *Contre Attaque* presque uniquement selon le point de vue de l'activité de Bataille et de ne pas prendre suffisamment en compte la richesse et l'originalité de toutes les composantes du groupe. Philosophiquement et politiquement, Bataille et Breton se situaient sur des terrains très différents qui rendaient leur rupture quasiment inévitable.

Dans *Les écrivains et le Front populaire*, Géraldi Leroy et Anne Roche se livrent à une intéressante enquête à travers les *Mémoires* de protagonistes actifs des années trente et comparent les souvenirs de Jean Cassou, Claude Jamet, Jean Guéhenno avec ceux de Daniel Guérin, plus lucide sur les contradictions et l'impasse du Front populaire. ²⁴ Mais l'intérêt majeur de leur livre est l'examen inédit et captivant, remarquable de clarté, qu'ils nous donnent du foisonnant univers romanesque, ouvrages écrits à chaud ou plus tardivement, qui ont pris pour thème ou pour toile de fond les événements du Front populaire ; ceux des écrivains de droite qui donnent une description défavorable : *La Terre rose* d'Alain Laubreaux, *Bouboule ou le Front populaire* de T. Trilby, *Travelingue* de Marcel Aymé, *Mort à Crédit* de Céline, et, du côté des descriptions favorables, des œuvres comme *Fesse-Mathieu l'anonyme* de Joseph Jolinon, *La Grande lutte* de Tristan Rémy. Dans ce roman, le person-

nage central, syndicaliste actif et militant communiste, s'interroge sur le sens des directives syndicales qui « adjurent de normaliser la situation, de faire en sorte que l'expérience du gouvernement se déroule dans le calme [...]. Nous avons laissé notre idéal révolutionnaire pour composer l'atmosphère de paix sociale. La paix sociale que rêvent ces messieurs, c'est le droit de diriger en paix leurs profits capitalistes ». ²⁵ Interrogation capitale qui symbolise la conscience déchirée de toute une génération de militants désorientés par la politique du Front populaire. Il est impossible de donner ici une idée exacte de la richesse de cette analyse et nous ne pouvons que renvoyer nos lecteurs au livre lui-même.

Cependant, on ne peut réduire la fiction au genre romanesque, ce qu'ont délibérément choisi de faire Géraldi Leroy et Anne Roche, contrairement à la revue *Europe* dont le propos est de nous donner un aperçu général de la création littéraire et artistique. Signalons sur ce point, l'intéressante étude de Serge Fauchereau sur les arts plastiques et la peinture. 1936 fut-elle l'année d'un débat sur le réalisme et le triomphe de celui-ci en littérature et en art ? Rien n'est moins sûr. Comme le souligne Serge Fauchereau par réalisme beaucoup d'artistes « entendaient quelque chose de plus large que le réalisme ». Des peintres comme Léger, Delaunay réalistes plus « abstraits » que les Lurçat et Gromaire, voulaient en définitive, « concilier en toute liberté formes et réalistes et formes géométriques, le réel et l'imaginé ». ²⁶ Tout l'effort du surréalisme est alors dirigé vers la résolution de l'antinomie du rêve et de l'action, du réel et de l'imaginaire, et les œuvres des années 1936 et 1937 ne sont pas les moins riches dans le domaine poétique que dans le domaine pictural comme en témoignent les œuvres de Tanguy, Miro, Ernst, Dominguez, dont certaines sont montrées à l'exposition internationale du Surréalisme qui se tient à Londres du 11 juin au 4 juillet 1936. C'est André Breton lui-même qui souligne, l'année suivante, l'exceptionnelle conjonction entre cette exposition internationale et le déferlement de la grève générale en France qui signifie pour lui que « la révolution française a commencé » reprenant ainsi textuellement la formule de Trotsky. ²⁷

Nous concluons ce bilan, encore trop incomplet, des études récentes consacrées aux intellectuels et le Front populaire par une remarque d'ordre général. Si l'on excepte, encore une fois, les travaux de Géraldi Leroy et d'Anne Roche, qui sont les seuls à étudier ceux qui, même « minoritaires », ont « perçu le Front populaire autrement que comme une victoire de la gauche » ²⁸, la plupart des études gommant la contradiction majeure entre ces partis de « gauche » au pouvoir et le mouvement réel des masses qui aspiraient à un changement révolutionnaire profond de la société. Dans ces études, le Front populaire devient une entité abstraite, homogène, qui noie dans un brouillard rose et idyllique la réalité historique. A l'heure où un autre Front populaire, d'un autre type, vient de quitter la scène politique, et où certains s'ingénient à jouer l'air de l'union sacrée, il était peut-être pas de mauvais ton de rappeler les heures noires du Front populaire de 1936, celles des fusillades de Clichy ou celles des assassinats de militants révolutionnaires en Espagne.

NOTES

1. Géraldi Leroy, Anne Roche, *Les écrivains et le Front populaire*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 323 pages. « Arts et Littérature », *Europe*, mars 1986, N° 683, 207 pages. Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les Intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Armand Colin, 1986, 263 pages. Signalons également les actes d'un colloque tenu à Aix-en-Provence, les 5-7 mai 1983 qui ont été réunis et publiés en 1985 : *Des années trente : groupes et ruptures*, Centre régional de publications de Meudon-Belleville, Editions du C.N.R.S., 1985, 298 pages. Au sommaire, plusieurs études sur des revues des années trente : *Europe*, *La critique sociale*, *Inquisitions*, *Le grand jeu*.
2. David Cauter, *Le communisme et les intellectuels français 1914-1966*, Gallimard, 1967, 474 pages, et Herbert R. Lottman, *La rive gauche*, Seuil, 1981, 390 pages.
3. Dans leur chapitre « Sous le signe du Front populaire 1934-1938 », *op. cit.*, pp. 93-113, Pascal Ory et Jean-François Sirinelli font remonter le courant des intellectuels antistalinien à 1935 ! Dans les dix-huit lignes qu'ils daignent accorder à ces « quelques isolés » (p. 109) ils écrivent pas moins que la libération de Serge fut obtenue en 1935 (au lieu de mai 1936), que ces « isolés » dénoncèrent fin août 1936 « l'équivoque (sic) des procès de Moscou, sans d'ailleurs consacrer une ligne à ceux-ci. Ils font de Victor Serge le fondateur du Comité d'enquête sur le procès de Moscou en reprenant purement et simplement les affirmations de l'auteur des *Mémoires d'un révolutionnaire* sans les vérifier.
4. Henri Behar, « Le tournant des rêves », *Europe*, p. 4.
5. Géraldi Leroy, Anne Roche, *op. cit.*, p. 29.
6. *Ibidem*, p. 32.
7. *Ibidem*, p. 55.
8. *Ibidem*, p. 60.
9. Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *op. cit.*, pp. 95-96.
10. Géraldi Leroy, Anne Roche, *op. cit.*, p. 98.
11. *Vendredi* refusa à Gide la publication d'une lettre de protestation aux insultes et aux calomnies de Ilya Ehrenbourg. Pascal Ory et Jean-François Sirinelli écrivent *op. cit.*, p. 109, qu'après « le scandale suscité par la sortie, en novembre 1936, du *Retour de l'U.R.S.S.*, il n'est pas certain qu'en dehors des familiers de l'auteur la perturbation du monde intellectuel, si elle fut large, ait été profonde » sans donner la moindre preuve alors qu'il semble bien au contraire qu'elle a été large et profonde au point de déchaîner les intellectuels aux ordres des P.C. et les compagnons de route depuis Valence, Madrid, en passant par New York jusqu'à Paris.
12. Géraldi Leroy et Anne Roche, *op. cit.*, p. 179.
13. Est-il besoin de souligner que pas un de ces spécialistes et universitaires ne se réfèrent au numéro spécial : « Les procès de Moscou dans le monde » des *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3, juillet-septembre 1979, et continuent de professer pour cette revue une indifférence souveraine et méprisante.
14. Aragon dans *Commune*, mars 1937.
15. Jean Albertini, « A l'heure du bouillonnement », *Europe*, p. 17.
16. *Ibidem*, p. 14.
17. *Ibidem*.
18. *Ibidem*.
19. Lettre d'Eluard à Gala, 14 février 1937 dans *Eluard, lettres à Gala*, Gallimard, 1984, p. 275.
20. Michel Fauré, *Le groupe Octobre*, Christian Bourgois, 1977, pp. 344-345.
21. Roger Bordier, « Les éléphants du groupe Octobre », *Europe*, pp. 101-107. La meilleure étude du groupe Octobre demeure le livre de Michel Fauré.
22. André Breton, préface à *Position politique du surréalisme*, Denoël-Gonthier, 1972, p. 12.
23. Francis Marmande, « De *Contre Attaque* à *Acéphale* », *Europe*, p. 62.
24. Géraldi Leroy, Anne Roche, *op. cit.*, pp. 188-197. Jean Guhenno, *Journal d'une révolution*, Claude Jamet, *Notre Front populaire*, Jean Cassou, *Une vie pour la liberté*.
25. *Ibidem*, p. 243.
26. Serge Fauchereau, « Les arts plastiques. Une préoccupation communautaire », *Europe*, p. 118.

27. André Breton, « Limites non-frontières du surréalisme », 1937, in *La clé des champs*, J.-J. Pauvert, 1967, pp. 14-15.
28. Géraldi Leroy, Anne Roche, *op. cit.*, p. 12. Ces auteurs estiment que le Front populaire reste aux yeux de tous les écrivains « un gouvernement révolutionnaire » et « que la critique de l'extrême-gauche n'a aucun effet sur la littérature du temps — ou d'aujourd'hui ». Si l'on se réfère aux seuls romanciers l'argument a un certain poids et peut paraître même convaincant, il en va tout autrement si l'on considère les écrivains en général pour ne pas parler de l'ensemble des artistes.

NOTES

Agnès Barcelo

La lutte contre le fascisme au Brésil : du Front unique antifasciste à l'Alliance nationale de Libération

Entre 1935 et 1933, avec le Front unique antifasciste d'abord, l'Alliance nationale de libération ensuite, le Brésil a fait l'expérience de deux « fronts ». Pour « une révolution manquée » selon l'expression de Daniel Guérin ? C'est ce que nous allons tenter de déceler dans le cours de cette brève étude comparative.

Les Fascistes : Intégralistes

Les années 30 voient l'apparition au Brésil de plusieurs mouvements se réclamant du fascisme, se prononçant pour l'abolition du suffrage universel et l'instauration d'un Etat syndical-corporatiste sous l'égide de la propriété privée, de la famille, et de Dieu. Dans la période qui nous intéresse, le fascisme brésilien est représenté par l'Action intégraliste brésilienne (A.I.B.) créée et dirigée dès mi-1932 par Plinio Salgado. Les développements de ses noyaux, *Bandeiras integralistas*, est rapide. Elle organise des manifestations et des rassemblements spectaculaires et laisse planer le doute sur la façon dont elle compte arriver au pouvoir, *golpe* ou voie parlementaire. Le bluff est un des éléments de sa politique et la direction annonce que le mouvement est passé de 200 000 membres en 1934 à « un million au minimum » en 1936, date à laquelle Salgado en personne promet à Vargas de mettre à sa disposition « 100 000 Chemises vertes pour lutter contre le communisme ».

Les classes dirigeantes accueillent d'abord le mouvement avec curiosité, mais commencent à s'inquiéter quand il se développe et semble contribuer au « désordre ». Le gouvernement cependant refuse de l'interdire et songe bien plutôt à l'utiliser pour effrayer la bourgeoisie et frapper les communistes.

Les Alliés éventuels : les tenentes

C'est en 1922 que les *tenentes* (lieutenants) ont surgi dans la vie politique brésilienne avec le soulèvement des jeunes officiers du fort de Copaca-

banas pour un gouvernement fort et honnête à la place des généraux corrompus. Deux ans plus tard, c'est encore un soulèvement de *tenentes* à Sao Paulo qui aboutit à l'épopée de la « colonne Prestes » : deux mille kilomètres d'une « Longue Marche » qui ne parvient pas à soulever les paysans opprimés. En 1930 enfin, la majorité des *tenentes* ont incontestablement soutenu le coup d'état de Vargas.

Nés dans les classes moyennes, ils ont du mal à se défaire de l'idéologie libérale ; vivant dans l'armée, ils ne peuvent se défaire d'une vision militaire du monde. S'ils se sont soulevés dans les années 20, c'est parce que leurs supérieurs détenaient le pouvoir. Tout les oppose au fond au prolétariat qui veut changer la société, et non ses dirigeants. Ils veulent certes des changements, mais sans la participation des masses, qu'ils veulent contrôler. Le *tenentisme* est un mouvement critique, mais pas extrémiste, qui veut améliorer le fonctionnement, non changer les bases. Il est d'ailleurs divisé en une tendance « politique », proche des dissidents de l'oligarchie et une tendance « sociale » qu'incarne Luis Carlos Prestes et cette division se manifeste avec éclat en 1930, date à partir de laquelle ils s'emparent de nombreux gouvernements locaux, occupent des postes gouvernementaux, fondent des groupes de pression, Légions ou Clubs comme le *Clube 3 de Outubro*. De 1930 à 1932, ils ont fait dans la vie locale une poussée fulgurante, mais, à partir de 1932, ils reculent et déclinent, y compris dans l'Armée, face à la hiérarchie traditionnelle.

La base du combat : la classe ouvrière

L'industrialisation a développé un prolétariat national, plus seulement immigré, mais qui n'est encore qu'un amalgame de ruraux vivant de dures conditions de travail. Le nouveau régime, en créant un ministère du Travail entend manifester en même temps son intérêt pour la « question sociale » et sa détermination de restreindre les libertés ouvrières, car ce monde ouvrier est en pleine effervescence, avec des poussées de grève dans tous les centres et sous les formes les plus diverses. Le prolétariat brésilien lutte pour la célébration du 1^{er} mai qui est en quelque sorte le constat de son existence. Il est marqué par son hostilité à « l'impérialisme » souvent incarné à ses yeux par la Light & Power et pour la défense de ses droits acquis et à conquérir. Dans cette perspective, l'ennemi n° 1 lui paraît être l'intégralisme qui menace tout simplement son existence organisée : les manifestations les plus diverses se succèdent alors contre le *Sigma* intégraliste : à cet égard les initiatives du P.C.B. pour créer un mouvement rattaché à Amsterdam-Pleyel et luttant à la fois contre « la guerre » et contre « le fascisme » rencontrent un écho certain.

Les organisations politiques

C'est en mars 1922 qu'est né le parti communiste du Brésil qui ne jouit que de quatre mois de légalité après avoir unifié les sept groupes communistes existants. Dès 1927, il se pose le problème du « prestisme », en d'autres ter-

mes de rechercher l'appui d'un prestigieux chef populaire, même s'il l'analyse comme un petit bourgeois. L'accord est difficile en pleine troisième période de « sectarisme » stalinien de l'Internationale, avec le mot d'ordre du plus schématique « classe contre classe ». Quand Leoncio Basbaum rencontre Luis Carlos Prestes en Argentine en juillet 1929, on ne semble pas parler la même langue. L'émissaire du P.C. parle de nationalisation de la terre et de division des *latifundios*, de nationalisation des usines et des banques étrangères, de l'abolition des dettes extérieures, des libertés d'organisation et de presse, du droit de grève, de la légalisation du P.C., de la journée de huit heures et Prestes met au centre le vote secret, l'alphabétisation, la réorganisation démocratique de la justice, la liberté de la presse et d'organiser des syndicats.

En mai 1930, rompant avec l'Alliance libérale, « opposition de Sa Majesté » aux classes dirigeantes, Prestes fonde la *Liga de Ação Revolucionaria* (Ligue d'action révolutionnaire) qui lui vaut immédiatement les plus vives attaques de la part du P.C. qui dénonce alors dans le « prestisme » la tentative petite bourgeoise de dominer le prolétariat et le mouvement révolutionnaire. En mars 1931 — sans qu'on connaisse avec précision son cheminement — c'est Prestes lui-même qui renie le « prestisme » et se prononce nettement pour « un parti qui soit un parti de classe, un authentique parti du prolétariat, libre de toute influence petite-bourgeoise, tenentiste ou allianciste » afin d'aboutir à « l'expulsion des impérialistes » et à « l'organisation d'un gouvernement des soviets d'ouvriers et de paysans, de soldats et de marins ». Avec l'entrée de Prestes et des siens aux postes de direction, se déroule en même temps un effort systématique de « prolétarianisation » du parti qui contribue à sa marginalisation et nourrit les oppositions.

La principale est de loin l'opposition trotskyste. Elle est née en fait du regroupement des diverses oppositions surgies au sein du parti pendant la « troisième période » parmi les cadres anciens. Le journaliste et critique d'art Mário Pedrosa fonde le premier groupe à Rio-De-Janeiro, à la fin 1929 et, avec une base solide dans les ouvriers du Livre commence à éditer *A Luta de Classes*. C'est le 21 janvier 1931 qu'est créée la Liga comunista internacionalista en tant que section brésilienne de l'opposition de gauche dont le centre se trouve bientôt à Sao Paulo où elle compte plus de cinquante membres. La Ligue se veut une opposition au P.C.. Le nouvel adhérent doit signer une formule qui l'indique clairement :

« Je déclare accepter le programme et la tactique de la Ligue communiste en me soumettant à la discipline révolutionnaire et en luttant par tous les moyens à ma disposition pour que le P.C.B., ayant rétabli dans ses rangs la liberté de discussion et de critique, reprenne dans ses rangs les communistes véritables qui en ont été exclus par les coups de force de la fraction centriste.. »

L'un de ses objectifs est évidemment de convaincre et même de contraindre le P.C.B. de s'engager dans la lutte effective contre l'intégralisme, la lutte « antifasciste » pour de bon.

Le Front Unique Antifasciste

La constitution du front unique antifasciste naît de l'initiative des trotskystes, appuyés par les socialistes et un certain nombre d'intellectuels, combattus avec succès pendant plus d'une année par le P.C. du Brésil, dans les rangs duquel croît cependant l'opposition à cette politique sectaire et le désir de voir le parti se rallier à une politique « unitaire ». Dans la période préparatoire, les efforts communs font naître un journal, *O Homem Livre* (L'Homme Libre). Le Front unique antifasciste proprement dit est, quant à lui, constitué le 25 juin 1934, où il est composé de la Ligue communiste, du parti socialiste et de l'Union des travailleurs graphiques.

Son activité est d'abord une activité de propagande : *O Homem Livre* paraît presque régulièrement jusqu'en janvier 1934, argumente, dénonce l'intégralisme, propose des solutions de combat. Des manifestes successifs fixent les objectifs cependant que les militants s'attachent sur le plan syndical à édifier avec l'Union des syndicats ouvriers de São Paulo une première organisation unitaire de masse. Dans un second temps apparaissent les Groupes de défense destinés à protéger les militants antifascistes et à faire reculer les Intégralistes en leur appliquant la règle « œil pour œil, dent pour dent ». Derrière la propagande qui utilise évidemment énormément l'expérience allemande et la division ouvrière qui a ouvert la route du pouvoir à Hitler, apparaissent d'autres éléments de propagande et d'agitation, esquissant en fait un véritable programme.

Au départ, le ton initial est plutôt moral et humaniste et l'on note le retour d'un vocabulaire significatif : « dignité humaine, fraternité, confiance, inhumain, anti-humain, légitime défense, contrôle ». Mais le chemin est important entre le Manifeste de juillet 1933 et celui d'août 1934, un véritable programme en trois parties. La première concerne les revendications démocratiques ; liberté du citoyen, du travailleur, redéfinition d'une structure sociale non autour d'une élite mais autour de l'ouvrier, droit de choisir son enseignement, de divorcer. La seconde tourne autour de revendications économiques immédiates, propose une véritable législation nouvelle pour l'homme au travail, des conditions nouvelles, le droit d'expression dans l'entreprise, le respect du travail des femmes et des enfants, l'aménagement de structures sociales pour les ouvriers, l'assurance sociale couvrant tous les risques, l'organisation du monde hors du travail, la construction de logements ouvriers, de Bourses du Travail. La troisième partie porte sur les revendications paysannes et revendique la libération du sol et l'abolition des contraintes qui pèsent sur le paysan. Tout l'effort est tourné en direction du P.C.B. dont l'organisation régionale pauliste, sous la direction d'Herminio Saccheta, est en train de tourner sur cette question, malgré la résistance acharnée de la direction nationale toujours sur l'axe de la dénonciation du « social-fascisme ».

C'est à partir du 14 juillet 1933, et du succès de la manifestation anti-intégraliste organisée ce jour à São Paulo que Saccheta et ses camarades franchissent le pas, ou du moins s'y préparent, en assistant aux réunions de façon

officieuse. La seule menace d'une manifestation du F.U.A. contraint l'A.I.B. à renoncer dans un premier temps à sa démonstration de force prévue le 15 novembre 1933. La force grandissante du Front inquiète le gouvernement qui se décide donc à frapper. Tandis qu'*O Homen Livre* suspend sa publication faute d'argent et sous le coup de poursuites, le gouvernement fait occuper le local où doit se dérouler le 7 mars 1934 une manifestation du F.U.A. et le P.C.B. prend prétexte des incidents consécutifs pour annoncer sa rupture avec le F.U.A., un épisode de la lutte interne du P.C. que les dirigeants nationaux ont voulu au nom de la lutte contre « l'impérialisme et la guerre », condamnant, avec le secrétaire général Miranda, la « dérive trotskyste » qui aboutit à la constitution d'un Front unique antifasciste.

C'est l'initiative des Intégralistes qui dénoue la situation. Persuadés de la fragilité du F.U.A. affaibli par la division et l'attitude du P.C., l'A.I.B. se décide à frapper un grand coup en organisant au centre même de São Paulo le 7 octobre un défilé de ses troupes de choc armées, les Chemises Vertes. Le F.U.A. réagit immédiatement en convoquant toutes les organisations adhérentes ou susceptibles de se joindre à lui en vue d'élaborer une action commune qui est aussitôt décidée, avec la participation du P.C.B. dont un communiqué du 4 s'attribue le mérite de la riposte unitaire. Epaulé par quelques **tenentes** qui servent de conseillers techniques, le comité des organisations prépare l'occupation systématique par la population et les groupes de défense des positions qu'il veut interdire aux Intégralistes. Le gouvernement tente un instant de s'interposer en faisant évacuer les forces populaires mais doit reculer devant leur détermination. Il n'y aura que quelques coups de feu à la suite desquels les Chemises vertes, renonçant à leur parade, évacuent le centre de São Paulo pour n'y plus revenir. Force est restée à l'unité ouvrière : l'épopée du 7 octobre est désormais inscrite dans l'histoire du Brésil comme les « quatre heures de dictature du prolétariat ».

C'est pourtant là le sommet de l'action du F.U.A., une épopée, certes, mais sans lendemain. Revenu au Front, le P.C.B. y a attiré aussi les « organisations de masse » qu'il contrôle et, par elles, s'efforcent d'instaurer une majorité qui mène sa propre politique et condamne l'« aventurisme » des autres. Le Parti socialiste (P.S.B.) manifeste de son côté des craintes du même type exigeant une « légalisation » du F.U.A. d'autant plus difficile à obtenir que les organisations qui le composent ne sont en majorité par légales elles-mêmes. Les trotskystes enfin sont secoués par une dure crise interne, Aristides Lobo et Acevedo reprochant aux dirigeants d'avoir, avec l'action du 7 octobre, mené une action aventuriste analogue aux « grèves-suicide » des staliens. Le F.U.A. organise encore une grande manifestation de rue le 15 juin 1935. Pratiquement il a vaincu, puisqu'il a chassé les Chemises vertes de la rue, mais politiquement il est mort et sa succession est ouverte.

L'Alliance nationale de Libération

Le tournant de 1934-35 de l'Internationale communiste se traduit par une reprise en mains de la direction nationale du P.C.B. et de l'I.C. et la

renaissance, sur les cendres du Front unique antifasciste, d'un nouveau type de Front, Front populaire cette fois, que le P.C. lance à partir d'une alliance avec les éléments tenentistes qui avaient techniquement soutenu le F.U.A..

Que s'est-il passé entre les dirigeants de l'I.C. et les dirigeants brésiliens en octobre 1934 entre Luis Carlos Prestes et Dimitrov ? Nous ne le savons pas. Ce qui est absolument certain, c'est que la nouvelle ligne du P.C. va désormais prendre en compte à la fois un programme modéré, de type Front populaire et l'initiative militaire pour laquelle il sait pouvoir compter sur certains éléments de l'armée en vue d'imposer par en-haut un tel programme de « démocratisation » et de « réformes ». C'est en janvier 1935 qu'est rendu public le manifeste de la création de l'Alliance nationale de libération, conçue comme « un vaste mouvement populaire né de la nécessité dans laquelle se trouvent les Brésiliens de s'émanciper du joug étranger ». Un Manifeste-programme est adopté en février et en mars, à Rio de Janeiro, se tient la première session de sa direction, sous la présidence d'honneur de Luis Carlos Prestes. Très rapidement le mouvement reçoit l'adhésion d'organisations et d'individus pour qui il incarne « l'union ». Une presse bien diffusée fait connaître son programme exposé aussi dans des clubs et organisations culturelles.

Il ne s'agit plus désormais d'un front prolétarien. Toute la propagande de l'A.N.L. se fait autour de la personnalité de Prestes, « Chevalier de l'Espérance », « silhouette sereine et noble du plus grand anti-impérialiste jamais né au Brésil », « représentant légitime des aspirations de liberté et de bien être qui battent dans le cœur et l'âme de millions de ses compatriotes ». Le programme est celui de l'« anti-impérialisme » : annulation des dettes, nationalisation des entreprises impérialistes, remise des latifundios au peuple, libertés démocratiques, aide au travail et à l'instruction. La base programmatique est très clairement précisée puisqu'elle associe toutes les classes considérées comme anti-impérialistes, y compris la bourgeoisie nationale, contre l'impérialisme et les latifundistes : « Le gouvernement populaire, surgi du peuple en armes, ne sera pas un gouvernement avec seulement des ouvriers et des paysans, mais un gouvernement de large front unique de tous les Brésiliens anti-impérialistes ». A partir de juillet 1935, la répression gouvernementale ne cesse pas pour autant.

C'est à partir de cette situation de répression et sous son prétexte que les éléments militaires — une partie d'entre eux, tout au moins — qui ont partie liée avec le P.C. brésilien, déclenchent l'action armée dans le plus pur style putschiste. L'insurrection débute à Natal le 23 novembre 1935 et dure cinq jours, elle se poursuit à Recife où elle n'en dure que deux, elle est écrasée à Rio de Janeiro le 27. Avec l'insurrection militaire, c'est le mouvement ouvrier naissant au Brésil dans les années trente qui est écrasé pour longtemps. La classe ouvrière n'a pas bougé, elle n'a même pas été sollicitée : il s'est avéré que les masses ouvrières et paysannes n'avaient pas été conquises par la coalition des militaires et des hommes politiques de la petite bourgeoisie sous le contrôle organisationnel du P.C.. Mauvaise connaissance du terrain ? Voire. En prenant la tête de ce mouvement de masse, en tout cas en le détournant de ses objectifs initiaux, le parti communiste brésilien avait empêché qu'une

vague de fond incontrôlable vienne ébranler les fondements de la société tout entière. La répression qu'il a subie en a certes fait aux yeux de tous « un martyr de la révolution ». Mais en poussant à l'organisation du putsch militaire, « sa révolution à lui », mélange incertain de golpisme et de populisme, le parti communiste du Brésil a étouffé *la* révolution qui pointait à l'horizon.

Ce n'est donc qu'en apparence que l'expérience brésilienne, avec le putsch de novembre 1935, s'oppose aux aspects légalistes du Front populaire développés en France et en Espagne. Le programme et l'objectif du moment étaient identiques. L'échec ne fut pas moins catastrophique que les conséquences.

Lettres de Van à Trotsky (juillet 1935 - décembre 1936)

Les lettres que nous publions ici adressées à Trotsky par notre regretté ami Jean van Heijenoort constituent un véritable document historique. Dans les premiers mois, elles constituent des rapports extrêmement précis sur les exclusions survenues au congrès de Lille des Jeunesses socialistes — Van est parmi les exclus — et la disposition des forces qui prend forme à l'intérieur de la S.F.I.O. sur ces exclusions, dont l'éclatement de La Bataille socialiste et la séparation définitive entre Marceau Pivert et Zyromski n'est qu'un épisode. La seconde partie, plus brève, est une sorte de chronique de la crise de la section française, vécue par Van des deux côtés puisqu'il passa au cours du développement d'une fraction dans l'autre. La troisième est consécutive au bref séjour de Van en Norvège, provoqué par l'agression nazie, puis le déroulement du premier procès de Moscou. Cette correspondance s'interrompt parce que Van va rejoindre Trotsky au Mexique. On a tout de même eu le temps d'entrevoir de façon fugitive l'explosion sociale de 1936, Van « officier » des milices socialistes, les batailles rangées dans les réunions de sections S.F.I.O., la grève de juin 1936 — Van écrit à Trotsky du bureau du directeur occupé par le comité de grève. On y aperçoit aussi le Van historien qui cherche des précédents au procès de Moscou. Et c'est pourquoi nous avons conçu cette publication, non seulement comme celle d'un document d'histoire important, mais aussi comme un hommage à notre Van.

*
* *

30 juillet 1935

J'espère que vous avez reçu mon télégramme. Je vous envoie quelques nouvelles en toute hâte. Une partie du C.N.M. avait préparé systématiquement et silencieusement l'exclusion au congrès, avec l'aide active de Dumon 1-le-staliniste. Chochoy 2, du C.N.M., rappela le congrès de Lille de la C.G.T. en 1921 où se fit l'exclusion des Comités révolutionnaires avec des équipes de matraqueurs. C'est juste. Les gens du Nord créèrent mille provocations. Le service d'ordre nous frappa. Bresler 3 fut sorti évanoui sous les coups des hommes de Lille du service d'ordre. Lagorgette 4, sous couvert de tenter une manœuvre de conciliation, fut celui qui, par ses interventions, permit l'exclusion. Aucune objection ou critique politique : adhésion déjà faite à la IV^e Internationale et « manque de psychologie » !

La gauche de la Seine — nous, Zeller, Spartacus ⁵ — s'était présentée nationalement avec une motion commune. Dans les coulisses, les manœuvres les plus abjectes furent faites pour séparer Zeller de nous et nous de Zeller. Pas la moindre fissure dans la majorité de la Seine n'est apparue au congrès.

Lille étant très excentrique, peu de délégués et c'est le C.N.M. qui avait les mandats de province entre les mains et ce fut lui qui vota en réalité. Une demi-douzaine de délégués de province sont sortis avec nous. Nous avons environ 20 fédérations non représentées.

Il semble que Lagorgette a poussé l'affaire très loin sans accord des sommets du Parti. Mais, devant l'ouvrage terminé, il est fort possible qu'il reçoive un blanc-seing. Ce qui peut nous *sauver*, c'est la réaction de la Fédération de la Seine adultes, qui sera violente dans beaucoup de sections. Actuellement, nous conservons le local, l'appareil en mains, nous luttons sous le signe de la réintégration devant le Parti. J'arrive et je ne connais pas encore de réactions de non-délégués.

La fermeté des camarades délégués est très grande jusqu'à maintenant et ils sont soudés autour des b.l. ⁶ Zeller a, jusqu'à maintenant aussi, une attitude très courageuse. Et quel torrent d'immondices et de saletés avons-nous subi pendant ces deux jours !

En réalité, nous avons largement les 3/4 de la Seine avec nous, la Seine-et-Oise. Mais il nous faut expliquer patiemment aux camarades ce que nous avons vu, entendu et subi, car les fausses informations ne manqueront pas. C'est le premier travail auquel nous nous attelons.

Aujourd'hui, il y aura certainement du nouveau dans la Fédération de la Seine. Je vous tiendrai au courant. Vos conseils ne seraient pas inutiles dans cette situation difficile.

*

* *

1^{er} août 1935

La situation commence à s'éclaircir un peu. Il est sûr maintenant (voir les coupures jointes du *Populaire*) que l'exclusion est définitive. La Commission exécutive de la Seine (Suzanne Buisson, Desphelippon, Zyromski ⁷, etc.) enregistre l'exclusion et passe aux mesures pratiques pour créer une nouvelle Entente dans la Seine. Tous ces misérables gauches se démasquent : ils sont chair de la chair de la bureaucratie. Marceau Pivert est actuellement loin de Paris, dans les Alpes, en train de se soigner. A nos premières informations, sa réponse télégraphique fut : résister, faire appel devant le congrès du Parti. Hier soir, nous avons reçu une lettre de lui où il se montre tout à fait à nos côtés et prêt à nous soutenir dans toutes les batailles. Sur les perspectives d'avenir, pas grand chose. Une délégation de jeunes, avec Rous, va aller probablement le voir.

Hier, j'ai fait mon compte rendu de délégation à la 19^e section des jeunes. Tous sont extrêmement emportés contre la bureaucratie. Seul un élément très réactionnaire a voté contre la solidarisation avec les exclus. Chez les autres, il n'y a pour le moment même pas l'ombre de ce sentiment.

Zeller et ses amis sont toujours étroitement liés à nous. Quant aux spartakistes, la question est différente. Nous n'avons pas encore d'informations absolument sûres, mais voici ce qu'on peut déjà affirmer : ils sont très divisés, les délégués présents au congrès et des éléments de la Seine se rangent pour le moment de notre côté avec fermeté, d'autres éléments proposent ceci : les exclus b.l. doivent signer tout ce qu'on leur demandera pour rester à tout prix dans les Jeunesses et, ma foi, les trotskystes, on les jettera par-dessus bord ; d'ailleurs, nous aussi nous condamnons les fractions et le travail fractionnel, nous ne sommes pas pour la IV^e Internationale métaphysique, etc. Il est fort possible qu'une scission se produise là. Dans quelques jours je vous informerai exactement.

Chez la masse des jeunes, encore des illusions sur la possibilité de réintégration et de pouvoir reprendre « comme auparavant ». Notre campagne pour la réintégration actuellement a pour but essentiel de démontrer où sont les scissionnistes. Mais les jours et même les heures vont vite et les jeunes font en peu de temps une expérience décisive.

Vendredi soir est convoquée une assemblée générale d'information pour les jeunes et aussi les adultes, avec le compte rendu de la délégation de la Seine à Lille.

Déjà au congrès des allusions avaient été faites au sujet des adultes. Elles ne répètent dans la Seine et il est clair que l'exclusion des jeunes crée et va créer une ligne de démarcation extrêmement vive dans toutes les sections adultes sur le plan local, la voie à la scission. De ce côté, aussi les événements peuvent aller très vite. Finie l'ère de progression démocratique dans le Parti. *L'exclusion des jeunes, c'est le Six Février dans le Parti socialiste.*

Je vous demande d'informer Held ⁸ sur ces questions. Je prépare une lettre-circulaire d'information pour notre Internationale à ce sujet et aussi une lettre signée de la Fédération de la Seine pour Belgique, Espagne, Suisse, etc. Malheureusement nous sommes pris complètement par le travail national et même local.

Une question pratique : chargé par Liova ⁹ de m'occuper de l'envoi de la machine à écrire, j'ai télégraphié immédiatement à (Alexis) Bardin ¹⁰. Malheureusement, il est en vacances assez loin de Grenoble et l'envoi à Paris souffrira d'un retard de quelques jours. Je vous tiendrai au courant.

Van

Pour *l'Huma*, l'exclusion est une « saine décision politique ». Reçu votre télégramme. Pas encore la lettre.

*
* *
*

6 août 1935

Voici quelques mots sur la visite à Pivert, d'après les récits de Rous ¹¹ :

Pour Pivert, le sens politique de l'exclusion échappe. C'est l'œuvre de « salauds ». La perspective est la marche, la plus rapide possible, à l'unité totale et c'est seulement dans le parti que pour le moment est le salut. La scission en ce moment est quelque chose d'incompréhensible et d'« irrégulier » en quelque sorte.

De tout l'entretien se dégage ceci : le bloc de la *Bataille (socialiste)* est terminé, c'est la rupture avec Zyromski et l'alliance avec vous pour un travail commun dans la Seine. La base de ce travail serait la motion des jeunes de la Seine. Sur la question de *Révolution*¹² devenant un journal de masse, jeune et adulte, il se montre assez favorable.

Il ne viendra pas à Paris pour la réunion de la C.A.P. (mercredi soir) mais il sera ici pour une grande assemblée d'information, jeunes et adultes, qui aura lieu lundi 12.

Il sera sans doute aussi à Paris pour participer à la Conférence contre l'Union sacrée le 10 août.

Sur la question du nouveau parti révolutionnaire, Pivert est « bien entendu » d'accord. Mais il ne faut pas en parler publiquement, ni même entre nous !

Que pensez-vous d'une visite de Zeller à Honefoss ? Lui-même n'a encore rien dit à ce sujet, mais il se montre très anxieux de connaître vos conseils en face de la situation actuelle ; et actuellement, il tient ferme¹³.

La Conférence Nationale est repoussée jusqu'au mois de septembre. Les causes invoquées sont les événements dans les jeunesses et le manque de préparation. Peut-être. Mais la conférence se tenant le 15 août, réglant l'état de notre organisation au plus tôt, aurait été bien utile.

*
* * *

8 août au soir

Je vais faire effort pour vous exposer le plus clairement et le plus précisément possible où en est la situation ici. Cette nuit s'est tenue la réunion de la C.A.P. qui a examiné la question des jeunes. Pivert était revenu des Alpes pour y assister.

De l'ensemble des débats se dégagent ceci :

— les députés de droite de province ont été muets et ne sont pas intervenus dans le débat (ils sont évidemment pour l'enregistrement de l'exclusion et la coupure la plus radicale). Lebas n'a pas prononcé un seul mot pendant la discussion sur cette question ;

— Zyromski, Lagorgette, Séverac (et aussi Paul Faure)¹⁴ sont pour l'enregistrement pur et simple des décisions de Lille : exclusions enregistrées, nomination par en-haut d'une nouvelle direction chargée de « préparer » un congrès fédéral, réintégration individuelle à examiner sur la base des conditions adoptées à Lille ;

— Blumel et Delépine¹⁵ reconnaissent que le congrès de Lille est anti-statutaire, sont pour la réintégration pure et simple ;

— enfin Blum reconnaît que « nous avons eu tort d'admettre il y a un an les trotskystes tels quels dans l'organisations », qu'« il faut les assimiler », veut une reconnaissance de la discipline, mais est opposé à des exclusions pour le moment et veut chercher une mesure de conciliation (dans les négociations avec les staliniens, qui ne sont pas simples, Blum veut monnayer la peau des J.S. contre d'autres concessions).

Les débats semblent justifier l'hypothèse suivante : l'exclusion fut machinée par les jeunes bureaucrates du C.N.M., Dumon (staliniste), Lagorgette, Zyromski (staliniste), avec l'approbation de Séverac, mais que Blum n'avait pas connaissance de l'exclusion (seulement de mesures de renforcement de la discipline).

A la C.A.P., Zyromski attaque violemment Pivert, à cause de ses lettres, « cause du désordre dans la Seine », fit allusion à certaines propagandes extérieures des Jeunesses qui n'étaient pas celles du Parti. Blum, plus franc, attaqua le défaitisme révolutionnaire et reconnut que la position officielle du Parti était la défense nationale conditionnée.

En fin de compte, il fut nommé une commission composée de Blum, Blumel, Delépine, Séverac, chargée de négocier avec les exclus les réintégrations et d'exiger d'eux les locaux et l'appareil de la Fédération. Rous vota contre, Pivert s'abstint, indiquant qu'il ne faisait pas confiance à une telle commission.

A l'instant, nous (Zeller, Rousset, Rigaudias, Craipeau, Van ¹⁶) venons de nous réunir avec la commission qui est venue nous trouver rue Feydeau. Voici les propositions faites par Séverac : la décision de Lille ne peut être remise en question que sous la forme d'une demande de réintégration. La réintégration ne peut être définitivement enregistrée que par une assemblée nationale du Parti (congrès ou conseil national). En faisant appel, comme vous le faites, vous admettez par cela même la loi du Parti qui est : l'exclu ne peut remplir de délégation (postes de direction) du Parti qu'après sa réintégration. En faisant appel, vous restez membres des Jeunesses, mais vous ne pouvez pas avoir un poste de direction dans les Jeunesses. Le comité nommé par la C.N.M. pour diriger la Seine et nous-mêmes devons faire l'occupation libre et entière du siège, des dossiers, de l'appareil. Blum fit le discours suivant : il faut reconnaître provisoirement une autorité nouvelle. Il faut nous faire confiance pour arranger les choses. Nous pouvons prendre les décisions que nous voulons. Nous pouvons régler les réintégrations avant le Conseil national (prévu pour septembre-octobre). Nous pouvons même vous considérer comme réintégrés dans huit jours. Le Conseil national nous fera confiance et ne reviendra pas sur notre décision.

Finalement, ils nous laissèrent avec le marché suivant :

1) Remettre au Comité (jeunes réactionnaires) nommé par le C.N.M. ou à eux-mêmes (à discuter) la gestion administrative de l'Entente. Remettre archives, dossiers, etc. Nous serons ici chez nous.

2) Signer individuellement la demande de réintégration (reconnaissance de la discipline du Parti, pas de propagande extérieure pour des mots d'ordre qui ne sont pas officiellement ceux du parti ; etc.).

Il nous faut rendre réponse avant samedi minuit. Voilà pour les sommets. Dans les jeunes, la solidarité politique (explication de l'exclusion, régime du Parti, etc.) est très grande (plus que nous pouvions le penser au lendemain du congrès). Mais lorsque se dessine la perspective de la séparation du Parti d'une organisation indépendante, le pas est encore très grand à faire. Devant le bloc des partis du Front populaire, cette perspective les effraie et les écrase. Précisément chez les meilleurs, chez les éléments les plus sérieux (et

non chez les étudiants voltigeurs), ce sentiment est très profond. Et voilà bien le nœud de la situation.

Les spartakistes (si on ose leur donner ce nom !) se démasquent comme des agents de la capitulation devant la bureaucratie. Ils se querellent entre eux et les éléments droitiers se désolidarisent déjà non plus sur la forme mais sur le fond politique (défaitisme révolutionnaire). Ils préparent (dans les conditions actuelles) une offensive contre les trotskystes (à cause de l'appel pour la IV^e) sur cette base : que nous provoquons la bureaucratie !

Pour notre part, il y a eu des résistances même chez nous à la parution immédiate de *Révolution*. Un bon numéro eût été un élément de renforcement considérable. Il faut l'arracher le plus tôt possible.

Nous ne sommes pas encore concertés sur la réponse à faire à la commission de la C.A.P. L'accepter signifie préparer les exclusions individuelles séparés par un C.N.M. despotique, dans des conditions beaucoup moins favorables. D'autre part, toute la situation (événements de Brest) impose une nouvelle organisation. Mais la scission et l'indépendance sont des épouvantails qui troublent la masse des jeunes socialistes (« Vous êtes manœuvrés par les trotskystes », reprennent en chœur Spartacus et Zyromski). La masse des adultes dans la Seine est avec les jeunes, mais cela n'apparaît guère : les Despheilippon, Zyromski et consorts, qui sont les représentants officiels, sont acharnés contre nous. Les jeunes se sentent malgré tout isolés.

Pour samedi soir, nous avons convoqué une assemblée des jeunes de la Seine, avant de rendre la réponse à la C.A.P. Si vous recevez cette lettre à temps, et si vous le jugez utile, vous pouvez nous télégraphier avant samedi soir (utilisez mon adresse car Rous ne sera pas chez lui samedi).

Meilleurs saluts.

Jean.

*
* * *

25 août 1935

Cher Camarade L.D.

Je vous envoie enfin des nouvelles. Les 4/5 de la direction du groupe sont actuellement en vacances et dans les circonstances actuelles cela ne manque pas d'avoir de sérieux inconvénients, à commencer par faire retomber une part démesurée de travail sur ceux qui restent, d'autant plus que les départs se sont produits à peu près en même temps.

Dans les Jeunesses socialistes aussi, les vacances font de grands ravages. Des sections composées en grande partie d'étudiants ont en fait cessé de vivre pour le moment. L'activité se concentre dans les sections ouvrières où les vacances comptent beaucoup moins. Après la décision du C.N.M. entérinant les exclusions, la situation, du fait surtout qu'une grande partie de l'appareil adulte est — lui aussi — en vacances, a un développement beaucoup plus lent. L'Entente continue à fonctionner avec le local de la rue Feydeau. La direction de fait est toujours la direction composée des exclus. Dans le 19^e groupe, c'est celle-là qu'on a décidé de reconnaître — contre deux voix :

deux intellectuels, l'un de Spartacus, l'autre avec Mireille Osmin ¹⁷ et Blum. Par contre, l'affaire apparaît d'une façon de plus en plus vive parmi les adultes. A la Commission administrative de la 19^e section, Desphelippon a traité R[aymond] M[olinier] de crapule, etc. Il s'est d'ailleurs trouvé seul. Dans la 18^e section, la discussion sur la question des jeunes, qui se trouvait à l'ordre du jour, s'est transformée en une bagarre physique extrêmement violente, préparée par la droite (à laquelle les membres même du G.B.L. ont assisté plutôt en spectateurs). La réunion s'est donc terminée sans qu'un vote soit possible. Dans la 14^e aussi une réunion extrêmement agitée où un vote de sympathie pour les exclus obtint cependant la majorité. Il semble bien que le congrès « paysan » du mois d'octobre sera chargé d'exclure la gauche. Ce sera sa façon de s'intégrer à l'agriculture ! Les menaces, encore vagues, se précisent néanmoins.

Je vous envoie ci-joint deux lettres de M[arceau] P[ivert], l'une à R[aymond] M[olinier], l'autre à H[enri] M[olinier]. En outre, à l'envoi de votre réponse à sa lettre (lettre et réponse sont publiées dans *la Vérité* de cette semaine), il répondit : « Ce n'est pas opportun, nous avons déjà assez d'embêtements comme cela. Il faut tout faire pour montrer que les exclus veulent rester dans le parti. » D'ailleurs, vous verrez le ton de la lettre à R[aymond] M[olinier], accompagné de Rousset et Z[eller] sont partis le voir ce matin. Il ne semble pas qu'il soit possible de s'entendre avec lui pour une stricte position commune sur la question des jeunes. Ce qu'on pense obtenir de lui, c'est une collaboration au prochain numéro de *Révolution*, qui est en préparation et une campagne commune dans le Parti pour un congrès sur la question de la guerre et de la défense nationale. Dans toute la fraction de gauche de la *Bataille [socialiste]*, les amis de Pivert et aussi d'autres couches, on constate actuellement des déplacements et des évolutions rapides et parfois contradictoires : les uns se rapprochent extrêmement de nous, d'autres s'arrêtent et s'enfoncent dans des positions sapistes (le S.A.P. lui-même ne reste pas inactif dans les coulisses). De différents côtés, on lance des projets d'organisation de la gauche, mais rien de précis ou de définitif n'est encore fait. La question de *Révolution*, sa transformation en journal de masses de toute la gauche sont aussi l'objet de toutes sortes de projets : pour l'avenir immédiat, c'est les jeunes qui la font paraître, avec la collaboration de MP et de quelques-uns de ses amis, si l'on arrive à se mettre d'accord pendant ces jours-ci.

Baucoup de jeunes, hier encore vendeurs zélés du *Populaire*, font aujourd'hui le serment de ne plus jamais le vendre. Enfin, il faut noter qu'on entend chez une minorité, très faible, il est vrai, mais composés de jeunes ouvriers entrés depuis peu de temps dans les jeunesses, des réflexions comme celles-ci : « Il est maintenant grand temps de faire la Quatrième Internationale » — « Enfin, il faut avoir notre organisation à nous », etc.

Quant à *Spartacus*, il prend une position de plus en plus réactionnaire et devient le chien de garde de Blum. Il y a quelques jours je vous ai envoyé un paquet d'imprimés, parmi lesquels se trouvait une feuille ronéotypée, qui est un document qu'il vient de faire paraître. Il représente assez bien leur position actuelle. Ils ont, en outre, décidé de ne se séparer *en aucun cas* du Parti,

pour ne pas se couper des masses, expliquent-ils gravement. La masse, c'est le gros Zyromski !

Je vous envoie aussi dans cette lettre un exemplaire de la lettre ouverte de Zeller aux jeunes socialistes. Zeller se cache toujours mais il semble que dans quelques jours, il pourra apparaître au grand jour. Dans la question du procès, il y a là aussi probablement les vacances, car les événements se développent avec une lenteur extrême. Z. est d'ailleurs chez des éléments ouvriers b.-l., qui le soumettent à une inoculation permanente.

Dans la classe ouvrière même un très grand contentement, qui s'exprime surtout dans les couches qui échappent le plus à la domination des partis. A propos du rassemblement de Buffalo (de ces derniers jours), j'ai entendu dire ceci par des ouvriers éloignés des partis : « C'est là qu'on va voir comment on va faire la grève générale ». On entend aussi très souvent des réflexions de ce genre : « C'est en octobre qu'il faudra en mettre un coup, c'est là qu'on fera la grève générale et ça bardera... »

Quant au voyage de notre jeune ami, il se fera sans doute après le 15 septembre, si cela vous est possible aussitôt dès cette date.

Excusez le caractère décousu de cette lettre, vu le manque absolu de temps. Je ne vous écrit pas particulièrement sur le groupe : je pense que Rous a dû le faire.

Bien entendu, notre exclusion « justifie » la position de Vereeken, de Lhuillier, de Lastéradé¹⁸, etc. !

Bien cordialement.

*
* *

Deux lettres de Marceau Pivert jointes

à H.M.

Passy, Haute-Savoie, 16/8/35

Mon Cher Camarade,

J'espère que vous avez pu triompher de ces vilaines complications et que cette lettre vous retrouvera dans une campagne paisible et silencieuse comme celle où nous nous reposons nous-mêmes. Ici, toujours des inquiétudes pour l'enfant ; progrès bien lents. A Paris, les choses semblent se compliquer alors que j'avais l'impression qu'un arrangement était possible. Je regrette d'autant plus vivement de n'être pas sur place, car je crois que la manière de Raymond est « brisante », alors que nous avons tout intérêt à déjouer par la souplesse les tentatives bureaucratiques. Des imprudences, malgré mes conseils, n'ont pas amélioré « notre » position. Je dis « notre » en dépit des divergences qui subsistent avec les b.-l. et parce qu'à travers les b.-l. c'est toute la gauche qui est visée. De sorte que si l'exclusion est comme recherchée, favorisée par la politique de Raymond, ce sera un recul considérable pour tout le monde. Je fais mes efforts pour maintenir mes camarades en direction d'une gauche révolutionnaire, bien liée, bien coordonnée. L'idée est séduisante, mais je reçois des lettres m'exprimant l'inquiétude : à la suite du discours de Raymond à Saint-Denis, les délégués S.F.I.O. qui sont avec moi ont été effrayés des perspectives de scission dans lesquelles on les voudrait engager :

ils ne marchent pas. Et la section de Viroflay a même quitté ostensiblement la salle. Alors vous voyez mon cher camarade, se dessiner les difficultés : nous mènerons l'opposition, certes, mais nous risquons de perdre notre meilleur atout : la majorité de la Seine *adulte*, c'est-à-dire l'impossibilité pour moi de conserver ma responsabilité au Bureau Fédéral... et d'organiser l'auto-défense. J'ai néanmoins une bonne occasion de poser le problème, une fois de plus, c'est le rapport pour le Congrès administratif : je vais rédiger un résumé des directives et activités des T.P.P.S. ¹⁹ Mais la situation politique fédérale après l'incident des jeunesses me paraît trouble et j'aimerais assez qu'on tienne compte du côté de vos amis de la nécessité de ne pas trop faire cavalier seul. Nous ne pouvons évidemment avoir les mêmes réactions sur tout et particulièrement sur cette donnée pour nous impérieuse : le Parti. Tout ce qui peut nous couper de la base saine du Parti est détestable. J'espère que nous aurons un long entretien sur tous ces problèmes fin septembre ; les événements vont d'ailleurs se précipiter. Les communistes sont bien obligés de monter la garde, comme à Ormesson... et de tirer (alors les faits imposent nos solutions !). Il y aura d'autres incidents analogues. Rien n'est perdu, mais la moindre erreur peut être fatale. Le principal objectif à atteindre, c'est la Fédération de la Seine et son Entente, étroitement soudées (avec S & O aussi), mais pour les conquérir toutes deux il faut toute l'extrême-gauche : donc *éviter les exclusions* et jouer serré, le *jeu d'équipe*.

Excusez-moi de vous ennuyer dans votre convalescence. Comme je n'ai pas votre adresse, j'envoie cette lettre à Raymond... Je rentrerai entre le 22 et le 25 septembre.

*
* * *

à R.M.

Les Storts, Passy, Haute-Savoie, 17/8/35

Mon Cher Camarade

Veux-tu prendre connaissance de la lettre que j'envoie à Henri et la lui transmettre ? Tu verras quelles sont mes préoccupations actuelles : la lettre de Fred était un peu trop dure... Cette réintégration « solennelle » n'ajoute rien ! Ce qui comptait, c'était la réintégration sans plus : j'imagine que tu as mis la main à ce texte. Je reconnais la « discipline formelle » qui a plusieurs sens, mais je comprends bien celui que tu donnes à ce mot. Avons-nous tellement intérêt à compliquer la situation ? Nous pouvions compter sur Blumel, Blum, Moch ²⁰... Maintenant j'imagine ce que va donner le C.N.M... Nous continuerons à nous battre pour la réintégration, mais la tâche va être plus difficile. D'autant plus que tu n'as pas dissimulé tes desseins à Saint-Denis. Tout cela est clair, mais je crains que tu ne sentes pas à quel point les camarades de la base peuvent réagir violemment contre une tentative calculée de scission. Des nouvelles de Fred. Des nouvelles de vos projets. Je répète et j'ai écrit en ce sens au C.N.M. : application de la motion Mireille Osmin ; consultations *ensuite* du congrès administratif de l'Entente, puis du congrès administratif de la Fédération, puis congrès politique extraordinaire sur la question cruciale. En dehors de cette ligne, on se jette à l'eau... Cela te semble souhaitable par goût du risque, soit ! Tu risques de compromettre quelque chose de

sérieux et d'efficace, un puissant regroupement intérieur au Parti pour provoquer un avortement lamentable dans lequel je ne te suivrais pas.

Y a-t-il eu bagarre avec les J.P. 21 dimanche ? Rapport ? Réponds également aux questions adressées aux A.L.G.

Cordialement à toi.

Marceau.

*

* *

Voici une des premières bombes stalinistes, contre lesquelles vous aviez averti Zeller et... qu'il a lui-même préparée d'une main inconsciente. La carte postale a été envoyée à un ami *staliniste* de Zeller et le « fidèle » ami l'a remise aux dirigeants du P.C., à moins que ce soit un postier, car la carte a été envoyée sans enveloppe 22.

Déjà l'*Humanité* de dimanche (deuxième page) avait mentionné la chose, sans lui donner beaucoup d'importance. Après consultation avec l'Ambassade et, peut-être avec Moscou par téléphone, un tract a été tiré : « Après Kirov Staline ». Je n'ai malheureusement pas pu me le procurer. Mais l'article de l'*Avant-Garde* est encore plus copieux. Naturellement dès que j'aurais pu avoir le tract, je vous l'enverrai. *A ce qu'on m'a dit* il ne contenait guère que ceci : après Kirov Staline, le fac-simile de la carte, comme dans l'*Avant-Garde* et ils veulent assassiner Staline. »

Naturellement nous répliquons dès demain dans la *Vérité*. Mais il ne faut pas cacher que c'est un coup très dur pour nous ici, *en U.R.S.S.* et dans le monde entier.

Si vous le jugez utile, télégraphiez.

Le 21 novembre 1935.

*

* *

Paris, le 21 novembre 1935

Cher camarade L.D.

Bien des lettres que vous m'avez envoyées sont restées sans réponse. J'en suis un peu confus. La cause en est, de « simples » raisons de temps. Tous ces derniers temps j'ai été extrêmement occupé : pendant la journée par le travail matériel, tous les soirs par des réunions — parti, jeunes, T.P.P.S. —, une bonne partie du dimanche par la « guerilla » avec les fascistes et le reste par le Comité Central ou une heure du matin pour me lever à sept et partir immédiatement. Et les lettres restent dans réponse.

Ceci explique aussi le grand retard apporté aux traductions. Je les dicte par petits morceaux à Gaby 22 en mangeant, et malheureusement je n'ai pas encore pu trouver quelqu'un qui puisse traduire le russe en français correct.

La lecture est passée dans le domaine des rêves. C'est un grand dommage pour les jeunes que nous sommes. Personnellement en dehors de la presse quotidienne, impossible de ne rien lire. Peut-être deux ou trois pages de Lénine par mois ! D'autant plus les camarades étrangers, en Suisse, en Angle-

terre, en Amérique surtout, doivent-ils fournir les armes théoriques. Cela aussi, c'est une pierre de la Quatrième Internationale. Le « malheur » des Français, c'est qu'ils doivent se mettre sans attendre à faire la révolution.

Vraiment nous commençons à avoir dans le 19^e arrondissement un appui solide : au dernier vote pour le Conseil national, il y a eu pour la motion C 45 voix, pour la motion B (Gauche « révolutionnaire ») 34 (il faut ajouter que ces camarades font l'effroi de Pivert dans la Gauche et que depuis le vote plusieurs d'entre eux ont déjà demandé à adhérer au G.B.L. lui-même). Enfin la motion A, portée à la bataille par Desphilippon, a recueilli 102 voix ! avec toute la clientèle électorale d'un élu du coin et qu'on ne voit qu'au moment des élections. Dans les réunions ordinaires de section il y a une centaine de présents, dont entièrement les camarades B et C, qui redeviennent alors la majorité. Ces camarades sont d'ailleurs maintenant organisés dans un groupe d'Action Révolutionnaire (b.-l., gauche et sans tendance), qui a maintenant son local à lui ²³. Deux sections se forment chaque jour davantage et dans *quelques semaines* il ne restera qu'à couper le cordon ombilical. Je suis maintenant « trentainier » — chef de trente hommes — dans les T.P.P.S. du 19^e et, sans gloriole aucune, les T.P.P.S. du 19^e commencent à avoir la réputation d'être les meilleurs de tous. 34, pour la Ligue, puis pour le G.B.L., un mot d'ordre « à éclipses », apparaissant et disparaissant sans cesse. Immédiatement après le 6 février, ce fut le mot d'ordre de l'Alliance ouvrière, où l'accent était mis sur la nécessité du front unique de toutes les organisations ouvrières : le front unique était alors encore l'apanage des « trotskistes ». Un peu plus tard, en juin, dans le programme d'action, le mot d'ordre des comités d'alliance ouvrière est mêlé à celui des communes, nouveaux organes du pouvoir. Ensuite, aucune propagande systématique sur le mot d'ordre des comités de masse : parfois il apparaissait tout à fait épisodiquement dans la *Vérité*. Cela reflète, bien entendu, les faiblesses de l'organisation, mais aussi les difficultés de la situation, avec le Front Unique, puis le Front Populaire assurant la domination des bureaucraties.

Après février ³⁴, toute la province française se couvrit de comités de front unique, presque toujours en face de l'hostilité des directions (c'est le moment du mouvement de Doriot). Il y en eut des milliers. Par la réalisation officielle du Front Unique les sommets « légalisèrent » ce mouvement et en même temps lui passèrent la corde au cou. Quand la corde ne sembla plus assez solide pour retenir la volonté des masses, ce fut le Front Populaire ; et maintenant, que le Front Populaire est bien malade, on nous prépare — depuis les exclusions du Conseil national — l'unité organique à bref délai. La succession et l'*usure* de ces différentes formes d'organisation est le signe le plus éclatant de la volonté des masses : il faut toujours un nouveau moyen de l'étouffer. Mais jusqu'à maintenant, par cette succession même, la pression des appareils est restée suffisamment forte, *surtout à Paris*, pour barrer la route à une organisation de la masse. Maintenant nous sommes arrivés à un moment où l'impuissance du Front Populaire devient chaque jour plus criante. Notre mot d'ordre : « Hors du Front Populaire les chefs radicaux ! », est manifestement insuffisant : Lebas ²⁴ le reprend et même l'*OEuvre* a parlé d'une séparation d'avec certains radicaux. C'est maintenant que nous devons déclancher une

campagne pour les comités de masse comme comités d'action : ce sont eux qui doivent incarner le mot d'ordre de Front Populaire de combat. Nous devons dire aux ouvriers : « Jusqu'ici on a élargi le Front Populaire en englobant Daladier, puis Herriot. Cela n'a pas donné grand résultat, sinon les décrets-lois. Elargissons-le, nous, en englobant une masse toujours plus grande d'ouvriers de notre quartier, de notre arrondissement. C'est une meilleure voie... » Je crois même que pour donner plus d'unité et, par conséquent, de force à notre campagne, il faudrait laisser de côté, du moins pour la propagande dans les masses, les perspectives sur les comités, comme embryons du pouvoir ouvrier, etc., que nous avons déjà développées plus ou moins régulièrement dans la *Vérité*. Il faut nous concentrer sur ceci : *par en haut* nous n'avons rien obtenu, sinon les balles des gardes mobiles à Brest et à Toulon et des Croix de Feu à Limoges ²⁵, organisons-nous donc *par en bas pour l'action*.

Certes, il ne faut pas cacher que la pression des bureaucraties est fort grande, surtout celle des stalinistes sur les couches qui gravitent autour des partis. Précisément pour cela nous devons présenter les comités de masse, comme devant permettre au Front Populaire d'agir dans chaque quartier. Ainsi on enfonce un coin dans les lézardes du Front Populaire d'embrassade avec les radicaux et au premier événement sérieux, *qui semble approcher à grands pas*, on pourra faire un grand pas en avant. Malheureusement beaucoup de passivité dans l'organisation sur cette question.

Quelques mots sur la propagande contre la guerre. Les grandes phrases sur l'insurrection et la révolution en cas de guerre abondent dans notre Gauche révolutionnaire. J'ai fait publier dans la *Vérité* de cette semaine le passage de votre article sur l'I.L.P. qui répond à cette question. Mais dans les masses il en va différemment. Il y a un très fort courant dans les ouvriers que l'on rencontre dans les meetings pour dire : « En cas de guerre, on ne partira, on se soulèvera, etc. ». Le caractère anéantisiteur de la guerre moderne ajoute encore à cela : « Mourir pour mourir, mieux vaut encore mourir de suite et en se soulevant ». Cela correspond, *chez les ouvriers*, à une volonté très forte de ne plus faire l'Union Sacrée, à ce que les chefs n'entrent plus dans les ministères, etc., mais au contraire montrent la voie de la lutte, cela indique la volonté de ne plus se laisser tromper et la volonté révolutionnaire de lutter. Impossible de répondre à ces ouvriers comme à nos « gauchistes » et dès que l'on sort du domaine des stalinistes, membres du Parti, et des socialistes-patriotes, c'est un état d'esprit extrêmement ancré dans la masse.

Vous trouverez dans le numéro de la *Vérité* les déclarations de dirigeants communistes, dont Ramette ²⁶, député, au procès de Raymond Guyot ²⁷ à Valenciennes : nous sommes de parfaits patriotes... Oui, nous avons pu autrefois, mais maintenant... Qui pourrait soupçonner Raymond Guyot... En cas de guerre, nous ne fraterniserons même pas avec l'Armée Rouge...

Je pense que vous avez reçu le texte de Henri sur l'U.R.S.S. (ronéotypé). Ce n'est que du Treint ou du Hennaut ²⁸ de seconde zone. Ecrivez-vous au sujet du mouvement Stakhanov et du dernier discours de Staline à ce propos ? Le mouvement semble assez obscur pour les étrangers.

Victor Serge ²⁹ a reçu le droit de sortir d'U.R.S.S. pour aller, sans doute, en Belgique, la France lui serait interdite.

Sans doute êtes-vous maintenant enseveli sous la neige, mais le confort norvégien doit y résister. Jeannot s'applique à suivre les savantes courbes de poids, et jusqu'à maintenant il y réussit.

De Gaby et de moi, les meilleurs saluts pour Natalia et pour vous.

*
* * *

Le 16 janvier 1936

Cher Camarade L.D.

Je vous écris après une crise qui a bouleversé l'organisation des b.-l. en France. Ma lettre sera loin d'être complète ; je ne veux vous dire que ce qu'il y a de plus immédiat.

Personnellement j'ai abandonné le groupe de « la Commune ». Les hypothèses et les idées de ses initiateurs ont pu s'épanouir largement et se sont épuisées, l'expérience a mis une croix sur elles. Aussi bien pour le « journal de masse » que pour les G.A.R. Toute la tendance de « la Commune » (qui fut la mienne) est *étrangère au marxisme* par sa conception du parti, de la formation de celui-ci et de ses relations avec la masse. Tout cela est maintenant clair.

Pourquoi au Comité Central élargi du 11 janvier je me suis solidarisé avec les membres de « la Commune », lorsque ceux-ci n'ont pas voulu rester sans Molinier ? Nous avons été convoqués devant le C.C. en tant qu'*exclus* (je ne discute pas de cela pour le moment), comme c'était précisé dans un mot de Rous. Mais alors pourquoi refuser *Molinier* ? *Existe-t-il des exclus du premier et du second degré* ? L'exclusive contre Molinier, permet d'aller raconter de tous côtés que Molinier est exclu, lui, non pas pour des raisons politiques, mais comme aventurier (?), corrupteur, escroc, etc. Et actuellement on voit le fait que des ouvriers socialistes sont mis en garde contre Molinier à la fois par la « Gauche révolutionnaire » qui mène une campagne très violente (argent, affaires, etc.) contre Molinier et par des b.-l. aussi sur cette question d'argent. Le texte de la publication de l'exclusion de Molinier dans la « Vérité » était aussi dangereux, couvrant toutes les calomnies possibles, y compris celles de Lagorgette.

Je sais que vous-même avez parlé de « *billets de banque* ». Je vous le répète, je suis maintenant profondément convaincu de l'erreur politique profonde de « la Commune » : toute la tendance a des racines tout à fait réelles et explicables (sinon justifiables) dans la situation présente. Il faut la combattre et la démasquer politiquement. Mais que viennent faire ici les « *billets de banque* » ? Je ne comprends pas.

Dans le meilleur des cas de solution de la crise, il est fort possible d'admettre que R.M. doive se tenir à l'écart pendant quelque temps (travail purement local, etc.). Mais dans ce cas il doit avoir la possibilité de revenir, sans que se concentrent sur lui les bruits les plus infâmes, couverts et parfois propagés par des b.-l.

Je sais bien que la lutte politique ne se fait pas dans la pureté du laboratoire. Une divergence politique profonde passe souvent où existait déjà la faille d'un conflit personnel (l'observateur superficiel, non marxiste, dira que c'est la faille personnelle qui s'est approfondie). Mais la crise actuelle va beaucoup plus loin. Par beaucoup de ses caractères, elle porte la marque d'une lutte de clan.

Quant aux décisions politiques, je ne connais pas celles qu'a prises le C.C. élargi. Je ne puis juger la politique du G.B.L. actuellement que par « Révolution » n'a nullement l'attitude offensive qu'il conviendrait, en particulier le dernier numéro (n° 21). Et on m'a rapporté de différents côtés (je vous donne le fait sous cette réserve) qu'un des b.-l. les plus autorisés et les plus acharnés dit qu'« *il n'est pas psychologique de parler de la IV^e Internationale* ». Non merci, j'en ai assez de « la Commune » ! Il faut, paraît-il, créer des « groupes socialistes révolutionnaires » dont je n'ai pas encore pu découvrir la base exacte. Les G.A.R. se justifient, dans certains cas, comme forme de sortie du Parti socialiste de groupes d'ouvriers (et les b.-l. doivent dans ces cas y faire le travail nécessaire). L'erreur de « la Commune » est précisément de vouloir des « G.A.R. partout » et de bâtir là-dessus sa politique. Quant aux « groupes socialistes révolutionnaires », ils n'ont même pas la justification de certains G.A.R. Il ne serait pas inexact de dire que, derrière une campagne personnelle forcenée, *le G.B.L. a pris à « la Commune » un peu de sa confusion.*

Je suis actuellement isolé : tous les autres membres de « la Commune » poursuivent leur expérience, non pas sans s'apercevoir que beaucoup de leurs hypothèses initiales se sont révélées fausses, mais on trouve toujours, chemin faisant, de nouvelles raisons de continuer, quand les premières disparaissent. Un peu de temps permettrait, en puisant chez Marx et Engels (contre Bakouline, Tkatchev, ³⁰ etc.), de démontrer toute l'absurdité de « la Commune ». Du côté du G.B.L. la violence de polémique verbale et personnelle qui se complète par une hésitation sur le terrain politique me retient en dehors. Je ne vous cache pas mes hésitations.

Ces dernières semaines ont été d'une richesse d'enseignements sans précédent. Il y en a quelques-uns qui me sont entrés dans le crâne. Espérons qu'ils y resteront. Une réponse de vous à cette lettre bien fragmentaire m'apporterait une aide.

Bien affectueusement vôtre.

*

* * *

Paris, le 23 février 1936.

Cher Camarade L.D.

Ma réintégration dans le G.B.L. est maintenant chose faite. Voilà définitivement close une période qui m'a beaucoup appris.

La lutte contre le groupe de « la Commune » reste une des questions primordiales pour le G.B.L. et les J.S.R. Il ne faut pas se cacher les forces de « la Commune » : un noyau *ouvrier* de 200 à 300 membres (les limites de l'orga-

nisation, dans la mesure où l'on peut parler d'« organisation », sont bien imprécises). Les possibilités matérielles sont énormes : quantité de tracts, d'affiches, de brochures, plus le journal régulier. La rupture avec l'organisation a produit un certain fanatisme : tout cela explique les succès momentanés, qui forment un écran devant le G.B.L. Il faut ajouter les faiblesses de l'organisation, de la direction. On pourrait paraphraser ce qu'a dit Lénine sur l'anarchisme et le réformisme : « la Commune » est la punition, en un certain sens, pour la nonchalance et le manque d'initiative du G.B.L., ce qui ne veut pas dire que « la Commune », plus que l'anarchisme, soit justifiée. Il est assez difficile de parler d'une politique de « la Commune » : suivant l'heure, le jour et l'endroit, elle prend les formes les plus diverses. Actuellement, ce qui domine, c'est le décalque de notre position sur la Quatrième Internationale. A cela s'ajoute la pire démagogie : « Voyez, nous avons les mêmes idées que les B.L. Pourquoi nous a-t-on chassés ? Ne peut-on pas faire l'unité immédiatement ? Dans l'essentiel, nos idées sont les mêmes. » Comme si l'essentiel n'était pas la fidélité à l'organisation. Pivert aussi, « dans l'essentiel », était d'accord avec les b.-l., sauf sur cette petite chose qu'étaient les relations avec les sommets du P.S. A chaque pas des luttes de Marx et de Lénine, on trouve des exemples qui font songer à « la Commune ». Dans « Que faire ? », on rencontre bien des pages contre l'économisme, qui s'appliquent aux « théories » de la « Commune » sur la relation entre le parti et la masse (il est maintenant impossible de savoir si les gens de « la Commune » ont conservés ces théories ; sans doute, ne le savent-ils pas eux-mêmes. Mais *sur le plan de l'organisation, l'affaire Molinier, c'est Paul Levi* ³¹. Des gens peuvent servir l'organisation pendant les années de propagande, mais lorsque l'organisation acquiert du poids, une discipline intérieure, une contrainte, il leur devient impossible de la supporter, et c'est la rupture. La différence des époques donne aux individus une ampleur différente, mais il ne serait pas absurde de poursuivre l'analogie jusqu'aux personnes. De même la critique de Levi de l'« action de Mars » était juste, mais cela ne pouvait justifier la rupture avec l'Internationale Communiste, de même certaines critiques du groupe de « la Commune » peuvent être justes, mais cela ne justifie pas d'un pouce leur attitude, plutôt le contraire.

Le trouble de l'organisation b.-l. vient aussi de l'incertitude politique. Pendant des mois, nous avons vécu avec « Où va la France ? ». Beaucoup sentent qu'il faut, en un certain sens, réviser notre perspective. Quant à moi voici ce que j'essaie de dégager : le fait qui domine tout dans ces derniers mois, c'est l'avalissement le plus complet des partis ouvriers, le coup d'épaule qu'ils apportent aux radicaux et la réalisation, avant la lettre, de l'union sacrée. Tout le programme est maintenant d'« assainir la République », ce qui signifie conserver la pire pourriture. Programme plus réactionnaire que celui de Jaurès : « socialiser la République ». Le grand « triomphe » du Front Populaire sur la fascisme, les « victoires » incessantes sont la traduction du fait que cet avalissement des partis ouvriers a rendu inutile le fascisme pour la bourgeoisie. Depuis un an la situation internationale s'est singulièrement aggravée. La marche à la guerre a pris un rythme accéléré. Le fascisme signifie la guerre civile, une période agitée. Inutile, l'union sacrée est dès maintenant

solidement assurée par d'autres moyens. A cela il faut ajouter la reprise économique qui se dessine en France aussi (en laissant, bien entendu, la France un peu plus en arrière, sur le marché mondial qu'à l'éclatement de la crise, au profit de l'Amérique). Le Front Populaire maintenant, c'est une énorme vague d'union sacrée, qui déferle par dessus nos épaules. Les B.L. sont là, ils peuvent étendre les bras, s'agiter, la vague roule au-dessus d'eux, sans même les remarquer. L'attentat contre ³² Blum est très significatif : sauf ripostes isolées, manifestation du dimanche qui ressoude la masse autour des chefs du Front Populaire. Dans une telle situation, il n'est pas exclu que se détachent à droite quelques groupes parmi la jeunesse en fermentation et qu'il y ait une guérilla avec les forces les plus actives de l'extrême-gauche, où celles-ci s'épuiseront. Mais cela est un côté secondaire dans la situation. Nos divergences avec « la Commune » passent aussi suivant cette ligne. Dans cette période, la politique d'improvisation, d'action au jour le jour est particulièrement dangereuse.

Voici un des côtés de la situation : il ne manque d'éléments contradictoires : rien ne dit pendant combien de temps le Front Populaire pourra revigorer la démocratie française en déclin ; plus immédiatement le mouvement gréviste ou des événements internationaux (effondrement du fascisme en Italie, développement révolutionnaire en Espagne). Mais actuellement, c'est la vague d'union sacrée. Ce qui signifie pour l'organisation révolutionnaire une situation extrêmement difficile.

J'ai traversé dans ces dernières semaines une situation matérielle assez difficile. J'ai maintenant un travail fixe, mais qui me prend pas mal de temps et assez fatiguant (calculateur dans une société d'assurances) pour un salaire plutôt maigre. C'est terrible, alors qu'il y a tant à lire et à apprendre.

La radio française nous bouleverse périodiquement en lançant des informations extrêmement graves sur votre santé.

Bien affectueusement à Natalia et à Vous.

Van.

*

* *

1^{er} juin 1936, midi.

Cher Camarade L.D.

Je vous transmets au cours même de la Conférence ³³ les informations les plus immédiates et les plus importantes. Vous savez sans doute que le P.C.I. avait posé comme condition préalable à l'organisation en commun de la Conférence la reconnaissance du nom de P.C.I. pour la nouvelle organisation (la conférence elle-même ne pouvant revenir sur cette entente préalable).

Notre conférence (B.L. + J.S.R.) s'est donc ouverte samedi. Il y a eu une discussion très ample sur le problème du Parti et finalement, dimanche, le nouveau Parti a été proclamé par 90 mandats contre 22. Je n'entre pas dans le détail des opposants : jeunes influencés par Treint, par l'U.C.U. ³⁴, par *Que Faire* ? ³⁵, des J.S. hésitants comme Zeller (qui a voté contre, mais décidé à travailler loyalement dans le Parti). Dans l'après-midi, au moment de l'exa-

men de la structure et des tâches du Parti, le P.C.I. a fait de nouvelles propositions : il abandonnait le titre de P.C.I. mais réclamait le titre de *La Commune* pour l'organe central, et cela irréductiblement. Il s'ensuivit une discussion très acharnée sur l'acceptation ou non de ces propositions. Finalement une très forte majorité décidait de maintenir les premières propositions, c'est-à-dire : nom nouveau, titre nouveau, et rejetait l'ultimatum. Et c'est ainsi que se terminait la journée d'hier dimanche, après que la Conférence eut adopté le nom de Parti Ouvrier Révolutionnaire (bolchevik-léniniste). Une délégation allait donner notre réponse au P.C.I. et trouvait son congrès — qu'il avait convoqué en même temps — extrêmement peu nombreux et abattu. Ce matin, il y a une heure, le P.C.I. vient de nous annoncer qu'il cédait sur tous les points et acceptait nos propositions. Actuellement nous travaillons à mettre au point les dernières questions. A l'heure présente, il n'y a plus de doute qu'il y aura ce soir un Parti Ouvrier Révolutionnaire unique. Notre conférence est sans précédent par l'ampleur et le sérieux des discussions. Vraiment, il y a quelque chose de changé. Dans la mesure où un Congrès peut créer quelque chose de nouveau, le nôtre a donné le maximum.

En toute hâte ces quelques informations.

Bien à vous.

Van.

La nouvelle direction du Parti : 9 B.L. + 3 J.S.R. + 9 P.C.I. et à côté la direction de l'organisation de Jeunesse.

*
* * *

Lundi 8 juin, minuit.

Cher Camarade L.D.

J'ai reçu hier 7 votre article « L'Etape décisive ». Je l'ai traduit et transmis immédiatement au C.C.

Ce matin, la maison où je travaille s'est mise en grève (200 employés) et je suis actuellement installé dans le cabinet du directeur en tant que secrétaire du comité de grève. Je n'ai pas une seconde pour vous transmettre des informations générales. J'espère que les télégrammes vous donnent au moins la figure d'ensemble de ce mouvement sans précédent.

Bien à vous.

Van.

*
* * *

1^{er} août 1936

Cher Camarade L.D.

La conférence ³⁵ s'est terminée hier soir. Aujourd'hui commissions et travail pour traduction, envoi et publication des documents. Aussi je vous envoie à la hâte un mot sur Ferrat ³⁶. Je l'ai vu ce matin un peu par hasard (personne de chez nous ne l'avait encore vu). Il est maintenant exclu du C.C.

et dans quelques jours va l'être du Parti. Il a publié une brochure que je vous envoie. Ses appuis dans le Parti sont, en province, les *instituteurs*, dans la région parisienne les *métallurgistes* dernièrement entrés dans le pays (*sic*), plus de très vieux membres du Parti. Personne dans les sommets ne le traite de rênégat, etc. mais de quelqu'un qui « ne veut pas comprendre ». Pour le moment, il veut travailler du côté du P.C. : édition brochures, etc., liaisons personnelles (très nombreuses). Envers nous, attitude amicale. Tout cela sur la base de ses déclarations dans une courte visite personnelle. Il m'a signalé des fautes dans le journal, pour avoir l'oreille des membres du P.C., etc.

Dans la direction du P.O.I., beaucoup d'insouciance dans cette affaire : « Ferrat est avec Rimbert ³⁷ », et c'est tout. Une attitude prudente ne signifie pas ne rien faire. Ferrat est le premier signe d'ébranlement dans le P.C., question qui peut devenir primordiale pour nous. Personnellement l'homme est dévoué (il a perdu sa place de permanent et s'est remis à travailler). Il a toujours été « de gauche ». Jeune (35 ans ?). Evidemment, Rimbert doit lui seriner dans les oreilles beaucoup de choses sur notre compte. Je vous tiendrai le mieux possible au courant.

En toute hâte.
Bien à vous.

Van.

*
* * *

12 août 1936

Cher Lev Davidovitch,
Chère Natalia

Nous avons été bouleversés par la nouvelle de l'expédition de Hønefoss et nous en sommes profondément inquiétés ³⁸. Nous n'avons pas encore de détails exacts. A ce qu'il semble, les suites immédiates de ce premier acte ne sont pas extrêmement graves. Mais, comme symptôme et comme précédent, le fait est au plus haut point inquiétant. Je vous répète ce que je vous ai déjà écrit : si vous jugez que je puisse vous être utile, je suis absolument prêt à partir immédiatement. Vous m'avez, il y a quelque mois, écrit vos objections. Mais même du point de vue purement « français », avec les possibilités créées de correspondance, de traduction immédiate, d'information, en dehors des autres considérations primordiales, le bilan ne serait peut-être pas négatif avec la présence d'un camarade français auprès de vous.

Tous les camarades que j'ai vus ces jours-ci insistent pour l'envoi de quelqu'un auprès de vous. Quant à moi personnellement, je suis à votre entière disposition.

Bien à vous.

Van.

*
* * *

Paris, le 27 septembre 1936

Cher Camarade Trotsky

J'ai reçu le 24 votre mot écrit le 19.

Ici la brochure est presque terminée et j'en ai déjà entrepris la traduction. Parmi les intellectuels, les relations se nouent peu à peu. Dans quelques jours, nous aurons un manifeste avec un certain nombre de signatures. Magdeleine Paz ³⁹, que j'ai vue, semble vouloir intervenir vigoureusement dans cette affaire. De tous côtés, il se confirme que l'affaire de Moscou a été très mal accueillie, même dans des milieux intellectuels qui étaient bien dans la main des stalinistes. Le seul qui soit intervenu en public pour défendre Staline est cette canaille d'Aragon ⁴⁰. Dans le privé, même des collaborateurs à la page littéraire de l'Huma ont exprimé leurs doutes, ou plutôt leur certitude que l'affaire était montée de toutes pièces par Staline. Mais pour que ces gens-là interviennent publiquement, c'est dur à remuer !

J'ai poursuivi mes recherches sur les procès du passé et j'ai trouvé des choses extrêmement intéressantes. Le morceau de choix est le procès de 1870 contre les Internationaux. Un certain Beury fut arrêté fin avril 70 à Paris avec un revolver chargé, il voulait, disait un communiqué de la police, tuer l'Empereur. Il avait sur lui une lettre de Flourens ⁴¹ (le futur Communard, alors déjà émigré à Londres), lui conseillant l'acte terroriste et lui transmettant une certaine somme d'argent. Immédiatement la police se précipita sur le « centre » de l'Internationale en France, fit des arrestations massives ; Emile Ollivier intervint même auprès de Gladstone pour l'extradition de Flourens. A cela était aussi accolée une affaire de bombes, tout à fait dans le style de Moscou 1936. Vraiment la ressemblance est extraordinaire, mais au fond tout à fait explicable. Aussi j'ai résolu pour le moment d'abandonner toutes les autres affaires (quoiqu'il y ait aussi des choses intéressantes, par exemple, le faux livre de procès-verbaux de la Ligue des Communistes, fabriqué par la police prussienne en 52) et de faire un long article avec l'affaire Flourens. Cela peut nous être utile, en Amérique en particulier. L'histoire de l'Internationale en France n'est pas écrite, il faut dépouiller les journaux de l'époque. Cela gagne en intérêt, mais demande du temps.

La « révolution » monétaire (ou plutôt le coup d'Etat) de Blum va avoir de grosses conséquences ici, en exacerbant tous les antagonismes et en particulier, semble-t-il maintenant, entre les Socialistes et les Stalinistes. La question de savoir ce que fera la Seconde Internationale sur le procès de Moscou reste posée. Ces gens-là peuvent digérer l'affaire pendant des mois et des mois. Nous en avons discuté ici et nous avons pensé qu'il serait peut-être utile et opportun que vous vous adressiez ouvertement à eux, comme un vieux militant ouvrier, pour leur demander d'examiner l'accusation lancée contre vous.

J'ai transmis la déposition de Faussecave ⁴² sur Lourié (Moïse) à Léon. Rien ici n'a confirmé la nouvelle du suicide de Sokolnikov ⁴³. J'ai reçu de Shachtman ⁴⁴ la nouvelle que Norman Thomas ⁴⁵, et avec lui officiellement

le P.S. américain, étaient intervenus par un long télégramme auprès du gouvernement norvégien.

Bien affectueusement à Natalia et à vous.

Van.

*
* * *

Paris, le 9 octobre 1936.

Cher Camarade Trotsky

Je reçois à l'instant même votre lettre datée du 3 octobre. Excusez-moi si je vous envoie peu de nouvelles en ce moment, et cela va encore durer quelques jours : je suis littéralement enchaîné à la machine à écrire pour la traduction de la brochure. Elle est *fort longue*, mais d'un grand poids, à ce qu'il me semble. Néanmoins écrivez-moi pour tout ce que vous pouvez avoir besoin, je m'en occuperai sans retard.

1) Bien reçu la lettre pour les amis de Maurín ⁴⁶. Dès demain, elle sera transmise.

2) Je vais examiner immédiatement avec Léon la question du « droit d'appel », je suis en ce moment avec lui en liaison quotidienne et même multi-quotidienne.

3) Je viens de quitter Léon à l'instant et *rien* n'est encore arrivé pour la F.S.I. ; aucun malentendu possible : absolument rien d'arrivé.

4) Je viens de quitter la réunion des intellectuels au sujet du procès. L'appel est extrêmement vague (cela ne dépendait pas de nous), mais ce n'est que demi-mal, car dans cette question la moindre fissure devient un abîme. Nous avons la signature de *Rivet* ⁴⁷. Nous avons aussi des nouvelles optimistes quant à Malraux ⁴⁸, mais il est actuellement à Madrid et la liaison avec lui est bien difficile.

5) J'ai parlé hier avec notre ami Sneevliet ⁴⁹. Les nouvelles sur la suite de l'affaire avec Schmidt ⁵⁰ sont bonnes, excellentes même, le départ serait quasi-individuel ; beaucoup moins que ce que craignait et attendait Sneevliet lui-même.

Excusez la brièveté de ces informations, vous comprenez pourquoi. Le texte originel va paraître au début de la semaine et en français, j'espère, dans une huitaine de jours.

Bien à vous.

Jean.

*
* * *

11 décembre 1936

Cher Camarade Trotsky

Je vous envoie un mot sur des petites choses alors que les grandes se débattent. Ci-joint vous trouverez un premier lot de coupures, dans un jour ou deux, j'aurai, j'espère, le reste (ce que je vous envoie représente à peu près le tiers).

Hier soir s'est déroulée la causerie de Sedov (sur invitations strictement personnelles) devant 200-250 personnes choisies, organisée par le Comité ⁵¹. Jeudi prochain, le même comité organise un grand meeting public : 12 orateurs.

La brochure de Serge ⁵² se vend, le *Livre rouge* ⁵³ aussi. Le livre de Gide ⁵⁴ est dans toutes les mains. Poulaille ⁵⁵ m'a montré les chiffres de vente de *La Révolution trahie*. Il y a maintenant environ 4 000 volumes partis, ce que Grasset juge excellent, et les départs s'accélèrent dans les derniers temps, à ce que montrent les chiffres.

Ce soir de bonnes nouvelles au sujet du télégramme de N.I. ⁵⁶ à Herriot ⁵⁷. Il est presque sûr maintenant, au dire de Gérard ⁵⁸, que l'affaire va aboutir heureusement.

En hâte ces quelques mots.

Bien à vous et à Natalia.

Jean.

NOTES

1. René *Dumon* (né en 1905), mécanicien des chemins de fer, secrétaire national depuis 1928, avait été écarté de ce poste en raison de la collaboration jugée trop étroite par la direction de la S.F.I.O. avec la Jeunesse communiste.
2. Bernard *Chochoy* (1908-1981), instituteur du Pas-de-Calais, avait succédé à Dumon en 1933.
3. Robert *Bresler* (né en 1916), J.S. en 1932, avait rejoint la Ligue communiste en 1934, restant membre des J.S. de leur comité national mixte et de la C.E. de l'Entente de la Seine. Il était l'un des exclus.
4. Louis *Lagorgette* (1895-1937), ingénieur des travaux publics était membre du C.N.M. au titre des « adulte », et l'homme de l'appareil S.F.I.O.
5. Fred *Zeller* (né en 1912), étudiant des Beaux-Arts leader de la tendance J.S.R. et dirigeant de l'Entente de la Seine avait fait bloc avec les trotskystes (b.l.) contre la politique d'union sacrée. Spartacus était le groupe inspiré par la S.A.P. allemand en émigration.
6. b.l. est l'abréviation pour « bolcheviks-léninistes ».
7. Suzanne *Buisson* (1883-1943 ?) était militante depuis 1905, membre de la C.A.P. depuis 1933. Elle allait mourir en déportation. Francis *Desphelippon* (1894-1965), ancien dirigeant de l'A.R.A.C. et membre du C.C. du P.C.F. avait dirigé son service d'ordre, puis rejoint la S.F.I.O. en 1930. Il oscillait alors entre Zyromski et De Man. Il allait, lui, être un « collaborateur » sous l'occupation.
8. Walter Held était le pseudonyme du jeune Allemand Heinz *Epe* (1910-1942), membre du bureau international des organisations de jeunesse révolutionnaires avec Willy Brandt.
9. Liova était le nom familier de Lev *Sedov* (1906-1938), fils aîné de Trotsky, qui vivait alors à Paris.
10. Trotsky avait laissé dans la région de Grenoble une machine à écrire que Van essayait de récupérer par l'intermédiaire du militant grenoblois, professeur à Vaucanson Alexis *Bardin* (né en 1905).
11. Jean *Rous* (1908-1985) était le représentant de la tendance b.l. à la C.A.P. de la S.F.I.O. et l'un des dirigeants du G.B.L.
12. *Révolution* était jusque-là l'organe de l'Entente des J.S. de la Seine, officiellement ou non.
13. Fred Zeller devait effectivement rendre visite à Trotsky en novembre.
14. Paul *Faure* (1878-1960) était le secrétaire générale de la S.F.I.O. et patron de son appareil, Jean-Baptiste *Séverac* (1879-1951), son lieutenant, secrétaire-général adjoint.

15. André Blum dit *Blumel* (1893-1973), avocat, membre de la C.A.P., venait d'arriver à Paris et était déjà proche de Léon Blum. Maurice *Delépine* (1883-1960), avocat, était à la Bataille socialiste, extrême-gauche du parti.
16. Les cinq ci-dessus étaient des exclus membres des J.S. jusque-là. Louis *Rigaudias* (né en 1911), avait rejoint la Ligue communiste en 1933 et David *Rousset* (né en 1912) en 1932, tout en restant membre des J.S. Tous deux étaient membres du C.E. de l'Entente de la Seine.
17. Mireille *Osmin*, fille d'un vieux dirigeant, Léon Osmin, appartenait à la gauche et avait joué un rôle déterminant dans l'exclusion.
18. Le Belge *Vereeken* (1898-1978) et le Français René *Lhuillier* (1909-1968) s'étaient opposés à l'entrée dans les partis socialistes, Jean de *Lastérade de Chavigny* (1910-1986) s'était opposé au tournant vers de nouveaux partis.
19. Jules *Moch* (1893-1985), polytechnicien, ingénieur de la marine, député, était proche de la Bataille socialiste.
20. Les J.P. sont les Jeunesses Patriotes de P. Taittinger.
21. Pendant son séjour en Norvège, Zeller avait envoyé à un camarade de régiment membre du P.C. une carte où il avait écrit : « A mort Staline ! ». Publiée dans *L'Avant-Garde* elle était présentée comme une preuve d'un complot pour assassiner Staline, tramé dans l'entourage de Trotsky.
22. Gabrielle *Brausch* (1909-1958) était la femme de Van et la mère de son fils Jeannot.
23. Les Groupes d'action révolutionnaire (G.A.R.) étaient créés sous l'impulsion de Molinier et de ses fidèles.
24. Jean *Lebas* (1878-1944), grand patron de l'appareil dans le Nord, était très réticent vis-à-vis de toute alliance avec le P.C.
25. Les bagarres de Brest et Toulon, les 5 et 6 août, de Limoges le 27 novembre avaient fait plusieurs victimes dans les rangs des ouvriers.
26. Arthur *Ramette* (né en 1897) était député du Nord.
27. Raymond *Guyot* (1903-1986), dirigeant des J.C., était poursuivi pour « incitation de militaires à la désobéissance ».
28. L'ancien dirigeant du P.C. Albert *Treint* (1889-1971) et l'ancien dirigeant du P.C. puis de l'Opposition belge Adhémar *Hennaut* (1899-1977) déniaient à l'U.R.S.S. tout caractère « ouvrier ».
29. Victor L. Kibaltchitch dit Victor *Serge* (1890-1947), écrivain russe de langue française avait été emprisonné et déporté en U.R.S.S. et avait fait l'objet d'une campagne parmi les intellectuels en France ?
30. Mikhaïl Aleksandrovitch *Bakounine* (1814-1876) avait été l'adversaire de Marx et l'ancêtre du mouvement anarchiste. Piotr Nikititch *Tkaïchev* (1844-1885) avait été le dirigeant des « Jacobins » russes, proches des blanquistes par leur théorie du « coup » et de la dictature.
31. Paul *Levi* (1883-1930) avait succédé à Rosa Luxemburg à la tête du P.C. allemand et en avait été exclu pour avoir dénoncé comme un putsch l'« action de mars » 1921.
32. Blum avait été agressé par des Camelots du Roy.
33. Il s'agissait de la conférence nationale qui réunissait les deux groupes G.B.L. et J.S.R., pour leur fusion et celle avec le P.C.I. de Raymond Molinier ex-groupe de *La Commune*.
34. L'Union communiste unifiée réunissait les scissionnistes de 1933 (le groupe juif essentiellement) et d'autres éléments comme Gaston Davoust.
35. La conférence qui avait créé le Mouvement pour la IV^e Internationale, dite « de Genève », s'était tenue salle Pleyel à Paris à partir du 29 juillet. Van était l'un des 17 délégués.
36. André Morel dit *Ferrat* (né en 1902), ancien dirigeant des J.C., membre du bureau politique pendant des années avait animé au sein du P.C. le groupe d'opposants qui éditaient la revue *Que faire ?* Il venait d'être exclu du P.C.
37. Pietro Torielli dit Pierre *Rimbert* (né en 1897), ancien des J.C. et de l'Opposition de gauche était l'un des animateurs du groupe *Que faire ?*
38. Il s'agit de la tentative de cambriolage de la maison de Trotsky par des nazis norvégiens.
39. Magdeleine Marx, épouse *Paz* (1889-1973), écrivain, compagne de l'avocat Maurice Paz, avait suivi son mari dans sa rupture avec Trotsky et son ralliement à la S.F.I.O. Elle restait attachée aux causes de justice.
40. Il s'agit du poète Louis *Aragon* (1897-1982) et de sa prise de position contre les condamnés de Moscou.

41. Gustave *Flourens* (1838-1871), biologiste et professeur, avait été renvoyé au Collège de France après avoir combattu dans l'insurrection polonaise. Il devait être plus tard fusillé en tant que l'un des chefs militaires de la Commune de Paris.
42. Le typographe Gaston *Faussecave* (1895-1957), ancien du P.C. puis du groupe de Treint, avait rejoint les trotskystes et donné un témoignage sur l'un des accusés du procès de Moscou, Louricé.
43. Grigori I. Brillant dit *Sokolnikov* (1888-1939), vieux-bolchevik, diplomate, avait en réalité été arrêté et allait comparaître au second procès de Moscou.
44. Max *Shachtman* (1903-1972) était l'un des dirigeants des trotskystes américains après avoir été l'un des dirigeants des Jeunesses communistes.
45. Norman *Thomas* (1884-1968) un ancien pasteur, était le chef du parti socialiste des Etats-Unis qui allait effectivement s'engager dans la campagne contre le procès de Moscou et pour un asile à Trotsky.
46. Joaquin *Maurín Julia* (1896-1973), ex-dirigeant du P.C. en Catalogne et leader du P.O.U.M. avait été arrêté par les nationalistes au début de la guerre civile d'Espagne et sa mort avait été annoncée. La lettre de Trotsky était de condoléances. En fait, il survivait.
47. Paul *Rivet* (1876-1958), professeur au Museum était aussi le président du Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes.
48. En fait André *Malraux* (1901-1976) allait refuser même son témoignage à Trotsky.
49. Henk *Sneevliet* (1883-1942) était le chef du R.S.A.P. hollandais qui était au moins formellement membre de la IV^e Internationale.
50. Petrus Johannes *Schmidt* (1886-1952), venu de la gauche du parti social-démocrate, avait été l'un des chefs du R.S.A.P. mais avait rompu avec le bolchevisme au moment du procès de Moscou.
51. Il s'agit du Comité « pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution ».
52. Il s'agit de la brochure *Seize fusillés*.
53. Le *Livre rouge* sur le procès de Moscou était l'œuvre de Léon Sedov.
54. Le livre d'André Gide était son *Retour d'U.R.S.S.* où il exprimait avec retenue son désenchantement.
55. Henry *Poulaille* (1876-1980), écrivain d'origine ouvrière, tenant de la « littérature prolétarienne », travaillait chez l'éditeur Bernard Grasset qui venait de publier *La Révolution trahie*.
56. Natalia Ivanovna (N.I.) Sedova, femme de Trotsky, avait envoyé de Berlin au président français Herriot un télégramme qui était nécessaire à la contre-enquête.
58. Gérard *Rosenthal* (né en 1903) était l'avocat de Trotsky. Il avait découvert que Marcel Martinet, camarade d'école normale du ministre Delbos, pouvait obtenir ce document sans difficultés.

Lettres à Trotsky en 1935

Après la correspondance 1935-1936 de Jean van Heijenoort à Trotsky, nous publions ici dans la même catégorie de documents d'importantes lettres de Jean Rous qui était à l'époque, à l'été 1935, membre de la direction du Groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O., du Secrétariat international et, depuis le congrès de Mulhouse, représentant de la tendance bolchevik-léniniste dans la CAP de la S.F.I.O.

Les premières lettres de Rous sont écrites au lendemain d'une vive discussion au sein de l'organisation française et même du S.I. où tout courant semble prêt à s'élever contre le « sectarisme » de Trotsky et son analyse du Front populaire dans « Où va la France ? ». Mais les appareils traditionnels se chargent de secouer les illusions des trotskystes. L'orientation nettement « droite » du front populaire, le caractère patriotique donné aux manifestations officielles du Front, la dénonciation de la « provocation » dans les émeutes ouvrières de Brest et de Toulon, et surtout l'exclusion des dirigeants de l'Entente des Jeunes socialistes de la Seine font comprendre aux « trotskystes » que l'union sacrée est à l'ordre du jour au moyen du Front populaire et qu'ils vont en être les premières victimes.

On suivra ce tournant dans les lettres de Jean Rous à Trotsky, alors à Hønefoss.

*

* *

8 juillet 1935

Cher camarade L.D.,

[...] Je me permets de vous écrire pour vous demander si cela vous est possible — j'entends par là si votre santé est rétablie et si vous en avez le temps — de nous faire connaître votre avis sur l'attitude à adopter à l'égard du « Front populaire » et, en raison des récents événements, des mots d'ordre à propager. Vous me disiez dans une lettre que vous aviez bien voulu m'adresser « personnellement » concernant les problèmes de direction, et que, pour cette raison, je n'ai pu lire aux autres : « Notre tâche est de discréditer le front populaire aux yeux des ouvriers en faveur d'un front unique de classe et du gouvernement ouvrier et paysan ».

Les bases d'une telle politique se trouvent d'ailleurs dans « Où va la France ? », documents 1 et 2 sur lequel nous avons tous été d'accord. Dans la « ligne » d'« Où va la France ? », j'avais donc cru pouvoir dans *La Vérité*,

entreprendre de « discréditer » la conception du Front populaire. Or des camarades comme Blasco, Raymond, Naville, Frank ¹, trouvent que de telles formules sont tout juste capables de nous couper des masses qui veulent le Front populaire. A quoi, avec les jeunes (Rousset, Rigaudias ², Hic), nous répondons : notre tâche est tout d'abord de rallier les éléments d'avant-garde. L'immense majorité des J.S. est hostile au Front populaire. Or l'expérience concrète des sections, des conversations avec les éléments révolutionnaires de tous les partis prouvent que, quand ils ne sont pas violemment contre, les militants sérieux se méfient de ce Front populaire de gouvernement de gauche, d'alliance avec Herriot ³, de programme réformiste « partiel ».

Qu'il y ait une certaine effervescence dans les masses en raison de ce vaste rassemblement, c'est certain, mais la formule du Front populaire signifie que la volonté de lutte que révèle cette effervescence sera conduite à la catastrophe par une expérience renouvelée du cartel. Il n'y a rien de progressiste dans le programme ni dans les mots d'ordre du F.P. Nous ne devons donc pas être des alliés, corrigeant les formules opportunistes du « Front populaire », mais apparaître comme les adversaires de ce qu'on appelle le « Front populaire ». Notre position doit être, au sein du Front populaire, de développer le programme socialiste de lutte de classe, c'est-à-dire pour la prise révolutionnaire du pouvoir, contre le gouvernement de néo-cartel. Avec cela, de nombreux socialistes sont d'accord. Autrement dit, le Front populaire, est-ce une expérience à pousser (comme celle du Plan en Belgique à cause de mots d'ordre positifs) ou bien une expérience à discréditer par une propagande propre à l'intérieur ?

Entre nous, au C.C. la divergence n'a pas encore été examinée à fond. Le problème n'est ni de l'atténuer, ni de l'accuser. Je crois que votre intervention donnée sous forme d'additif à « Où va la France ? » compte tenu des événements récents (14 juillet, drapeau tricolore, radicaux, adhésion du P.S. au F.P. après Mulhouse ⁴, programme revendicatif misérable) serait éminemment utile pour clarifier la question. Je me permets de vous demander, dans le cas où vous ne le feriez pas par article, mais par lettre, de le faire si possible non en paraissant connaître telle ou telle thèse du C.C. (cela implique inutilement le problème des considérants d'amour-propre), mais pour répondre à la question : étant donné ce Front populaire, actuel, quels doivent être nos mots d'ordre ?

Avec mes sentiments très fraternellement dévoués.

J. Rous

*
* *

17 juillet 1935

Cher camarade L.D.

J'ai été chargé par les camarades du S.I. de vous informer de nos divergences de vues concernant le Front populaire. Des occupations nombreuses, relatives à la préparation de la manifestation du 14, m'ont empêché de le faire plus tôt. Depuis, Adolphe ⁵ vous a adressé le projet de P.V. de la der-

nière séance, qui vous permettra sans doute de voir les divers points de vue en présence. La divergence essentielle paraît résider en ceci :

Faut-il pousser le F.P. au pouvoir et ouvrir comme mot d'ordre « Le Front populaire au Pouvoir ? »

ou bien

Faut-il sous la forme appropriée qu'impose le « fait » du F.P. continuer à propager nos mots d'ordre qui sont à, l'inverse de ceux du F.P. comme les seuls correspondant à la situation, en un mot créer l'opposition de l'avant-garde au sein du F.P. et combattre son orientation au lieu de l'appuyer sous prétexte d'expérience à laisser faire aux masses, etc. Au lieu de vous donner les arguments pour et contre, qui doivent être dans le P.V., je préfère vous informer de quelques faits récents.

Aujourd'hui, la même divergence qui existait dans le C.C. du G.B.L. a été résolue au profit de la deuxième position (opposition à créer contre l'orientation politique du Front populaire). Votre dernière lettre souligne l'erreur de forme de certains mots d'ordre, comme « A bas le F.P. de collaboration de classe ! ». C'est juste et c'est la leçon à tirer du dernier leader de *La Vérité* : éviter les mots d'ordre qui pourraient par leur mauvaise rédaction être mal interprétés ou exploités par l'ennemi.

Mais, cette réserve faite, en particulier lors des deux assemblées générales du samedi 13 et du lundi 15, on peut dire qu'aujourd'hui, il y a unanimité dans la direction B.L., et unanimité moins une ou deux voix dans la tendance (R[égion] parisienne) pour rester sur les positions politiques définies dans *La Vérité*. Ce qui est assez curieux à retenir objectivement de cette brève et rapide expérience, c'est qu'à propos de la dernière *Vérité*, certains camarades les plus responsables n'avaient pas hésité à parler de numéro invendable (le numéro a été vendu en trois jours), en raison de la position selon eux tout à fait sectaire et fautive concernant le F.P. ; ces camarades parlaient du F.P. comme de soviets, et de la nécessité de la tendance sur la question des radicaux. Qu'y a-t-il eu ? Ce phénomène assez explicable pour qui milite dans cette épouvantable confusion du Front populaire : les camarades avaient été pris en partie par le « frisson » du Front populaire, auquel le romantique Pivert ⁶ n'avait pu lui aussi échapper, puisqu'il avait écrit cette lourde bêtise dans le *Populaire* : « Une grande espérance s'ouvre devant nous. Il ne s'agit plus maintenant de se demander où nous allons ». Quelques coups de pied de la base ont aujourd'hui calmé Pivert et ses espérances. D'où vient le brusque et sincère revirement ? Ce sont les faits qui l'ont imposé, en quelques jours.

Tout d'abord l'opposition quasi unanime des Jeunesses socialistes qui ont accepté le tract ci-joint dont 100 000 ont été distribués, et accueillis dans les manifestations avec le plus grand enthousiasme, malgré l'interdiction du service d'ordre. Je m'excuse de vous adresser ce tract recouvert de la terre de la Bastille. Je n'en ai pas d'autre.

Ensuite l'opposition violente de certaines sections socialistes, qui, comme le 20^e par exemple, a donné un meeting contre le Front populaire. De plus, notre cortège (JGS et TPPS) était pratiquement illégal et relégué tout à fait à la fin. Il a été acclamé sur tout le parcours sauf devant la tribune officielle, où Thorez et Duclos ⁷ ont failli attraper une attaque d'apoplexie à

force de crier « Vive le parti radical ! » pour s'opposer à notre mot d'ordre « Pour le socialisme, milice ouvrière ! », qui est celui des TPPS.

Bref, les faits ont prouvé que pouvait se constituer au sein du F.P. une opposition d'avant-garde qui développerait sous une forme positive des mots d'ordre diamétralement opposés à ce F.P. de collaboration de classe. Le mot d'ordre des stalinistes était « Daladier au pouvoir ! ». Même le militant le plus inculte ne peut oublier que l'an dernier, les stalinistes disaient « Daladier, fusilleur d'ouvriers, en prison ! ». C'est pourquoi il y a chez les militants stalinistes ceux qui acceptent ce tournant comme une manœuvre de grand style que justifie le léninisme (*sic*) de leurs chefs. C'est le cas, pour au moins plus de la moitié des stalinistes organisés et pour les 3/4 des organisés dans la région parisienne si l'on veut ainsi chiffrer une évaluation d'ensemble. Mais il y a aussi dans la couche des sympathisants et d'une partie du P.C. (le 1/4 semble-t-il) ceux qui doutent. Ainsi des militants d'Amsterdam-Pleyel sont monté dans les hôtels d'où nous lançons les tracts des J.S. pour nous féliciter. Pris individuellement, même les stalinistes les plus 100 % conviennent que le Parti y va un peu fort, mais il avouent en définitive que peut-être quelque chose leur échappe dans cette grande politique. Le sectarisme de l'an dernier était justifié. C'est ce sectarisme qui, selon eux, permet aujourd'hui l'opportunisme. Voilà quelle mentalité se développe chez les militants stalinistes. Ils acceptent la trahison, fidélité à la ligne changeante mais juste dans l'éternel. Un fait récent : nous avons maintenant une liaison avec le 11^e rayon, celui qui avait déjà fait une opposition. Cette liaison est conduite par un camarade tout à fait expérimenté, le camarade Déglise⁸, qui fut autrefois dirigeant du P.C. et qui a, me semble-t-il, sa place tout à fait indiquée dans notre prochain C.C.

Le seul intérêt de la fusion en ce qui concerne les Comités contre la guerre, est que les Jeunesses socialistes, Pivert, des sections socialistes, allaient (ou étaient déjà) chez Louzon⁹ qui effectivement une vieille barbe. Nous avons conservé, malgré les préventions, de bonnes relations avec Valois ; je l'ai vu tout à l'heure et il m'a parlé d'une organisation commune pour la diffusion de notre presse et de notre littérature. Je soumettrai sa proposition au B.P. Il est aussi partisan d'un quotidien des groupements révolutionnaires (avec une page par semaine pour chaque groupe et pour le surplus collaboration sur pied d'égalité). Il désire au travers de cette conférence le regroupement des minorités révolutionnaires. Dans les divers buts, il demande une entrevue commune de nos deux directions. Qu'en pensez-vous ? Je dois dire qu'il me semble qu'il y a encore chez nous beaucoup de préventions vu l'opinion officielle à l'égard de Valois¹⁰. Pourtant des léninistes qui sont disposés à prendre quelques « pommes de terre » par le truchement d'un officier monarchiste, peuvent bien s'entendre, semble-t-il, pour des buts pratiques avec un ancien monarchiste devenu partisan de la IV^e Internationale, au surplus organisateur distingué pour les questions d'édition, de presse et de librairie, Adolphe a dû vous tenir au courant de la difficulté survenue pour la lettre pour la IV^e avec la Hollande qui propose deux noms au secrétariat, Schmidt et Sneevliet¹¹, au lieu du dernier uniquement...

Je ne vois rien autre à vous dire actuellement. Avec mes sentiments les plus fraternellement dévoués.

Jean Rous

*
* *
*

21 août 1935

Cher camarade L.D.,

J'ai été ces jours-ci tout à fait surmené et au projeté avec quelque retard de ce que mon tour était arrivé pour prendre quelques jours de repos et venir tâter le pouls de la province méridionale.

1) En ce qui concerne la question des Jeunes, vous trouverez dans les notes dactylographiées au verso (lettre à la C.A.P.) le compte rendu des récents événements. J'ai donné à ce compte rendu du C.N.M. la forme officielle (lettre à la C.A.P.) en vue de la publication, parce que, malheureusement les illusions de la gauche sont grandes et qu'on ne peut les faire tomber une à une qu'en empruntant la voie légale, à condition, bien entendu de ne pas nous duper nous-mêmes et de bien se consolider dans les voies extralégales. A cet égard, je crois vous avoir dit qu'il me semblait qu'il y avait eu chez nous des confusions. Je me permets de préciser, afin que vous donniez votre avis, car il serait pernicieux que l'expérience se renouvelât au moment de l'exclusion des adultes.

Voici ce que je veux dire : pour nous, l'essentiel, c'est l'action indépendante, c'est-à-dire les meetings, les affiches, le travail individuel des sympathisants, la fraction dans le P.C., la liaison avec les petits groupes. Le reste, c'est-à-dire la lutte sur le terrain de la légalité du P.S., la lutte pour l'appareil du P.C. ou des J.S., n'est que la forme pour entraîner ou neutraliser la gauche. Or il me semble que, sous prétexte d'intransigeance (qui ne serait au fond qu'un attachement à l'appareil social-démocrate) on consacre la majeure partie de son temps à cette seconde forme de la lutte. Ainsi on a fait de cette question du local de la rue Feydeau ¹² une question tout à fait capitale. Il est à remarquer d'ailleurs que, pour la défense physique du local, les social-démocrates de gauche sont encore plus enragés.

Il serait tout à fait désastreux que, pour les adultes, nous passions la majeure partie de notre temps à la défense des postes et à la lutte légale. Nous allons être exclus très prochainement. Il semble que dès maintenant nous devons mener la lutte dans le Parti sur le mode de l'accusation : vous allez nous exclure, nous aussi, parce que nous sommes contre l'union sacrée. Et dans le même temps, faire des meetings (comme nous avons d'ailleurs fait quelques-uns) pour faire connaître nos positions et préparer organisationnellement le parti indépendant. Mais sur le terrain de la forme, il faudra se borner à exploiter les canailleries et les actes « illégaux » des réformistes dans le but d'entraîner dans l'indépendance le maximum de pivertistes, mais il me semble qu'il serait mauvais de passer son temps à préparer des ripostes sur ce même terrain, c'est-à-dire par exemple s'accrocher désespérément aux postes,

à l'appareil, aux locaux, à tourner en rond dans le Parti d'assemblée d'information en assemblée d'information.

Quelques suggestions à ce sujet sur la manière de préparer réellement l'Indépendance tout en donnant en même temps sa véritable place à la lutte légale, nous seraient bien utiles.

Accuser les réformistes de vouloir l'unité sans les révolutionnaires, et en déduire la nécessité pour les révolutionnaires de faire l'unité révolutionnaire (sur les bases révolutionnaires) ne serait-ce pas un bon argument sur lequel insister pour s'appuyer un certain temps sur la volonté honnête d'unité et lui donner le contenu du nouveau parti ? Du côté des bons éléments gauches pivertistes qui nous suivront, ces notions d'unité et de scission sont loin d'être claires. Le sentiment auquel ils obéiront sera surtout celui de la solidarité : ils nous suivront parce que indignés de voir leurs amis honteusement chassés. Ils ne nous suivraient pas dans une scission dont nous porterions « formellement » la responsabilité. Ce sont des adversaires des réformistes, mais des partisans du Parti unique.

Il y a là des questions délicates sur lesquelles il serait d'un grand intérêt que vous nous fassiez part de votre opinion, d'une manière assez développée. Car ces éléments pivertistes sont actifs, courageux et pratiquement révolutionnaires. Il s'agit de manœuvrer dans le bon sens du terme, pour qu'ils soient soudés à nous et nous suivent.

2) Au retour de Toulon, l'impression réelle est celle-ci : les ouvriers qui se sont battus, tandis que *Huma* et *Popu* avaient substitué à l'application de la lutte de classes celle de la provocation, n'ont que le sentiment très confus de la trahison¹³. Seuls quelques chefs, comme Bartoli¹⁴, conseiller d'arrondissement socialiste, personnage bavard et pittoresque, parlent ouvertement de trahison. Les ouvriers de Toulon ont fait preuve d'une combativité inouïe contre la garde mobile mais quand on les interroge sur les « thèses » du *Popu* et de l'*Huma*, ils s'avouent simplement désorientés mais n'ont pas abandonné brutalement leur confiance dans les sommets officiels. Voilà pour la moyenne. J'ai rencontré par contre, en plus de Bartoli, des militants organisés, un jeune (trésorier des J.S.), un secrétaire de section des environs de Toulon, un autre conseiller d'arrondissement qui m'ont exprimé franchement leur dégoût. Conclusion : on m'a dit que les stalinistes tireraient profit de la bagarre. Les militants stalinistes de base que j'ai interrogés ont gardé un état d'esprit très « troisième période » mais ne se sont pas encore aperçus qu'ils étaient en contradiction flagrante avec leurs sommets parce que, indépendamment de la politique officielle, l'appareil avait envoyé quelques délégués (un de Marseille, un de Paris) appliquant cette politique comme une ruse, ce qui donnait à la chose une allure « illégale et révolutionnaire ». Nous allons suivre en liaison avec Toulon et avec Bartoli, qui peut être un allié. Il faut s'attendre à avoir dans le Midi (surtout Toulon, Marseille) des alliés pittoresques. Ce Bartoli m'a expliqué : « Dans la bataille, j'ai été admirable ». Ce qui ressemble à du Tartarin mais en réalité, vérification faite, est tout à fait exact. Bartoli s'est battu toute la nuit revolver au poing.

3) Dans le P.C., on annonce 75 000 membres. J'ai vu un jeune responsable qui l'a expliqué : « Tout le monde a été ébranlé par la déclaration de Sta-

line, puis on a reçu des circulaires et ça s'est tassé. Il m'a dit aussi : Nous étions pas partisans de votre exclusion immédiate mais seulement après votre isolement d'avec vos sympathisants. C'est la thèse officielle : il y a le noyau de policiers, et d'ennemis de l'U.R.S.S., qui dirige, mais les autres sont des brebis égarées qu'il faut ramener. Ce jeune homme, que je connaissais personnellement, m'a en outre avoué l'effroi staliniste devant un progrès dans la S.F.I.O. Les stalinistes étaient partisans que nous restions dans l'indépendance, l'an dernier.

Les militants stalinistes attendent avec impatience le déclenchement de l'action révolutionnaire annoncée clandestinement, dès que les classes moyennes auront été conquises par les ruses avec les radicaux. Tel est l'état d'esprit en général.

4) Pour répondre à une question concernant l'attitude de Godefroid des JGS au dernier CNM, la secrétaire nationale Chochoy ¹⁵ a déclaré que Godefroid était d'accord avec la majorité des JS, c'est-à-dire les exclueurs et qu'il le leur avait dit. Nous allons examiner comment pincer ce centriste qui se dérobe et qui a eu à Lille une attitude louvoyante.

5) Comme vous le savez d'après certains faits contenus dans la lettre à la CAP, vraisemblablement la charrette des exclus adultes sera composée de ceux qui se sont solidarisés le plus vigoureusement avec les Jeunes. Ce fait aussi est tout à fait symptomatique : les sommets n'hésitent même pas à rompre avec l'hypocrisie de la démocratie formelle, c'est-à-dire par exemple à falsifier complètement le compte rendu du CNM, à omettre mes votes contre alors que, comme il est normal, toute la séance du CNM fut un duel très violent entre les autres et moi-même, au cours duquel je fus appelé à traiter Lagorgette de canaille et à faire des déclarations par écrit et notamment celles concernant mes votes contre.

Je doute que Blum insère les deux rectifications. Ce sera une excellente occasion de l'empoisonner.

6) Pour le procès de *Révolution* où sont inculpés Mèche, Maria (Craipeau) (pour avoir vendu le journal) et sans doute (ce n'est pas encore officiel du point de vue juridique), Zeller ¹⁶, Gérard (Rosenthal) et moi serons probablement les avocats. Il y a donc toutes garanties pour « l'eau de rose ».

7) Je vais me mettre en rapports avec Gérard pour qu'il s'occupe de la Commission d'enquête suggérée par vous.

8) Dans les Pyr(énées) Or(ient)ales, il y a lutte acharnée pour le Sénat, entre le citoyen Joseph Rous et Payra. Cette lutte entre deux députés social-démocrates prend un caractère public. A cette occasion se font jour des possibilités très nettes de scission. La gauche de la B.S. ¹⁷ animée par un de nos sympathisants peut fort bien être poussée à l'autonomie, ce qui aurait pour but de rendre ce département à nouveau intéressant pour nous. Ce n'est qu'un pronostic, mais assez sérieux.

9) Je vais aller en Espagne, dès que possible, pour prendre des liaisons nouvelles, si possible, et voir nos amis.

Votre bien fraternellement dévoué.

* * *

J.R.

4 septembre 1935

Cher camarade L.D.,

Je réponds à votre lettre du 27.

1) Il y a une commission pour le travail dans le P.C. mais qui fonctionne mal. Elle a pu rassembler quelques adresses. *Que Faire ?* n'est qu'un cercle de littérateurs déjà divisé. La minorité nous a écrit pour nous dire qu'elle tenait à combattre la politique patriote de la majorité. La minorité se compose de trois membres. Je pense que ce ne sont pas les mêmes que ceux de la majorité... En tout cas, ce n'est pas sérieux. La seule liaison réelle de *Que Faire ?* était le 11^e rayon. Cette liaison passe de notre côté. Malgré tout, la liaison avec *Que Faire ?* sera une des tâches (les plus petites) de la commission de travail dans le P.C.

2) A Saint-Denis, nous avons de Jeunes Socialistes, dont un jeune B.L. D'autre part, nous avons maintenant de solides liaisons avec un noyau de dorioristes dégoûtés de cinq militants qui sont venus nous voir au local. Savez-vous que les fidèles amants de Doriot, Patri, Collinet¹⁸ et tous ces messieurs qui avaient trouvé à Saint-Denis un refuge où concilier le goût de la sécurité et la passion révolutionnaire, ont découvert que Doriot était une canaille, ami de Laval et même fasciste (*sic*). De telles déclarations ont été faites par Patri la veille de la conférence de Saint-Denis, au comité de préparation de cette conférence, en se basant principalement sur une interview donnée par Doriot à *La République*, où il louait Staline d'avoir réhabilité l'idée de patrie par sa déclaration, mais déclarait n'avoir nulle confiance en l'U.R.S.S., qui pourrait bien revenir s'il y avait lieu au « défaitisme révolutionnaire ». J'ai immédiatement proposé que le Comité se désolidarise de Doriot. Guy Jerram¹⁹ a attrapé une crise, puis on a décidé que chacun pourrait se désolidariser individuellement. Le jour de la conférence, Guy Jerram ou quelque autre laquais municipal, a annoncé que Jacques Doriot n'avait (pas) tenu de tels propos et qu'il démentait. Pour qui connaît Doriot et sa vanité, qui le pousse à chercher, au moyen de n'importe quelle déclaration, les éloges bourgeois, il est tout à fait probable que les propos aient été tenus au journaliste. Au surplus, il est tout à fait vrai que Doriot est bien avec Laval + toutes les canailles municipales de la Banlieue rouge (Barthélemy, Sellier, Morizet)²⁰ et qu'il est en contact avec les dissidents Croix-de-Feu pour créer un mouvement national et social. La colère de Saint-Denis, le départ (je ne sais pas s'il a été consommé définitivement aujourd'hui) des groupes Spartacus (Patri, Collinet) ont obligé Doriot à freiner et à faire un tournant à gauche, provisoirement. La trahison officielle n'est que retardée.

3) Marceau Pivert et ses meilleurs amis envisagent parfois la possibilité d'être exclus, mais ils repoussent avec horreur l'idée de vouloir préparer le terrain de l'indépendance. Mais ils ne disent même pas, comme Frank-Molinier, « Il faut le faire sans le dire ». Ils ne veulent ni le faire, ni le dire. Ils nous laissent cependant la liberté de considérer que l'action extérieure signifie la possibilité de préparer l'indépendance et sont très inquiets à notre égard : ils croient que nous voulons nous faire exclure et disent que, si nous le voulons, nous en avons pour longtemps à rester dans le Parti. Je ne sais pas l'effet pro-

duit sur eux par l'interdiction de la *Vérité* et la demande d'exclusion pour le prochain conseil national.

4) Je viens à peine de recevoir le rendez-vous pour l'Espagne. J'y pars tout à l'heure et je rentre à Paris.

Votre très fraternellement dévoué.

Jean Rous

P.S. : Frédéric ²¹ m'informe qu'une tendance se fait jour dans l'organisation : le refus de traiter politiquement de la perspective de l'indépendance imposée par les exclusions réformistes. On peut, sans « provoquer » l'exclusion, expliquer ouvertement : ceux qui ne veulent pas faire l'unité organique avec les révolutionnaires leur disent eux-mêmes : « Il faut vous organiser dans un parti indépendant » ; par leurs exclusions, ils les y contraignent. Et nous refuserions de nous préparer à cette perspective ! Pourquoi être dupes pratiquement de l'hypocrisie réformiste ? Pourriez-vous, si, comme je le pense, Frédéric vous a entretenu de cette question, nous faire quelques suggestions ?

— J'ai reçu le rapport moral ; Raymond, au lieu de se borner à quelques adjonctions, l'a complètement refondu, en violation des décisions et des accords et profit de mon absence. C'est tout à fait déloyal. Et misérable en définitive : il ne s'agit que d'une question de prestige. J'ai dû protester pour marquer le coup, mais, tous les efforts seront faits auprès de Gérard et Naville pour que cette manœuvre n'ait pas l'effet (peut-être « souhaité ») c'est-à-dire d'ouvrir les luttes personnelles à l'occasion de la Conférence nationale au lieu d'examiner sérieusement la situation. La leçon que je me permets de tirer de ce fait et dont je crois devoir vous faire part, c'est que je n'ai plus confiance en Raymond et que, désormais, avec Boitel-Bardin ²², nous voulons, sans rien repousser (au contraire) ses qualités et son concours, nous prendrons nos précautions d'organisation. Tout cela est bien pénible dans une organisation qui s'est constituée par opposition aux méthodes du gangstérisme staliniste !

L'exclusion des adultes ne saurait tarder. Ce sera pour octobre.

Nous allons mener l'offensive dans toutes les sections. Ici j'ai pris l'autorisation de diverses sections pour rédiger des ordres du jour contre les menaces d'exclusion dans la forme la plus appropriée. On peut considérer que, dans la Seine, certaines sections suivront (le 19^e, le 12^e, Drancy, le 19^e, Clichy), en majorité.

NOTES

1. Blasco, Naville, Frank et Ramyond Molinier étaient les principaux dirigeants du G.B.L. (Groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O.)
2. David *Roussel* (né en 1912), Louis *Rigaudias* (né en 1911), et Marcel *Hic* (1915-1944) étaient tous les trois dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine et membres du G.B.L.
3. Le dirigeant radical Edouard *Herriot* (1872-1957) n'était pas partisan du Front populaire mais n'aurait pas refusé la direction du gouvernement avec l'appui des voix socialistes.
4. Mulhouse désigne « le congrès de Mulhouse » de la S.F.I.O. qui s'était déroulé du 7 au 9 juin 1935.
5. *Adolphe* était le pseudonyme de l'Allemand Rudolf *Klement* (1910-1938), secrétaire administratif du Secrétariat international.

6. Marceau *Pivert* (1895-1958) était alors le leader de *La Bataille Socialiste* de la S.F.I.O. avec Zyromski. Il s'était rapproché des trotskystes et s'apprêtait à rompre avec Zyromski.
7. Maurice *Thorez* (1900-1964), secrétaire général, et Jacques *Duclos* (1896-1975) étaient les deux principaux dirigeants du P.C., au premier rang de la tribune.
8. Maurice *Déglise* (1903-1972), ouvrier tourneur, avait été membre du comité central des J.C., exclu en 1928 et pendant quelque temps membre du groupe Treint.
9. Robert *Louzon* (1882-1976) était l'animateur, avec Monatte, de *La Révolution prolétarienne*.
10. Alfred Georges Gressent, dit Georges *Valois* (1878-1944) animateur du groupe *Nouvel Age*, qui avait signé la lettre ouverte pour la IV^e Internationale, avait été monarchiste et fasciste dans les années vingt.
11. P.J. *Schmidt* (1896-1952) et Henk *Sneewliet* (1883-1942) étaient les dirigeants du R.S.A.P. néerlandais. Le « secrétariat » était celui du mouvement pour la IV^e Internationale initié par la Lettre ouverte.
12. Le « local de la rue Feydeau » était le local de la Fédération S.F.I.O. de la Seine menacé par l'extrême-droite.
13. A Toulon, du 5 au 10 août, s'étaient déroulés de véritables combats de rue entre manifestants ouvriers et grévistes de l'arsenal, d'un côté, forces policières et groupes de choc de droite de l'autre.
14. Gaudien *Bartoli* (1896-1968), contrôleur de l'enregistrement, était le dirigeant le plus populaire de la S.F.I.O., membre de son extrême gauche, à l'époque *La Bataille socialiste*.
15. Bernard *Chochoy* (1908-1981) était alors secrétaire national des J.S. en France et avait organisé l'exclusion des éléments de gauche et des responsables de l'Entente de la Seine. Fernand *Godefroid* (né en 1909) était le dirigeant des Jeunes Gardes socialistes belges qui incarnait la gauche mais se tournait vers le stalinisme depuis quelques semaines.
16. Jean *Meichler* (1898-1941) était le gérant de *Révolution*, organe des J.S. de l'Entente. Maria *Craipeau*, née Rothenberg (née en 1916), était une jeune militante d'origine polonaise et Fred *Zeller* (né en 1912) le secrétaire de l'Entente des J.S. de la Seine.
17. Joseph Rous était l'oncle de Jean Rous. La « gauche de la B.S. » était le « Cercle d'Avant-Garde » qui soutenait Rous contre Jean Payra.
18. Aimé *Patri* (1904-1983) et Michel *Collinet* (1904-1979) avaient rompu en 1931 avec la Ligue communiste pour former la Gauche communiste qu'ils avaient quitté pour rallier les *Amis de l'Unité* de Doriot. Sur l'article de la République, voir ci-dessus l'étude de notre collaborateur Gilles Vergnon.
19. Guy *Jerram* (1876-1958), ex-secrétaire de l'A.R.A.C. et membre du C.C. du P.C. était l'un des rares militants du P.C. non dionysiens à avoir rejoint Doriot.
20. Georges *Barthelemy* (1882-1933), Louis *Sellier* (1885-1978) et André *Morizet* (1876-1942) étaient maires de banlieue, les deux premiers venant du P.C. et tous trois allaient se retrouver à la S.F.I.O.
21. Frédéric est un autre pseudonyme de Rudolf Klement (cf. n. 5).
22. Boitel est le pseudonyme d'un des trois frères Bardin, Joannès *Bardin* (né en 1909), un postier.

Courrier

Pierre Broué nous demande de publier ces quelques lignes.

« Plusieurs camarades me demandent pourquoi je ne réponds pas dans les *Cahiers Léon Trotsky* à l'article de Pierre Vert, dans *Spartacist* sur mon article, dans le n° 23, sur « Trotsky et les trotskystes pendant la seconde guerre mondiale ».

En voici la raison : je ne puis comprendre pourquoi la critique de Vert est dirigée non contre ce que j'ai écrit mais contre les intentions qu'il m'attribue, la direction qu'il croit que je veux prendre, mes arrières-pensées, etc. Sérieusement, je n'avais en écrivant cet article aucun des objectifs qu'il me prête et qui sont sans rapport avec ce travail historique.

Je crois que sa méthode de raisonnement, idéaliste et presque religieuse, exclut toute possibilité de débat, lequel implique un échange d'idées, et non un réquisitoire sur les *intentions* de son interlocuteur. »

*

* *

Les départs

Henry Malter dit Hank Stone (1908-1986)

Ingénieur militaire, officier de la Garde nationale, Henry Malter avait été un des organisateurs de la Spartacus Youth League de la C.L.A. à laquelle il adhéra en 1930. Il milita à partir de 1934 dans le W.P.U.S., né de la fusion de l'A.W.P. et de la C.L.A., et entra en 1936 dans le Socialist Party. En 1937, au moment de la constitution de la Brigade Eugene Debs de volontaires socialistes en Espagne, il fut désigné comme chef militaire : on sait que les persécutions des révolutionnaires en Espagne par les staliniens conduisirent à l'abandon du projet. En 1939, à cause de ses compétences d'ingénieur, il fut envoyé à Coyoacán par le S.W.P. pour y diriger les travaux de fortification et l'organisation de la défense. Il fut très apprécié de Trotsky, tant pour ses compétences techniques que pour ses capacités politiques. Il repartit aux Etats-Unis et y participa au combat de l'Opposition qu'il rejoignit en 1940 dans le Workers Party. Il milita ensuite dans l'Independent Socialist League des anciens shachtmaniens. Il est mort de la maladie de Parkinson et laisse une veuve, Frances, à qui les *Cahiers Léon Trotsky* présentent leurs condoléances.

Jock Haston (1913-1986)

Jock Haston, qui vient de mourir, était né d'une famille ouvrière d'Edinburgh, très pauvre. Il alla à l'école jusqu'à l'âge de treize ans, puis devint marin. Sans profession, il fut aussi, par périodes, monteur-leveur et, si l'on en croyait certaines légendes, monte-en-l'air dans les années les plus difficiles de la crise. Eloquent et subtil, il fut l'un de ces hommes de talent que le trotskysme attira pendant les années trente et qui ne purent ensuite survivre politiquement à l'exil loin de leur propre classe. Il adhéra jeune au Communist Party of Great-Britain, comme bien des chômeurs, puis fut profondément marqué par ses voyages de marin à Hamburg avec de la littérature « de parti ». En 1933, il s'y trouvait. Au moment où le parti britannique essayait de persuader marins et dockers de boycotter les drapeaux à croix gammée, il vit les bateaux soviétiques qui livraient à Hitler le nécessaire pour son matériel de guerre.

Membre du Hyde Park Group d'opposition au sein du C.P.G.B. il comença à lire Trotsky et y trouva des arguments contre le stalinisme. Après les

discussions publiques avec les trotskystes, il rejoignit le Militant Group à l'automne 1936 avec Starkey Jackson et le jeune Gerry Healy qu'il avait personnellement recruté. Il milita avec lui au sein du Labour Party pendant quelque temps.

Lors de la scission du Militant Group du 19 décembre 1937, il se joignit, avec Healy, Grant, Betty Hamilton, à la Workers International League que dirigeait Ralph Lee et qui ne fut pas partie prenante dans la réunification de 1938 des groupes britanniques. Pendant la deuxième guerre mondiale, il œuvra énergiquement à la mobilisation du prolétariat contre l'impérialisme britannique, recruta de nombreux ouvriers au « travail ouvert » et subit de nombreuses agressions physiques de la part des staliniens, ainsi qu'un emprisonnement.

Lors de la conférence de « fusion » de mars 1944, il fut élu secrétaire général du Revolutionary Communist Party, poursuivi, peu après, pour le travail WIL et RCP de soutien des jeunes travailleurs opposés à être mobilisés dans les mines de charbon ; il fut libéré en appel, au bout de trois mois. Sa candidature au nom du RCP dans une élection partielle à Neath en Galles du Sud en mai 1945 se transforma en polémique contre le stalinisme plutôt qu'en pénétration à l'intérieur du mouvement de masse des mineurs. Il contribua activement à la « pré-conférence » internationale d'avril 1946 et au « Deuxième Congrès mondial » de 1948. Mais les conditions d'après-guerre le confrontèrent à des problèmes qu'il ne put résoudre et le conduisirent à présenter, en 1949, une déclaration de rupture nette et franche avec le marxisme. Il devait jouer dans ses dernières années un rôle réactionnaire, pour lequel son talent et sa connaissance du stalinisme l'avaient armé, dans les campagnes anti-communistes de « chasse aux sorcières » en qualité d'agent de la bureaucratie syndicale réformiste.

Le C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les
Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

88, rue Saint-Denis - 75001 Paris
Tél. 42.33.47.92

Un centre de documentation pour les chercheurs
Ouvert les lundi, mercredi, vendredi de 13 h à 18 h

Archives : Journaux, revues, bulletins intérieurs, tracts, affiches des organisations révolutionnaires internationales.

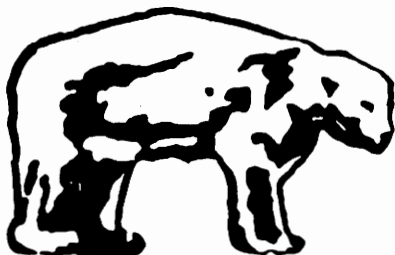
Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. : Bulletin trimestriel. A ce jour, 39 numéros parus et comportant des catalogues, répertoires ou reproductions de textes ou brochures anciens d'organisations révolutionnaires.

Abonnement annuel consultation : 60 F
Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. : 50 F
couplé (consultation + Cahiers) : 90 F

Le C.E.R.M.T.R.I. vend des documents anciens d'organisation révolutionnaires (journaux, revues, brochures).

Vente de livres de la Librairie du Travail : (originaux d'avant-guerre) :
« L'abominable vénalité de la presse », (1931), de A. Raffalovitch, d'après les documents des archives russes (1897-1917).
« M. Poincaré et la guerre de 1914 » (1935) de Gustave Dupin.
« Culture prolétarienne » (1936) de Marcel Martinet (1936).

Tous ces livres au prix exceptionnel de 40 F (frais d'envoi compris).
Règlement par chèque à l'ordre du C.E.R.M.T.R.I.



L'OURS

Un centre de documentation

- **Une bibliothèque riche de plus de 15 000 volumes**

- Doctrine : œuvres de Proudhon, Marx, Engels, Lénine, Trotsky, R. Luxembourg, etc.
- Socialistes Français : J. Jaurès, J. Guesde, G. Mollet, F. Mitterrand, etc.
- Livres d'Histoire et d'actualité.
- Histoire du mouvement ouvrier : Français (P.S., P.C.), Européen (Italie, Allemagne, Pays de l'Est).

- **500 collections de périodiques, Français et étrangers, du XIX^e siècle à nos jours**

- **Des archives**

- Archives du P.S. S.F.I.O. (1944-1969) en cours de classement.
- Archives de militants : M. Sembat, P. Faure, etc.
- Une faible partie, pour l'instant, des archives de G. Mollet.

- **Documents divers**

- Sténographie des Congrès du P.S. S.F.I.O. (1905-1971).
 - Sténographie des Comités directeurs du P.S. S.F.I.O. (1944-1969):
 - Internationale socialiste : Congrès, circulaires, etc.
-

un instrument de travail...

*pour les chercheurs,
les militants, les curieux.*

Un lieu de débat

A l'OURS, c'est aussi, depuis 15 ans :

Débattre : 1977 : le problème foncier, débat avec E. Pisani.
1979 : 1879-1979. 100 ans après, les chances du socialisme.
1981 : l'unité de l'Europe.
1983 : table ronde sur le Chili.

Informier : — Compte rendu des colloques dans les cahiers
de l'OURS.
— Un cahier et un journal mensuel.

Proposer : — Socialisme et marché.
— Le problème de l'emploi.
— Etude sur l'autogestion.
— Manifeste sur l'Europe - mars 1984.

Office Universitaire de Recherche Socialiste
86, rue de Lille - 75007 Paris - Tél. 555.08.60

Envoi d'un spécimen sur simple demande.



CRITIQUE

A Journal of Society Theory

« *CRITIQUE* paraît deux fois par an. Revue scientifique, elle s'efforce d'analyser la société contemporaine, tant à l'Est qu'à l'Ouest, d'un point de vue critique, marxiste. Rejetant l'idée de socialisme dans un seul pays, et la possibilité qu'un pays puisse être en même temps socialiste et non démocratique, elle s'efforce de démontrer que les problèmes de notre temps sont dominés par la société. *CRITIQUE* s'efforce de publier des documents sur le développement de mouvements d'opposition socialiste en Europe de l'Est mais son objectif fondamental est de développer la méthode et l'économie politique marxiste tant à travers ses principes que son application ».

Dans le numéro 16 qui vient de paraître, une série d'articles sur « L'Economie Mondiale et la Grande-Bretagne », mais aussi Hillel Ticktin - Andropov: Désintégration et Discipline. M. Ellman et B. Simatupang: La Crise économique en Pologne. S. Sampson: La Roumanie est-elle une nouvelle Pologne? Y. Malmilahande: Une Explosion de Mécontentement en Esthonie.

Dans le prochain numéro, 17, un article de D. Filtzer sur « L'ouvrier soviétique dans les années 30 », de B. Krawchenko sur « La Famine en Ukraine en 1933 », des documents de Rakovsky sur « L'U.R.S.S. dans les années 20 ».

Abonnements: (Europe continentale) 8 £

Le numéro: 4 £

**CRITIQUE: 31 Clevoden Road, Glasgow G12 OPH
(G.B.)**

D'APRÈS LES FILMS FOURNIS, CET OUVRAGE A ÉTÉ
ACHEVÉ D'IMPRIMER EN JANVIER 1987
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
LIENHART ET C^{ie} A  AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 3176. *Imprimé en France*

DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 1987

ŒUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes, qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie «ouverte» des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8 et jusqu'au volume 17 qui paraît en mai 1984, le travail pour lequel la R.C.P. 595 du C.N.R.S. est venue épauler l'I.L.T. repose dorénavant principalement sur la partie «fermée» des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication se terminera avec son 25^e volume en 1986. Nous publierons alors deux volumes de compléments, sur la base de la partie «fermée» pour les années 1934 et 1935. Nous commencerons ensuite la publication de la seconde série des *Œuvres* qui couvrira la période allant de 1928 (l'année de l'exil de Trotsky à Alma-Ata) à 1933 (date de l'appel à construire la IV^e Internationale).

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert C.L.T., 2 rue Bayard, 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis.

Les volumes 1 à 12 sont disponibles à l'administration des Cahiers au prix de 20F, port en sus (15F).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 60 F

Cahiers Léon Trotsky ★ Diffusion La Pensée Sauvage

Photo de couverture : Le VII^e congrès de l'I.C.